



lieu de rencontre RAPPORT ANNUEL D'IFC 2010 entre innovation et impact

principales données financières

au 30 juin, date de clôture des exercices*

Millions de dollars	2010	2009	2008	2007	2006
Revenu (perte) net (te)	1 746	(151)	1 547	2 490	1 264
Dons à l'IDA	200	450	500	150	–
Revenu avant dons à l'IDA	1 946	299	2 047	2 640	1 264
Total, actif	61 075	51 483	49 471	40 599	38 547
Prêts, participations, et titres de dette, nets	25 944	22 214	23 319	15 796	12 787
Principaux ratios					
Rendement de l'actif moyen (base GAAP**)	3,1 %	-0,3 %	3,4 %	6,3 %	3,2 %
Rendement des capitaux propres moyens (base GAAP**)	10,1 %	-0,9 %	9,6 %	19,8 %	12,1 %
Encaisses et placements immédiatement disponibles en pourcentage des besoins estimés de liquidités pour les trois prochains exercices	71 %	75 %	62 %	85 %	112 %
Ratio d'endettement	2,2:1	2,1:1	1,6:1	1,4:1	1,6:1
Montant total des ressources disponibles (USD milliards)	12,8	10,9	10,4	8,0	n/a
Montant total des ressources disponibles (USD milliards)	16,8	14,8	15,0	13,8	n/a
Total des provisions pour pertes sur prêts rapporté à l'ensemble du portefeuille décaissé	7,4 %	7,4 %	5,5 %	6,5 %	8,3 %

*Voir l'Examen de la Direction et l'analyse des États financiers consolidés pour plus de détails sur le calcul des chiffres portés dans ce tableau.

**GAAP : Principes comptables généralement admis aux États-Unis.

principales données opérationnelles

au 30 juin, date de clôture des exercices

Millions de dollars	2010	2009	2008	2007	2006
Nouveaux engagements au titre d'investissements					
Nombre de projets	528	447	372	299	284
Nombre de pays	103	103	85	69	66
Pour le compte d'IFC	12 664	10 547	11 399	8 220	6 703
Ressources mobilisées					
Prêts syndiqués	1 986	1 858	3 250	1 775	1 572
Financements structurés	797	169	1 403	2 083	1 245
Initiatives d'IFC et autres	2 358	1 927			
Asset Management Company	236	8			
Montant total des ressources mobilisées †	5 377	3 962	4 653	3 858	2 817
Décaissements au titre d'investissements					
Pour le compte d'IFC	6 793	5 640	7 539	5 841	4 428
Montant total des ressources mobilisées †	3 048	1 966	2 382	1 615	1 311
Portefeuille d'engagements					
Nombre d'entreprises	1 656	1 579	1 490	1 410	1 368
Pour le compte d'IFC	38 864	34 502	32 366	25 411	21 627
Montant total des ressources mobilisées †	9 943	8 004	7 525	5 543	5 079
Services-conseil					
Nombre de projets	736	872	862	1 018	
Valeur approuvée	859	941	919	846	
Dépenses au titre des Services-conseil	268	291	269	197	152

† comprennent les Initiatives d'IFC, les Prêts-B (syndiqués), les prêts parallèles gérés par IFC et Asset Management Company



IFC est une institution
membre du Groupe
de la Banque mondiale

Créer des opportunités
là où elles font
le plus défaut

LE CONTEXTE

raisons pour lesquelles le secteur privé revêt plus d'importance que jamais

Le monde a payé très cher les défaillances du système financier mondial. Durant la crise économique qui s'en est suivie, des millions d'êtres humains sont retombés dans la pauvreté. Dans de nombreux pays, la confiance des populations dans les vertus des marchés privés a considérablement diminué.

Il ne sera toutefois pas possible de rétablir la prospérité de manière durable sans une contribution majeure du secteur privé. Le secteur privé fournit plus de 90 % des emplois, sources d'opportunités d'améliorer la condition des populations. Le secteur privé est le moteur de l'innovation, et procure les biens et services nécessaires pour maintenir ou relever les niveaux de vie. Enfin, le secteur privé est la principale source de recettes fiscales, et contribue de cette manière au financement par l'État de services, notamment de santé et d'éducation.

Ces contributions revêtent plus d'importance que jamais par suite de la crise, car les moyens dont disposent les pouvoirs publics pour fournir des services aux populations qu'ils servent sont encore plus réduits qu'auparavant. Les ressources nécessaires pour lutter contre la pauvreté et promouvoir le développement sont d'un niveau trop élevé pour que les États puissent, seuls, les fournir. Selon les estimations de la Banque mondiale, les besoins de financement extérieur des pays en développement seraient de 1 100 milliards de dollars en 2010 — et devront, pour l'essentiel, être couverts par des investisseurs privés. Plus de 80 % des investissements requis pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique devraient aussi provenir de sources privées.

Aujourd'hui, la plupart des pays en développement reconnaissent le rôle crucial que joue le secteur privé dans le développement et la réduction de la pauvreté. Les pays en développement constituent une part croissante de l'économie mondiale. Il est vital, pour eux, de bien gérer le développement du secteur privé. Ce l'est tout autant pour le reste du monde.

LE DÉFI

les dilemmes du développement du secteur privé

Pour aussi convaincue qu'IFC soit de l'importance du secteur privé, elle n'ignore pas pour autant le défi que pose le développement durable de ce secteur.

La plupart des entreprises préféreraient pouvoir opérer en l'absence de toute contrainte réglementaire — mais un cadre réglementaire peut être nécessaire pour protéger une large gamme d'intérêts importants pour la société, notamment l'environnement. De nombreuses entreprises préféreraient jouir d'un éventail de privilèges particuliers — même si cela va à l'encontre du développement de marchés compétitifs et dynamiques qui sont le moteur de l'innovation et de la croissance à long terme. Il importe donc, pour assurer un développement durable du secteur privé, de concilier avec soin différentes perspectives à court et à long terme.

Opérer cet arbitrage est difficile pour tous les pays, riches ou pauvres. Le problème peut toutefois se poser de manière particulièrement aiguë dans les pays en développement où le fossé entre les besoins et les moyens disponibles est profond. En Asie de l'Est, par exemple, l'accroissement de la production d'huile de palme a permis de relever les niveaux de revenus dans les zones pauvres et rurales — mais il a également suscité de graves préoccupations en raison de son impact sur le déboisement et les droits des populations autochtones.

IFC aide à relever ces défis de diverses manières. Elle s'emploie à améliorer les normes de comportement du secteur privé, non seulement au plan environnemental et social mais aussi dans les domaines de la finance et du gouvernement d'entreprise. La Société travaille avec les pouvoirs publics à l'amélioration de la réglementation des marchés privés — dans le but de créer un climat de l'investissement qui, dans le contexte d'un système de gouvernance prudent, permet d'assurer le respect des contrats, de protéger les intérêts de la société et de réduire la corruption.

Cette tâche est difficile et peut donner lieu à des jugements et à des arbitrages délicats. Toutefois, IFC s'est de tout temps attelée à des tâches difficiles — sachant que les leçons qu'elle peut tirer de son expérience l'aideront à guider le secteur privé pour qu'il ait une contribution encore plus marquée à la croissance et à la réduction de la pauvreté.

LA SOLUTION

la contribution unique d'IFC au développement

IFC se trouve dans une position idéale pour relever les défis que pose le développement du secteur privé. Elle est la source de près d'un tiers de tous les financements du développement accordés au secteur privé par des institutions financières internationales.

IFC a une perspective d'envergure mondiale, ce qui lui permet d'exploiter ses acquis non seulement dans différents pays mais aussi dans différentes régions en développement. Elle complète ses financements par des services-conseil de classe internationale adressés aux entreprises et aux autorités publiques. Sa volonté d'obtenir des résultats quantifiables au plan du développement n'a pas pour unique conséquence d'aider les pauvres — elle a de profonds effets sur le secteur privé lui-même.

IFC utilise sa capacité de mobilisation financière pour s'attaquer aux principaux problèmes de développement de l'époque actuelle, en apportant aux entreprises d'une centaine de pays les capitaux dont elles ont besoin pour créer des emplois et fournir des services essentiels. L'influence que la Société a sur le plan stratégique, grâce à son appartenance au Groupe de la Banque mondiale, est également importante, car elle permet de promouvoir l'adoption de normes qui conduiront à l'établissement de modèles d'activités durables et guideront les investissements au cours des années à venir.

L'effet normatif des travaux de la Société est illustré, notamment, par les Principes d'Équateur, qui régissent les financements commerciaux des projets, et par les Normes de performance qu'IFC utilise pour gérer les risques environnementaux et sociaux. Les travaux menés par IFC dans le domaine de l'élaboration de normes permettent à la Société et à ses clients de mieux résister aux chocs économiques et, partant, de renforcer le système financier.

De surcroît, la stratégie d'IFC axée sur les réalisations privilégie l'obtention de résultats quantifiables au plan du développement et leur mesure d'une manière qui aide la Société — et le public — à déterminer dans quelle mesure son action a des effets positifs et de quelle manière elle peut les améliorer. Alors même que les ressources publiques sont très limitées, IFC est en mesure d'investir dans certaines parties du monde où la situation est plus difficile que partout ailleurs, d'améliorer les conditions de vie et de générer des profits. Elle a ainsi un puissant « effet de démonstration » — qui encourage les entreprises privées à suivre son exemple, et à amorcer un cercle vertueux.



1

faits marquants de l'exercice
et groupe de direction

lieu de rencontre entre innovation et impact

Plus de 200 millions d'habitants du monde en développement sont restés sans emploi cette année. Plus d'un milliard d'êtres humains ont faim et sont, avec des millions d'autres, confrontés à la menace que pose le changement climatique. Selon les estimations des Nations Unies, 884 millions de personnes n'ont pas accès à de l'eau potable et plus de 2,6 milliards d'individus ne bénéficient pas de services d'assainissement de base. La population du monde en développement augmentera d'un tiers au cours des 40 prochaines années, ce qui ne pourra qu'accroître les pressions exercées sur des infrastructures déjà précaires.

Dans ce contexte, IFC innove pour créer des opportunités là où elles font le plus défaut. La Société a engagé le montant record de 18 milliards de dollars durant l'exercice 10, dont 12,7 milliards de dollars pour son propre compte. Elle a investi dans 528 projets, soit un nombre de projets plus élevé de 18 % que celui de l'exercice 09. Son portefeuille d'activités de services-conseil compte 736 projets en cours, dont la valeur globale s'établit à plus de 850 millions de dollars et les dépenses annuelles se chiffrent à 268 millions de dollars.

Les pays recevant l'appui de l'Association internationale de développement (IDA) ont été les destinataires de près de la moitié des investissements d'IFC — dans le cadre de 255 projets d'un montant total de 4,9 milliards de dollars — et ont bénéficié de plus de 60 % des dépenses au titre des services-conseil de la Société. L'Afrique subsaharienne a fait l'objet de 19 % des engagements de la Société au titre d'investissements et de 25 % des dépenses au titre des services conseils. IFC a investi le montant record de 1,64 milliard de dollars dans des énergies propres, et a mobilisé 6,8 milliards de dollars à ce titre, et 15 % de la valeur de son portefeuille de services-conseil est maintenant imputable à des projets concernant le changement climatique. Les investissements dans la microfinance ont augmenté de 10 % pour s'établir à 400 millions de dollars, et le portefeuille de microfinance se chiffre maintenant à 1,2 milliard de dollars.

lettre du Président du Groupe de la Banque mondiale

ROBERT B. ZOELLICK
PRÉSIDENT DU GROUPE
DE LA BANQUE MONDIALE



Plus de deux ans après le début de la crise financière, la reprise économique reste fragile et incertaine. Des milliards d'êtres humains continuent d'avoir toutes les peines du monde à subvenir à leurs propres besoins et à ceux de leur famille. Les ressources publiques se sont contractées par suite de la baisse des recettes fiscales et du gonflement des dépenses nécessaires pour aider ceux qui souffrent de la crise, de sorte que les financements qui pourraient être consacrés à des investissements dans les infrastructures et d'autres moteurs de la croissance à long terme font souvent

défaut. Les petites entreprises ont du mal à obtenir les prêts dont elles auraient besoin pour recruter du personnel et trouver de nouveaux débouchés. Or, l'existence d'un secteur privé solide et dynamique est essentiel à une reprise durable qui crée des emplois et des opportunités tout en établissant les bases de la prospérité.

Dans un contexte économique mouvant, le Groupe de la Banque mondiale mène une riposte rapide, innovante et axée sur l'obtention de résultats.

L'action d'IFC au cours de l'exercice est un exemple concret de cette riposte. Je me félicite de présenter un Rapport annuel décrivant comment IFC traduit dans les faits sa conviction que le secteur privé des pays en développement sera le moteur d'une croissance solidaire et durable pour relever les défis les plus graves auxquels le monde est confronté. En collaboration avec ses partenaires des secteurs privé et public, IFC est venue en aide et a donné espoir à des millions de personnes vulnérables en 2010. La Société a financé un nombre record de projets. Elle a orienté une plus grande partie de ses ressources vers des pays recevant l'appui de l'Association internationale de développement, en particulier en Afrique subsaharienne. Dans cette région et d'autres moins développées, IFC apporte aux entrepreneurs, aux entreprises de petite et moyenne taille, aux agriculteurs et aux sociétés en expansion l'appui dont ils ont tant besoin ; elle donne aux entreprises accès à des crédits commerciaux ; elle aide à créer de nouveaux débouchés en privilégiant les sources d'énergies renouvelables et efficaces ; et elle fournit des conseils aux pouvoirs publics sur la manière de conforter le climat de l'investissement et de promouvoir des partenariats public-privé.

Dans l'économie multipolaire qui se forme, le monde ne peut plus compter sur un petit nombre de pays développés pour piloter la croissance. La part du PIB mondial, en termes de parité du pouvoir d'achat, revenant au monde en développement a atteint 43 % en 2010 — et continuera d'évoluer à la hausse au cours des prochaines années. Grâce à l'aide d'IFC, les économies émergentes qui ont un secteur privé dynamique sont devenues de nouveaux pôles de croissance d'une importance cruciale. Leurs secteurs privés seront source d'innovation et de créativité,



UNE RIPOSTE MARQUÉE PAR L'INNOVATION

IFC est venue en aide
et a donné espoir à
des millions de personnes
vulnérables en 2010.

et généreront de nouveaux modèles d'activité et de nouveaux services pour la population — ainsi que des sociétés plus solides.

En 2010, les engagements d'IFC — y compris les fonds mobilisés auprès d'autres sources — ont augmenté de 24 %. La Société a investi 4,9 milliards de dollars pour son propre compte dans 58 pays IDA, ce qui témoigne de sa détermination à mettre en place un secteur privé prospère dans les régions les plus pauvres. Cent-seize des projets d'IFC concernent l'Afrique subsaharienne. L'action de la Société aide des pays marqués par des conflits à relancer l'activité économique en redonnant du travail à leurs habitants. IFC aidera Haïti à se reconstruire sur des bases plus solides après le séisme en améliorant les perspectives du secteur privé.

IFC fait sentir son impact bien au delà de ses seuls investissements. Pour trouver de nouveaux moyens d'orienter des financements vers des populations pauvres en quête d'opportunités, la Société a pris une initiative sans précédent en créant IFC Asset Management Company, qui affiche des résultats très prometteurs pour sa première année. Son Fonds pour l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes a levé 950 millions de dollars auprès de fonds souverains et de caisses de pension attirés par les vastes connaissances spécialisées que possède IFC sur les pays en développement. Ces activités s'inscrivent dans le cadre du nouveau modèle d'intermédiation financière qui est en train de se mettre en place et qui devrait continuer de se développer à l'avenir. Les investisseurs opérant à long terme sont de plus en plus conscients des opportunités de croissance qu'offrent l'Afrique et d'autres régions moins développées et de la mesure dans laquelle l'expérience, les antécédents et les normes rigoureuses d'IFC peuvent les aider dans leur quête de nouvelles activités profitables.

IFC a encore accru son efficacité en 2010 en collaborant avec d'autres services du Groupe de la Banque mondiale. Un nouvel accord permettra à la Société de proposer à ses clients les produits de l'Agence multilatérale de garantie des investissements,

ce qui raffermira la confiance des entreprises qui s'orientent maintenant vers des marchés plus risqués.

Dans le même temps, une série de réformes opérationnelles contribue à accroître l'efficacité du Groupe de la Banque mondiale en aidant notre institution à devenir plus comptable de ses actions et plus transparente. Nous avons entrepris de modifier notre approche du financement des investissements en privilégiant l'obtention de résultats et la gestion des risques et en affectant davantage de ressources pour lutter contre la corruption. Un accord d'exclusion croisée signé avec d'autres banques multilatérales de développement empêche toute entreprise ayant agi de manière frauduleuse envers l'une de nos institutions de poursuivre des opérations avec les autres. Ces réformes seront encore renforcées par l'augmentation des droits de vote des pays en développement et en transition au sein du Groupe de la Banque mondiale.

Je tiens à remercier les membres du personnel d'IFC des durs efforts qu'ils ont fournis pour faire de 2010 un exercice aussi fructueux. Dans un environnement économique marqué par des revers, ils se sont montrés à la hauteur de la tâche et ont relevé de lourds défis en proposant des idées nouvelles, en faisant preuve d'ingéniosité et en montrant une énergie inépuisable. Je tiens également à remercier Lars Thunnell, qui, grâce à son leadership et à sa gestion avisée a pu, avec son excellente équipe, contribuer aux résultats sans précédent d'IFC. Mais il nous faut aussi rendre hommage aux gouverneurs, aux administrateurs ainsi qu'à nos bailleurs et partenaires dont les conseils et les directives sont absolument essentiels au succès de l'institution.

Robert B. Zoellick

Robert B. Zoellick
Président du Groupe de la Banque mondiale

lettre du Vice-président exécutif et directeur général d'IFC

LARS H. THUNELL
VICE-PRÉSIDENT EXÉCUTIF
ET DIRECTEUR GÉNÉRAL D'IFC



Le rôle que doit jouer le secteur privé aux fins du développement n'a jamais été aussi important.

Dans un monde caractérisé par des besoins de développement considérables et mouvants, ainsi que par des possibilités de financement public de plus en plus limitées, le secteur privé crée des emplois et des opportunités en aidant les pauvres à améliorer leurs conditions de vie, en générant des recettes fiscales pour l'État et en offrant à l'économie mondiale de nouvelles sources de croissance. IFC, qui est la plus importante institution de développement international poursuivant ses activités dans le cadre du secteur privé, contribue à établir des liens entre des sociétés et des branches d'activité dynamiques et les populations pauvres pour les aider à répondre à leurs besoins.

IFC est le lieu de rencontre entre innovation et impact.

Nous tirons le meilleur parti des ressources disponibles — qu'il s'agisse des ressources que nous mobilisons, des conseils que nous formulons ou de l'exemple que nous donnons à l'appui d'un développement durable. Ce Rapport annuel présente ce qu'a accompli IFC alors même qu'elle était confrontée aux plus graves défis de développement de son histoire, défis qui, s'ils existent depuis plusieurs générations, ont été aggravés par les troubles économiques des dernières années.

L'augmentation du chômage prolonge le cycle de la pauvreté dans les régions les plus pauvres du monde. Plus d'un milliard d'êtres humains ont faim. Près de 900 millions de personnes n'ont pas accès à de l'eau potable. Plus de 1,5 milliards de personnes n'ont pas l'électricité. Soixante-neuf millions d'enfants d'âge scolaire ne vont pas à l'école, essentiellement parce que leurs familles n'ont pas les moyens de les y envoyer.

IFC est là pour leur venir en aide.

Nous fournissons des financements et des services-conseil qui permettent aux petits entrepreneurs de développer leurs activités et de recruter de nouveaux employés. Les conseils que nous formulons aident les entreprises et les pouvoirs publics à adopter des normes sociales et environnementales plus rigoureuses et à atténuer les risques. Les fonds que nous mobilisons auprès d'autres sources permettent d'affecter des capitaux supplémentaires à des projets qui en valent la peine. Notre action normative accroît la solidité des entreprises et des branches d'activité à long terme. Nous sommes à la pointe des efforts menés pour mesurer les résultats au plan du développement, ce qui nous permet, ainsi qu'à nos parties prenantes, d'évaluer notre performance et de l'améliorer.

Dans les régions laissées pour compte d'Afrique subsaharienne, dans les régions appauvries d'Asie du Sud ou dans les régions en difficulté d'Amérique latine, nos efforts peuvent être sources de transformations.

Durant l'exercice 10, nous avons, plus que jamais, mobilisé nos ressources financières et nos connaissances spécialisées d'envergure mondiale pour permettre aux entreprises privées de maximiser leur impact au plan du développement tout en tirant les bénéfices commerciaux importants associés aux investissements dans des marchés émergents. Nous avons poursuivi cette action tout en privilégiant les régions les plus pauvres du monde et en aidant des sociétés des pays en développement à investir dans d'autres pays en développement, et poursuivre l'augmentation des investissements « Sud-Sud ».

IFC a investi un montant record de 18 milliards de dollars durant l'exercice 10 — dont 13 milliards pour son propre compte — dans 528 projets menés dans 103 pays. Nous avons mobilisé plus de 5 milliards de dollars auprès d'autres sources, ce qui représente un autre record. Nos dépenses au titre des services-conseil se sont chiffrées, au total, à 268 millions de dollars. Nos investissements en Afrique subsaharienne ont augmenté d'un tiers pour atteindre 2,4 milliards de dollars, soit un montant sans précédent. En 2009, nos clients ont procuré plus de 161 000 emplois dans la région.



IFC TIRE LE MEILLEUR PARTI DES RESSOURCES DISPONIBLES

En 2009, nos clients ont procuré 2,2 millions d'emplois, soigné près de 8 millions de patients, contribué à l'éducation de 1,4 million d'élèves et fourni un appui à 2,1 millions d'agriculteurs.



Fait crucial, nos activités se sont orientées dans une mesure plus importante que jamais vers des pays recevant l'appui de l'Association internationale de développement, qui sont devenu hautement prioritaires. Nous avons investi le montant record de 4,9 milliards de dollars dans 255 projets situés dans 58 pays IDA, et consacré à ces derniers près des deux tiers de nos activités de services-conseil. Nous renforçons notre action dans ces pays de six manières différentes, notamment par nos investissements, nos services-conseil, la mobilisation de ressources et notre contribution directe à la reconstitution des ressources de l'IDA.

Nous savons qu'il ne suffit pas de lever un certain volume de ressources pour répondre aux besoins des populations pauvres. C'est pourquoi nous ciblons nos ressources très soigneusement, en déterminant les domaines dans lesquels nos financements et nos conseils peuvent être déployés de la manière la plus efficace. Enfin nous fixons des objectifs quantifiables pour évaluer notre impact et améliorer notre performance.

En 2009, nos clients ont procuré 2,2 millions d'emplois, dont près de 514 000 dans les secteurs des industries manufacturières et des services. Ils ont soigné près de 8 millions de patients, contribué à l'éducation de 1,4 million d'élèves et fourni un appui à 2,1 millions d'agriculteurs. Ils ont distribué de l'eau à 35 millions de clients, alimenté en électricité 29 millions de ménages et fourni du gaz à 16 millions de foyers. Enfin, nos clients ont accordé 10 millions de prêts d'un montant global de 112 milliards de dollars aux micros, petites et moyennes entreprises, qui sont à l'origine de l'essentiel des nouveaux emplois créés dans le monde.

Nos résultats témoignent des compétences spécialisées que nous avons établies au cours des quelque 50 années durant lesquelles nous avons investi dans des marchés émergents. Ils témoignent aussi du fait qu'un important impact au plan du développement peut aller de pair avec l'obtention de solides résultats financiers. Notre revenu net a atteint le niveau de 1,7 milliard de dollars pour l'exercice 10, après le transfert de 200 millions de dollars à l'IDA. Cette solide position financière nous donne les capacités requises pour renforcer nos activités auprès de nos clients actuels et étendre la portée de notre action dans de nouvelles régions et branches d'activité.

Les antécédents d'IFC en tant que chef de file dans le domaine de la microfinance, qui permet aux familles pauvres d'investir dans des activités économiques et dans l'éducation, se sont encore renforcés en 2010. Nous avons investi le montant record de 400 millions de dollars pour porter la valeur de notre portefeuille de microfinance à 1,2 milliard de dollars durant l'exercice. Nous affichons également de solides résultats dans un autre domaine prioritaire — le changement climatique. Nos investissements dans des sources d'énergie propre ont atteint 1,4 milliard de dollars, soit un autre montant record, et nous avons mobilisé 6,8 milliards de dollars supplémentaires au titre de ces investissements.

Nous avons aussi fait preuve d'innovation dans d'autres domaines. Durant l'année qui a suivi sa création, IFC

Asset Management Company a commencé à produire les résultats attendus et offre un nouveau moyen de mobiliser des investissements pour le développement. Elle a investi 236 millions de dollars dans des projets d'IFC et obtenu d'autres investisseurs des engagements à hauteur de 950 millions de dollars en faveur de son Fonds pour l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes. Je suis convaincu qu'AMC, en se développant, deviendra une nouvelle source de financement essentielle pour l'entreprise privée dans les pays en développement, et aidera un plus grand nombre d'êtres humains à améliorer leurs conditions de vie.

J'ai pu constater moi-même l'impact de nos efforts à l'occasion des réunions que j'ai eu cette année avec des clients, des représentants du gouvernement et des entrepreneurs dans des pays comme l'Inde, l'Ukraine et l'Égypte.

En Inde, par exemple, nous proposons des mesures innovantes et de nouvelles idées aux États dont les revenus sont limités, qui comptent 40 % de la population du pays mais qui ne bénéficient de pratiquement aucun des investissements directs étrangers destinés à l'Inde. Avec notre appui, un client de l'État de Jharkhand aide les jeunes filles de villages pauvres à suivre une formation en soins infirmiers et ouvre à de petits agriculteurs un accès à de nouveaux débouchés pour leurs marchandises. Cela n'est qu'un exemple parmi bien d'autres. Les projets que j'ai pu observer partout en Inde montrent comment nous pouvons aider ce pays, et beaucoup d'autres, à « faire plus avec moins pour de nombreux êtres humains ».

Si 2010 a été une année charnière pour IFC, il nous est néanmoins toujours possible de nous améliorer. C'est pourquoi nous n'épargnons aucun effort pour tirer les leçons de notre expérience — à tous les niveaux de l'organisation — et à mettre nos conclusions en pratique. Pour devenir une institution plus forte, nous organisons IFC de manière à ce qu'elle puisse mieux traiter avec ses clients et servir encore plus de populations pauvres. Ce faisant, nous serons sûrs de pouvoir nous appuyer sur nos récents accomplissements au cours des décennies à venir.

Je tiens à remercier l'équipe des spécialistes d'IFC des efforts extraordinaires qu'ils ont déployés en 2010. À une époque marquée par l'incertitude, ils ont aidé des millions de personnes à améliorer leurs conditions de vie, ce qui est un accomplissement remarquable. Je tiens également à remercier les Administrateurs de leur soutien, qui explique en grande partie notre succès. Je suis fier de faire partie de l'équipe d'IFC, et je me réjouis à l'avance des nouveaux progrès que nous réaliserons en 2011 pour mobiliser le pouvoir du secteur privé et le mettre au service de la lutte contre la pauvreté.

Lars H. Thunell
Vice-président exécutif
et directeur général d'IFC

le groupe de direction d'IFC

L'équipe de dirigeants chevronnés d'IFC veille à ce que les ressources de la Société soient déployées de manière efficace, en cherchant à maximiser l'impact au plan du développement et la satisfaction des besoins des clients de la Société. Le groupe de direction bénéficie d'une expérience du développement acquise au cours de nombreuses années et de la diversité des connaissances et des perspectives culturelles qui contribuent à rendre IFC unique. Il définit la stratégie et les politiques d'IFC pour renforcer la viabilité financière de la Société et lui permettre de contribuer à l'amélioration des conditions de vie d'une plus grande partie des populations pauvres du monde en développement. Les membres du groupe de direction contribuent dans une mesure cruciale à maintenir la culture d'entreprise d'IFC qui se caractérise par une volonté de résultats, de responsabilisation et de participation.



LARS H. THUNELL
Vice-président exécutif
et directeur général d'IFC



RASHAD KALDANY
Vice-président, Asie, Europe de l'Est,
Moyen-Orient et Afrique du Nord



RACHEL ROBBINS
Vice-présidente
et Conseillère juridique



DOROTHY BERRY
Vice-présidente, Ressources humaines,
communications et administration



CARLOS BRAGA
Vice-président et Secrétaire
par intérim



JANAMITRA DEVAN
Vice-président, Développement
des secteurs financier et privé



JYRKI KOSKELO
Vice-président,
Industries mondiales



RACHEL KYTE
Vice-présidente,
Services-conseil aux entreprises



MICHEL MAILA
Vice-président,
Gestion des risques



NINA SHAPIRO
Vice-présidente,
Finances et trésorerie



THIERRY TANO
Vice-président, Afrique subsaharienne,
Amérique latine et Caraïbes,
et Europe de l'Ouest



GAVIN E.R. WILSON
Directeur général,
IFC Asset Management Company, LLC

lieu de rencontre

La crise mondiale a changé la donne économique, exacerbant les problèmes auxquels les pays en développement seront confrontés dans les décennies à venir.

À cause du chômage, les familles ont plus de mal à relever leur niveau de vie. Des besoins énergétiques toujours plus importants aggravent la menace climatique. Les infrastructures urbaines ne suffisent plus du fait de l'accroissement rapide de la population. Les pénuries d'eau et le manque de sécurité alimentaire mettent en danger des millions de personnes. Ces pressions augmentent aussi les risques de conflits.

entre défis et solutions

La promotion du développement durable en ces temps d'incertitude dépendra plus que jamais des partenariats et de l'innovation — et de la capacité à mobiliser des ressources où qu'elles puissent se trouver. Dans un monde de plus en plus interconnecté et multipolaire, les pays en développement auront certes les besoins les plus pressants, mais ils revêtiront aussi une importance cruciale pour la prospérité mondiale.

IFC joue un rôle moteur en aidant le secteur privé à relever ces défis. Ses investissements et ses services-conseil sont axés sur des projets qui réduisent le chômage, atténuent les risques climatiques, améliorent la salubrité et la disponibilité des aliments, donnent accès à de l'eau salubre aux populations, encouragent le développement de villes viables, et améliorent les conditions de vie dans des zones ravagées par un conflit.

impact de l'action d'IFC à l'échelle mondiale

RÉSULTATS PAR RÉGION

www.ifc.org/results_region

RÉSULTATS PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

www.ifc.org/results_industry

RÉSULTATS PAR DOMAINE DE SERVICE-CONSEIL

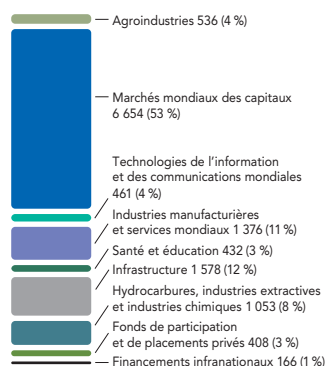
www.ifc.org/results_advisory

PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DU SECTEUR PRIVÉ

IFC collabore avec des clients du secteur privé dans toute une gamme de branches d'activité pour améliorer la condition des populations dans les régions les plus démunies du monde. Elle a investi dans 255 projets menés dans 58 pays desservis par l'IDA au cours de l'exercice 10 en prenant des engagements pour son propre compte qui se chiffrent au total à 4,9 milliards de dollars. Les pays IDA, où les besoins au plan du développement sont les plus importants, ont bénéficié de près de la moitié des investissements réalisés par la Société dans les secteurs des infrastructures et des agroindustries. Dans tous les pays dans lesquels elle opère, IFC a investi, au cours de l'exercice 10, 5,3 milliards de dollars dans des micros, petites et moyennes entreprises, qui sont le moteur de la création d'emplois. Elle a investi 1,5 milliard de dollars dans des projets d'infrastructure et 536 millions de dollars dans des agroindustries dans différentes régions du monde. La répartition de ses engagements pour son propre compte par région a été la suivante : Amérique latine et dans les Caraïbes : 3 milliards de dollars ; Europe et Asie centrale : 3 milliards de dollars ; Afrique subsaharienne : 2,4 milliards de dollars ; Moyen-Orient et Afrique du Nord : 1,6 milliard de dollars ; Asie de l'Est et Pacifique : 1,5 milliard de dollars ; et Asie du Sud : 1 milliard de dollars.

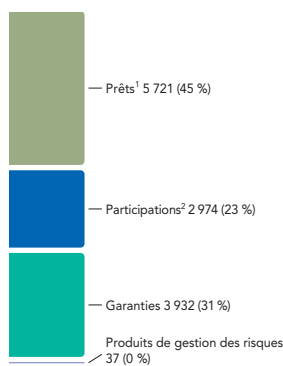
engagements par branche d'activité, ex. 10

montant en millions de dollars



engagements par produit, ex. 10

montant en millions de dollars

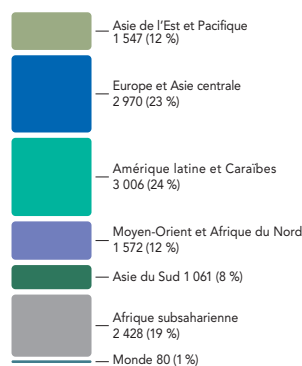


¹ Y compris les produits de type prêt et quasi-participation

² Y compris les produits de type participation et quasi-participation

engagements par région, ex. 10¹

montant en millions de dollars



¹ Certains montants prennent en compte les parts de projets mondiaux revenant aux régions.

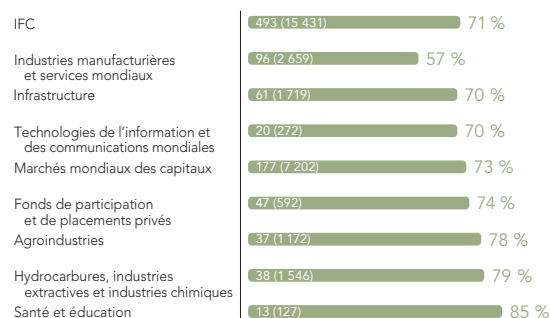
engagements par catégorie sociale et environnementale, ex. 10

Catégorie ¹	Engagements (USD millions)	Nombre de projets
A	825	10
B	3 975	147
C	4 516	254
F1	3 348	117
N ²	0	0
Total	12 664	528

¹ Se reporter à la description des catégories page 103.

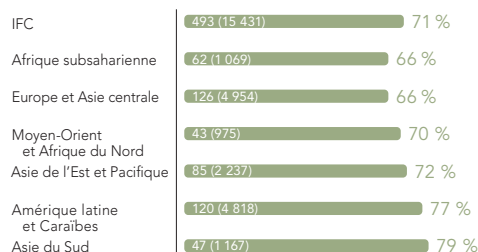
² La lettre N indique une augmentation des engagements au titre de projets existants ou des swaps et des émissions de droits de souscription.

résultats au plan du développement par branche d'activité



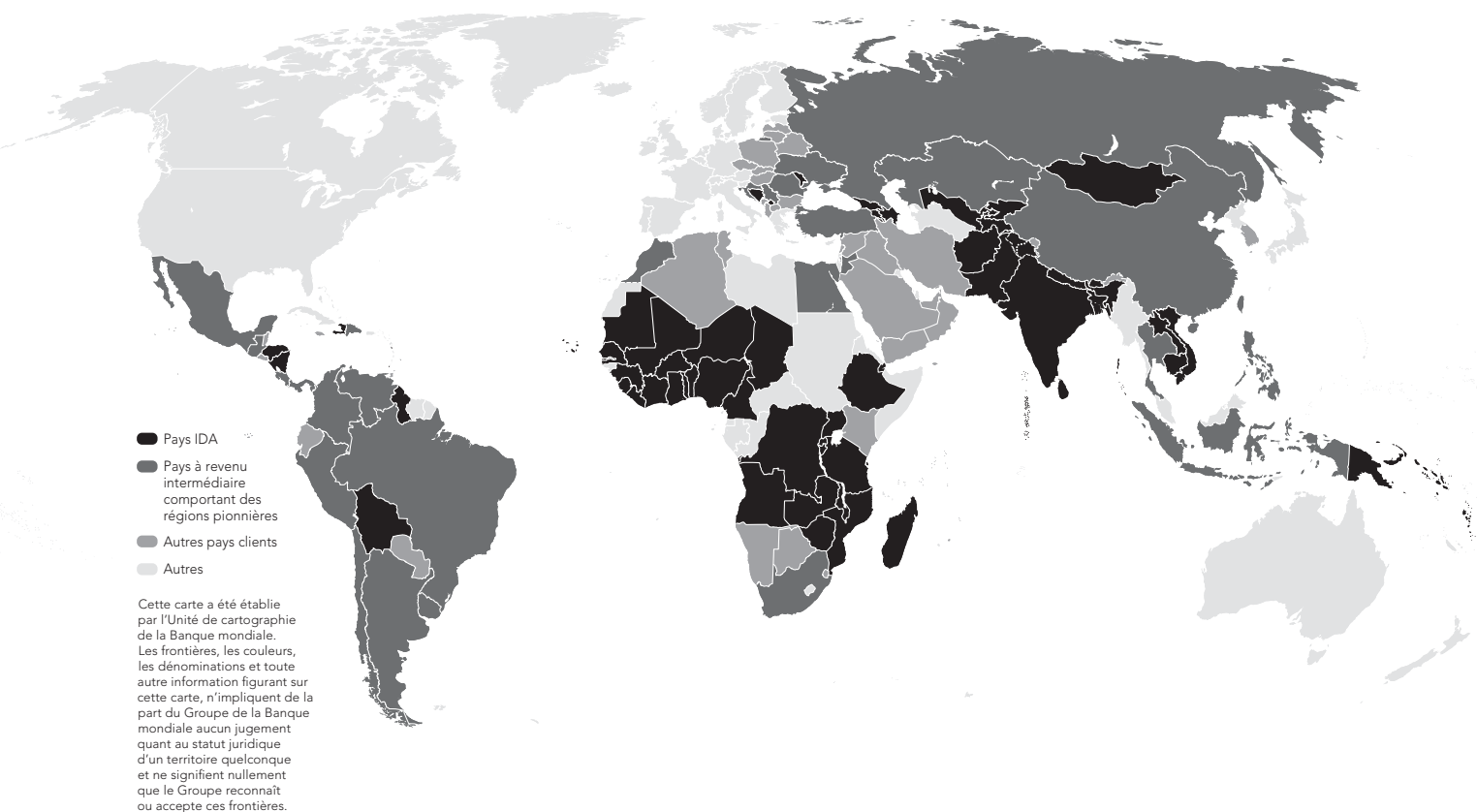
Données du DOTS au 30 juin 2010 pour les projets approuvés durant les années civiles 2001–2006.
Note : le chiffre indiqué sur la barre est le nombre de projets évalués, et le chiffre entre parenthèses est le montant total des investissements d'IFC dans ces projets (en USD millions).

résultats au plan du développement par région



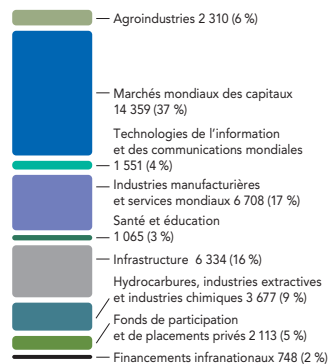
Données du DOTS au 30 juin 2010 pour les projets approuvés durant les années civiles 2001–2006.

Note : le chiffre indiqué sur la barre est le nombre de projets évalués, et le chiffre entre parenthèses est le montant total des investissements d'IFC dans ces projets (en USD millions).



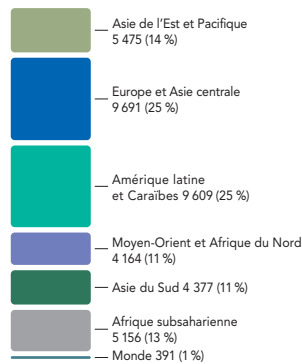
portefeuille d'engagements par branche d'activité

pour le propre compte d'IFC au 30 juin 2010
Montant en millions de dollars



portefeuille d'engagements par région¹

pour le propre compte d'IFC au 30 juin 2010
Montant en millions de dollars



¹ Certains chiffres prennent en compte les parts régionales d'investissements officiellement classés projets mondiaux.

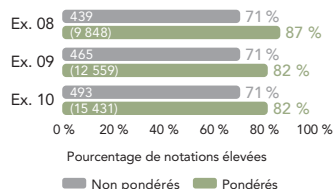
pays bénéficiaires des plus gros engagements d'IFC¹, ex. 10

au 30 juin 2010 sur la base des données pour le compte d'IFC

Pays (Classement mondial)	Pourcentage	Portefeuille (USD millions)
Inde (1)	10	3 783
Brésil (2)	7	2 533
Chine (3)	6	2 327
Fédération de Russie (4)	6	2 286
Turquie (5)	5	2 032
Argentine (6)	3	1 099
Mexique (7)	3	1 074
Colombie (8)	3	1 021
Philippines (9)	3	1 019
Ukraine (10)	2	880

¹ Non compris les parts des projets régionaux et mondiaux imputables aux pays.

résultats globaux pondérés au plan du développement

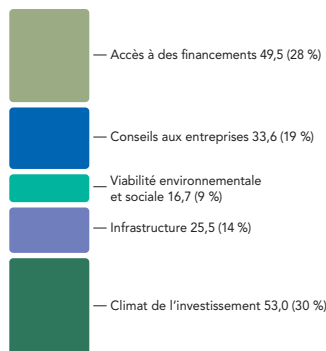


Ex. 08 : Données du DOTS au 30 juin 2008, pour les projets approuvés durant la période calendaire 1999-2004 ; Ex. 09 : Données du DOTS au 30 juin 2009, pour les projets approuvés durant la période calendaire 2000-2005 ; Ex. 10 : Données du DOTS au 30 juin 2010, pour les projets approuvés durant la période calendaire 2001-2006.

Note : Les chiffres indiqués sur les barres indiquent le nombre de projets évalués et le montant total des investissements d'IFC à leur titre (en USD millions).

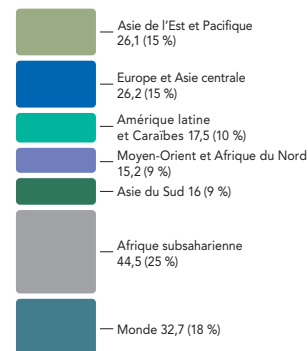
dépenses au titre des service-conseil par domaine d'activité, ex. 10

montant en millions de dollars



dépenses au titre des service-conseil par région, ex. 10

montant en millions de dollars



comment IFC crée des opportunités là où elles font le plus défaut

IFC et ses clients apportent aux pays en développement de multiples contributions. Le succès des clients de la Société peut avoir des retombées sur toute une économie et donner à de nombreux groupes de population, à commencer par les pauvres, la possibilité d'améliorer leur condition.

Les entreprises dans lesquelles la Société investit profitent à leurs employés et leurs familles, à leurs fournisseurs, à leurs investisseurs, aux communautés locales et aux clients qui achètent leurs produits. Elles procurent également aux administrations locales et nationales d'importantes recettes fiscales, qui sont autant de ressources utilisables pour aider les pauvres. Ces entreprises peuvent faire appel à l'aide d'IFC pour développer et moderniser leurs installations, améliorer leurs performances environnementales, renforcer leur gouvernement d'entreprise, perfectionner leurs systèmes de gestion et mieux respecter les normes de l'industrie.

IFC fournit des services-conseil aussi bien aux entreprises qu'aux pouvoirs publics. L'essentiel des services-conseil qu'elle fournit aux entreprises accompagne ses services d'investissement pour un plus grand impact. Les services fournis aux pouvoirs publics englobent aussi bien l'appui aux réformes du climat de l'investissement que l'aide à la conception et à la mise en place de partenariats public-privé axés sur les infrastructures et d'autres services de base.

EMPLOI

En 2009, les clients dans lesquels IFC a investi ont fourni 2,2 millions d'emplois, dont plus de 711 000 par le biais d'investissements dans des fonds de participation et de placement privés, près de 514 000 dans les secteurs des biens manufacturés et des services, plus de 300 000 dans le secteur des agroindustries, et environ 128 000 dans les secteurs des hydrocarbures et des industries extractives et chimiques.

— IFC a investi dans une société productrice de thé en Inde qui a fourni des emplois à plus de 31 000 personnes au cours de la seule année 2009.

— En Chine, IFC a investi dans un fonds ayant pour objet de soutenir le secteur des prises de participation privées, qui est insuffisamment développé. En 2009, les entreprises dans lesquelles ce fonds a investi ont procuré des emplois directs à 154 000 personnes.

— Au Sri Lanka, IFC a aidé une entreprise hôtelière employant plus de 10 000 personnes à élargir la portée de ses opérations dans des secteurs clés, non seulement dans le pays, mais aussi dans les Maldives et en Inde.

CLIENTS

En 2009, les clients dans lesquels IFC a investi :

— Ont octroyé 10 millions de prêts d'un montant total de 112 milliards de dollars à des micros, petites et moyennes entreprises — dont 8,5 millions de microcrédits.

— Ont fourni des services collectifs de base à plus de 210 millions d'utilisateurs : ils ont alimenté en eau 35 millions de consommateurs, produit de l'électricité et distribué celle-ci à plus de 160 millions d'abonnés et fourni des services de distribution de gaz à 16 millions de ménages.

— Ont fourni 169 millions de branchements téléphoniques.

— Ont assuré des services de santé à 7,6 millions de patients et des services d'éducation à 1,4 million d'élèves. Les investissements d'IFC dans un hôpital privé de Roumanie ont par exemple permis à cet établissement de traiter plus de 610 000 patients en 2009. Ils ont aidé à alléger la charge imposée au système de santé public.

COMMUNAUTÉS LOCALES

Les politiques, procédures et normes de performance d'IFC aident ses clients à accroître l'impact positif de leurs opérations sur les communautés locales tout en évitant ou en atténuant les effets néfastes.

— L'année dernière, les entreprises clientes d'IFC dans les secteurs des hydrocarbures et des industries extractives et chimiques ont dépensé 268 millions de dollars au titre de programmes de développement de proximité.

— Une compagnie minière sud-africaine bénéficiant des services d'investissement et de conseil de la Société a dépensé 4,2 millions de dollars au titre de programmes de développement de proximité durant l'année écoulée. Ces programmes ont eu un impact positif dans des domaines tels que la prévention du VIH/SIDA, le développement municipal, la promotion de la parité homme-femmes et le développement économique local.

— Une entreprise cliente d'IFC au Mozambique a dépensé environ 1 million de dollars au titre de programmes de développement de proximité. Pendant la durée de

vie du projet, cette initiative a procuré à la communauté locale des avantages divers — tels qu'une aide au logement et un appui à la commercialisation des produits de base agricoles — qui ont contribué à relever les niveaux de revenus et à resserrer les liens entre les membres de la communauté.

FOURNISSEURS

En 2009, les clients d'IFC ont généré des millions de dollars au profit de fournisseurs locaux. Les achats des clients dans lesquels elle a investi se sont chiffrés à 28,7 milliards de dollars dans les secteurs des biens manufacturés et des services, et à 9,3 milliards de dollars dans les secteurs des hydrocarbures et des industries extractives. Les agroindustries clientes d'IFC ont touché 2 millions d'agriculteurs.

— Les investissements d'IFC dans une entreprise d'Europe de l'Est visent à développer les infrastructures de distribution pour mieux desservir les agriculteurs. L'année dernière, ils ont bénéficié à 29 000 agriculteurs.

PRIX DU MEILLEUR CLIENT D'IFC

IFC décerne un prix à des entreprises clientes qui partagent sa détermination à promouvoir un développement durable aux plans social et environnemental. Depuis six ans, la Société décerne chaque année le Prix du meilleur client à l'entreprise cliente qui incarne le mieux ses valeurs, fait preuve d'innovation et d'excellence opérationnelle et met en place un gouvernement d'entreprise solide.

Cette année, ce prix a été décerné à l'entreprise indienne Jain Irrigation, qui favorise une agriculture durable par l'utilisation rationnelle de l'eau, de l'énergie et des engrais. Cette entreprise, qui bénéficie des services d'investissement et de conseil d'IFC, fait œuvre de pionnier dans le domaine des systèmes de micro-irrigation, qui sont constitués de dispositifs de taille réduite qui amènent l'eau à faible pression. Les clients de cette entreprise accroissent l'efficacité de leur consommation d'eau de l'ordre de 95 %, tout en augmentant leur productivité agricole et leurs revenus. Au cours de l'exercice 10, IFC et Jain ont mis en place un projet qui va permettre à l'entreprise de mesurer les avantages qu'elle procure aux plans environnemental et social, et de déterminer les moyens de réduire sa consommation d'eau. Ce projet permettra de montrer aux agriculteurs les avantages de la conservation des ressources en eau.



ENVIRONNEMENT

De nombreux projets d'investissement d'IFC apportent une contribution à la lutte contre le changement climatique et au développement durable sur le plan environnemental et social.

— Les investissements d'IFC dans une entreprise du Guatemala permettent au pays de mettre l'accent sur la mise en valeur de sources d'énergie renouvelables. Depuis la mise en œuvre du projet, cinq ouvrages hydroélectriques ont été installés, qui produisent environ 8 % de l'énergie hydroélectrique totale consommée au Guatemala. Tous ces ouvrages utilisent une main-d'œuvre et un personnel d'encadrement recrutés localement.

— Un programme axé sur la maîtrise de l'énergie en Chine, financé par IFC avec le concours de plusieurs autres bailleurs de fonds, a débouché sur l'octroi de prêts bancaires d'un montant total de 500 millions de dollars, au titre de projets d'amélioration du rendement énergétique. Ces projets contribuent, selon les estimations, à réduire les émissions de gaz à effet de serre de quelque 14 millions de tonnes de dioxyde de carbone par an — l'équivalent des émissions d'un pays comme la Bolivie.

ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

L'an dernier, les clients dans lesquels IFC a investi ont contribué plus 20 milliards de dollars aux recettes publiques, dont 7,3 milliards de dollars provenant des secteurs des hydrocarbures et des industries extractives et chimiques, 2,5 milliards de dollars des secteurs des biens manufacturés et des services, et 7,5 milliards de dollars du secteur des infrastructures.

— L'une des plus grandes sociétés privées du Bangladesh — cliente d'IFC — a contribué aux recettes publiques à hauteur de 440 millions de dollars.

— Une compagnie de téléphonie cellulaire africaine à laquelle IFC prête son concours a versé des taxes et impôts à l'État zambien pour un montant de 117 millions de dollars au cours de la seule année 2009.

— IFC a aidé l'État colombien à créer un organisme de promotion des investissements infranationaux dans l'optique d'attirer des investissements étrangers directs. Ce nouvel organisme a facilité la mobilisation de nouveaux investissements privés à concurrence de 270 millions de dollars dans la région.

— IFC a été le principal conseiller dans le cadre d'une transaction visant à associer le secteur privé à la gestion du port du Bénin. L'accord conclu devrait permettre de dégager, pendant la durée de ce partenariat public-privé, 631 millions de dollars de recettes budgétaires, notamment sous forme de nouvelles recettes fiscales.

INVESTISSEURS

Une entreprise privée doit impérativement faire des bénéfices pour être viable et attirer davantage d'investissements — dans l'entreprise elle-même et dans d'autres entreprises de pays en développement. En investissant dans des entreprises rentables, IFC oriente les ressources là où elles peuvent avoir le plus grand impact. Plus les bénéfices réalisés par IFC et ses co-investisseurs sont importants, plus le volume des fonds à réinvestir est élevé — et l'effet de démonstration marqué.

— Avec le concours d'IFC, une banque d'Europe de l'Est a réalisé un retour sur investissement de 12,8 % malgré la conjoncture économique difficile. Cette banque occupe la première place au niveau national en termes de bénéfices, de total des actifs, de dépôts et de portefeuille de prêts.

créer des opportunités : les initiatives spéciales d'IFC

Les entreprises privées du monde en développement sont confrontées à un ensemble de problèmes qui limitent leur capacité à créer des emplois et à apporter d'autres contributions à la société.

IFC poursuit une démarche ciblée pour les aider à surmonter ces obstacles. Pour compléter ses stratégies plus globales, en collaboration avec un large éventail de partenaires, la Société poursuit un ensemble d'initiatives spéciales destinées à renforcer le secteur privé dans les marchés émergents et à accroître sa contribution au développement — en aidant à réduire les goulots d'étranglement qui obstruent le flux de crédits vers les micros, petites et moyennes entreprises ; en aidant les entreprises à gérer leurs actifs en difficulté ; et en s'employant à remédier à certains problèmes à caractère régional.

L'appui fourni à ces initiatives s'est chiffré au total à plus de 11 milliards de dollars pour l'exercice 10, dont 6 milliards de dollars fourni par IFC pour son propre compte, 2 milliards de dollars sous forme d'appui direct des gouvernements partenaires et des institutions financières internationales, par l'intermédiaire d'IFC, et 3 milliards de dollars dans le cadre de mécanismes de financement parallèles. Elle a également mis en place des plans d'action coordonnés, de concert avec d'autres institutions financières internationales en Afrique, en Europe centrale et en Europe de l'Est, et dans la région Amérique latine et Caraïbes. Ces initiatives constituent un volet important de la riposte de la Société à la crise financière mondiale et elles continuent d'avoir un impact significatif au plan du développement.

FINANCEMENT DU COMMERCE

Le Programme de financement du commerce mondial

Les flux des échanges internationaux ayant diminué pendant la crise financière mondiale, IFC a renforcé son programme de financement du commerce, auquel un prix a été décerné, en accroissant le montant en 2008 et en étendant sa couverture à d'autres banques et à d'autres pays. Ce programme a émis des garanties pour un montant total de 3,46 milliards de dollars au cours de l'exercice 10, soit 44 % de plus que l'exercice précédent. Il permet de garantir des transactions commerciales dans plus de 80 pays, principalement dans le but de soutenir des petites et moyennes entreprises.

Le Programme de liquidités pour le commerce mondial

Lancée en 2009 en réponse à la crise financière mondiale, cette initiative a déjà reçu trois Grands prix de l'année décernés par la presse spécialisée, pour son caractère innovant, la place de choix qu'elle accorde aux partenariats public-privé, et la rapidité d'exécution des opérations menées pour accroître les financements à l'appui du commerce. Ce programme a permis de financer des opérations commerciales de 6 milliards de dollars, dans le cadre de 4 000 transactions menées dans 40 pays. Environ 80 % de ces transactions ont profité à de petites et moyennes entreprises, et près de 40 % concernaient des pays à faible revenu. Les partenaires à ce programme incluent l'Arabie saoudite, le Canada, la Chine, le Japon, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède, la Banque africaine de développement et le Fonds de l'OPEP pour le développement international.

MICROFINANCE

Le Mécanisme de renforcement de la microfinance

IFC et l'Agence allemande de développement KfW ont lancé cette initiative pour apporter un soutien aux institutions de microfinance, qui jouent un rôle essentiel dans la lutte contre la pauvreté. IFC et KfW ont investi, respectivement, 150 et 130 millions de dollars pour aider des institutions de microfinance qui étaient fondamentalement solides à faire face à de graves contraintes de financement à la suite de la crise financière. L'objectif est de refinancer une centaine d'institutions de microfinance dans une quarantaine de pays et de faciliter l'octroi de prêts à plus de 60 millions d'emprunteurs ayant de faibles revenus. Les investissements de la Société ont aidé à mobiliser des fonds auprès d'autres partenaires, dont la Banque européenne d'investissement, le Fonds de l'OPEP pour le développement international et les agences de développement de l'Allemagne, de l'Australie, des Pays-Bas et de la Suède.

ACTIFS EN DIFFICULTÉ

Le Programme de recouvrement de titres de créance et d'actifs

Ce programme, qui a été mis en place en 2009, permet de réaliser des investissements directs dans des entreprises qui ont besoin de restructurer leur dette, dans des pools d'actifs en difficulté et dans des sociétés spécialisées dans la gestion d'actifs douteux. Il permet également d'investir indirectement dans ce type d'actifs ou de sociétés par le biais de fonds de placement spécialisés. IFC contribuera à ce programme à concurrence de 1,6 milliard de dollars sur trois ans. Il s'agit d'une initiative qui vise à mobiliser environ 5 milliards de dollars auprès d'autres institutions financières internationales et de partenaires du secteur privé. La Société compte également prêter son concours aux pays à faible revenu touchés par la crise financière.



INFRASTRUCTURES

Le Mécanisme d'appui à l'infrastructure en situation de crise

Cette initiative vise à assurer l'accès à des crédits à long terme pour financer des projets d'infrastructure du secteur privé affectés par le manque de capitaux résultant de la crise mondiale. Lancée en décembre 2009, avec un engagement financier de KfW et des contributions annoncées par DEG (Allemagne), Proparco (France) et la Banque européenne d'investissement, elle permet de cofinancer des transactions à hauteur de 4 milliards de dollars. Dans le cadre de cette initiative, 100 millions de dollars ont été engagés au titre de projets menés dans quatre pays, dont un port en eau profonde au Viet Nam et un projet de distribution de gaz naturel au Pérou.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire

IFC et la Banque mondiale ont lancé le Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire, un mécanisme multilatéral qui aide à concrétiser les engagements pris par les pays du G-8 et du G-20 pour renforcer la sécurité alimentaire dans les pays à faible revenu. Ce programme permettra d'acheminer les contributions des donateurs — plus de 800 millions de dollars jusqu'ici — en vue de financer des initiatives publiques et privées destinées à améliorer la gouvernance, la productivité et la compétitivité dans le secteur des agroindustries. IFC va gérer les fonds affectés aux initiatives privées en fournissant des prêts à court et à long terme, des garanties de crédit et des fonds propres à des sociétés et à des intermédiaires financiers locaux.

SERVICES-CONSEIL

Accès au crédit

Le Département des services de conseil d'IFC a mis en place une initiative de 9,6 millions de dollars, conjointement financée par des bailleurs de fonds partenaires, en vue d'apporter une aide dans les domaines des services bancaires aux PME, du financement du logement, de la microfinance et du crédit-bail, à des institutions financières touchées par la crise. Cette initiative, qui devrait permettre de lever 40 millions de dollars sur trois ans, couvre également la gestion des risques, la gestion d'actifs douteux et l'infrastructure financière. IFC coordonne en outre une initiative du Groupe de la Banque mondiale destinée à appuyer le programme de développement du G-20 et à formuler des recommandations concrètes pour promouvoir l'accès des petites et moyennes entreprises au crédit.

MALGRÉ LA CRISE, LES CLIENTS D'IFC ONT OBTENU DE BONS RÉSULTATS SUR LE FRONT DE L'EMPLOI

Dans un climat de turbulences économiques et de repli de l'activité au niveau mondial, les clients d'IFC ont pu éviter une trajectoire négative. Les statistiques de la Société montrent que la plupart de ses clients (61 %) ont soit créé des emplois supplémentaires soit maintenu leurs effectifs.

Selon les données reçues de 456 clients figurant dans le portefeuille de la Société durant 2008 et 2009, ces clients ont augmenté de 32 000 leurs effectifs sur une base nette. Les entreprises comprises dans ce groupe constituaient près de deux tiers du portefeuille de clients dans les secteurs des agroindustries, de la santé et de l'éducation, des technologies de l'information et des communications, des infrastructures, des industries manufacturières et des services, ainsi que des hydrocarbures et des industries extractives et chimiques.

La création nette d'emplois par ces clients est un exploit au regard du nombre de suppressions d'emplois liées à la crise partout dans le monde. Selon les estimations de l'Organisation internationale du travail, le nombre de chômeurs dans le secteur formel atteint maintenant, à l'échelle mondiale, le chiffre record de 212 millions ; 27 millions de personnes ont perdu leur emploi au cours de la seule année 2009. Les clients d'IFC sont trop peu nombreux pour peser sur les chiffres mondiaux. Leurs résultats témoignent néanmoins du rôle exceptionnel qu'ils jouent — avec l'appui de la Société — en créant des opportunités.

La création d'emplois par les clients d'IFC reflète souvent les stratégies qu'ils mettent en œuvre pour élargir la portée de leurs opérations afin de pouvoir recueillir les fruits d'une future reprise. Un grand nombre de ces clients ont élargi la gamme de leurs produits et services, pour toucher souvent des marchés mal desservis. Un client spécialisé dans la vente au détail a, par exemple, élargi son rayon d'action en Bosnie-Herzégovine et en Serbie en 2009, et a créé 2 800 emplois, dont 1 700 ont été attribués à des femmes. Des magasins d'alimentation modernes ont ainsi pu être ouverts dans de petites villes de ces régions.

Les clients de la Société ont créé plus de 10 000 nouveaux emplois dans chacune des régions Asie de l'Est et Pacifique, Asie du Sud, et Amérique latine et Caraïbes. Dans les petits pays de la région Europe et Asie centrale, qui a été la plus durement touchée par la crise, les clients de la Société ont créé 5 000 emplois. Mais certains des progrès accomplis ont été contrebalancés par des suppressions d'emplois — selon les chiffres dont dispose IFC, 39 % de ses clients ont réduit leurs effectifs.

Les données d'IFC montrent également que le nombre de femmes employées par ses clients a globalement progressé en 2008 et 2009. Plus de 20 % des emplois créés durant ces deux années (8 790 au total) ont été attribués à des femmes.

les cinq piliers et la fiche de performance d'IFC

LES PILIERS

IFC travaille sans relâche pour offrir à ses clients ce qu'ils ne peuvent pas obtenir ailleurs. Elle propose une combinaison unique d'investissements et de services-conseil dans l'optique de promouvoir le développement d'un secteur privé viable sur les marchés émergents. Mettre à profit cet apport unique, ce qu'elle appelle son « additionnalité », pour maximiser son impact au plan du développement est l'un des fondements de sa stratégie. Ses interventions suivent cinq grandes priorités stratégiques qui lui permettent d'apporter une aide là où elle est la plus nécessaire et la plus utile.

1 PRIVILÉGER LES MARCHÉS PIONNIERS

Pays IDA, États fragiles et pays touchés par un conflit, et régions pionnières de pays à revenu intermédiaire

2 ÉTABLIR DES LIENS DURABLES AVEC LES CLIENTS DANS LES MARCHÉS ÉMERGENTS

Utiliser toute la gamme de produits et services de la Société pour orienter le développement des clients et soutenir leur expansion transfrontière

3 PRENDRE EN COMPTE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ASSURER UN DÉVELOPPEMENT DURABLE SUR LE PLAN ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

Mettre en place de nouveaux modèles d'activité et instruments financiers, et établir et relever les normes

4 SUPPRIMER LES CONTRAINTES QUI ENTRAVENT LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR DANS LES DOMAINES DES INFRASTRUCTURES, DE LA SANTÉ, DE L'ÉDUCATION ET DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE

Élargir l'accès aux services de base et renforcer la chaîne de valeur agroindustrielle

5 DÉVELOPPER LES MARCHÉS LOCAUX DES CAPITALS

Avoir recours à des produits financiers innovants, mobiliser les ressources et privilégier les micros, petites et moyennes entreprises

LA FICHE DE PERFORMANCE : RÉSULTATS ASSOCIÉS AUX PILIERS STRATÉGIQUES D'IFC

indicateur	résultats de l'exercice 10	résultats de l'exercice 09
Nombre de projets menés dans les pays IDA	255	225
Engagements dans les pays IDA (millions)	4 881	4 424
Dépenses au titre des services-conseil dans les pays IDA (millions)	81	74
Engagements dans la région Afrique subsaharienne (millions)	2 428	1 824
Engagements dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (millions)	1 572	1 260
Nombre de projets d'investissement Sud-Sud	71	52
Engagements au titre des projets d'investissement Sud-Sud (millions)	1 654	1 449
Engagements dans les domaines de la maîtrise de l'énergie et des énergies renouvelables (millions)	1 644	1 034
Engagements dans les secteurs des infrastructures, de la santé, de l'éducation et de l'alimentation ¹ (millions)	3 173	3 322
Engagements dans le domaine des marchés des capitaux (millions) ²	6 654	4 709
Engagements dans le secteur des micros, petites et moyennes entreprises (millions) ³	5 279	2 969
RÉSULTATS AU PLAN DU DÉVELOPPEMENT	Projets d'investissement ayant reçu des notes satisfaisantes (notation du DOTS)⁴	71 %
		71 %

1. Engagements des départements d'IFC chargés des infrastructures, des technologies de l'information et des communications, du financement infranational, et des agroindustries (qui ne couvre pas l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement alimentaire).

2. Engagements du département des marchés des capitaux d'IFC.

3. Y compris les MPME qui empruntent directement auprès d'IFC, les institutions financières dont plus de 50 % des entreprises clientes sont des MPME, et tout autre investissement visant spécialement les MPME en tant que principaux bénéficiaires.

4. Notes du DOTS fonction des résultats au plan du développement jugés satisfaisants au 30 juin de l'année considérée, basés sur une moyenne mobile sur les six années suivant l'approbation des opérations (2001–2006 pour l'exercice 10).

pauvreté et chômage

L'OBJECTIF D'IFC

Le chômage est devenu un défi colossal depuis le début de la crise économique mondiale, tout particulièrement dans les pays en développement, où 212 millions de personnes étaient sans emploi cette année.

L'objectif d'IFC est d'aider le secteur privé à créer des emplois productifs et à faire reculer la pauvreté. Cet objectif détermine tous les aspects de ses activités, notamment l'amélioration du climat de l'investissement.

La Société s'emploie à accroître les opportunités économiques et le nombre d'emplois en fournissant un appui aux petites et moyennes entreprises, qui sont les plus importants viviers d'emplois dans le monde. Pour ce faire, elle favorise la démarginalisation économique des femmes, qui restent une ressource relativement peu employée dans de nombreux pays en développement, elle facilite l'accès au crédit pour les entreprises susceptibles de créer des emplois, notamment dans le cadre de plusieurs initiatives spécialement lancées pour répondre à la crise mondiale, et elle aide les pouvoirs publics à créer un climat d'investissement favorable.





INNOVATION ET IMPACT

En 2009, les clients dans lesquels la Société investit ont procuré 2,2 millions d'emplois, dont près de 514 000 dans les industries manufacturières et les services, plus de 300 000 dans les agroindustries et 96 000 dans les technologies de l'information et des communications. Les entreprises bénéficiant d'un appui indirect d'IFC par le biais de fonds de placement recevant l'appui de cette dernière ont, en outre, fourni plus de 711 000 emplois.

IFC sait que la création d'emploi doit être viable sur le plan social et environnemental. Au cours des dernières années, la Société a resserré son partenariat avec l'Organisation internationale du Travail (OIT) afin de donner à chacun la possibilité de trouver un travail décent et productif, conformément à ses normes de performance. L'année dernière, la Société a signé un accord pour renforcer sa collaboration avec l'OIT dans le cadre du Programme *Better Work*, afin de faire respecter plus largement les normes du travail. Ce partenariat devrait améliorer les conditions de travail de 1,2 million de personnes dans les pays en développement.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE



pleins-feux sur l'offre d'opportunités aux femmes

Avec pour tout bagage une formation commerciale rudimentaire, Julian Omalla s'est débattue avec des formalités longues et coûteuses d'inscription au registre du commerce et des conditions d'accès au crédit qui marginalisent souvent les femmes entrepreneurs.

Grâce en partie à IFC, sa détermination a porté ses fruits. En 2007, IFC a entrepris de collaborer avec l'une des plus grandes banques ougandaises pour accorder des prêts et dispenser une formation aux femmes entrepreneurs comme Omalla. Aujourd'hui, son entreprise de produits alimentaires et de boissons, Delight Uganda Ltd., emploie des centaines de personnes — un bel exemple de réussite en Afrique.

Créer des opportunités économiques pour les femmes est une priorité pour IFC — une condition essentielle à une croissance économique durable, à l'élimination de la pauvreté et au bien-être des familles et des communautés. Chez les clients d'IFC pour lesquels ces chiffres sont disponibles, les femmes représentent plus d'un tiers du personnel. En moyenne, les femmes employées par les clients de la Société gagnent 30 % de moins que les hommes, écart à peine plus important que celui enregistré dans certains des grands pays industrialisés.

Aider les femmes à créer des entreprises prospères est également l'un des moyens par lesquels IFC contribue à la réalisation des objectifs de développement pour le Millénaire. Selon des enquêtes de la Banque mondiale, les entreprises appartenant à des femmes ont tendance à recruter beaucoup plus de personnel féminin que les autres.

« Le chômage est le plus grave problème qui se pose en Ouganda », dit Omalla. « Je sais ce qu'il faut faire — nous pouvons créer davantage d'emplois. »

Le programme lancé par IFC pour promouvoir la parité hommes-femmes aide les femmes entrepreneurs en améliorant leur accès aux services financiers et en cherchant à réduire les obstacles auxquelles elles se heurtent dans le cadre des affaires en raison de leur sexe. En Ouganda, dans le cadre du partenariat forgé avec DFCU Bank, qui a aidé Omalla, le programme donne aux femmes entrepreneurs la confiance en soi nécessaire pour solliciter un prêt auprès d'une banque — et créer une entreprise prospère.





AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES



faciliter l'accès des groupes de population pauvres aux marchés

Dans les villages mexicains, les petits commerces jouent un rôle de premier plan.

Il s'agit dans bien des cas de microentreprises où une femme, opérant toute seule, vend des produits alimentaires et des articles ménagers sur un emplacement d'à peine quatre mètres carrés. Si ces petits commerces sont une précieuse source de revenu dans les régions rurales difficiles d'accès, ils restent souvent à l'écart des chaînes de distribution des entreprises de détail de plus grande taille. Pour s'approvisionner, leurs propriétaires doivent régulièrement faire le long trajet qui les sépare de la ville la plus proche où ils achètent de petites quantités de marchandises — ce qui est coûteux.

Mi Tienda (« Ma boutique ») a su transformer cet obstacle en avantage. L'entreprise mexicaine utilise un réseau logistique moderne pour livrer directement des marchandises aux petites boutiques rurales, auxquelles elle propose une formule avantageuse associant remise sur quantité, financement personnalisé, modernisation du magasin et formation. Grâce à ce programme, les magasins rénovés ont accru leur chiffre d'affaires de 35 %.

Grâce aux services offerts par Mi Tienda, Obdulia Perez Garcia a pu redynamiser son commerce chancelant. « Je n'ai pas besoin de fermer ma boutique et de consommer de l'essence pour aller faire mes achats », dit-elle. « Mon commerce a bien repris. »

Avec le concours d'IFC, Mi Tienda aide à créer plus de 900 emplois directs — avantage appréciable au Mexique, où le chômage est en hausse et où le sous-emploi atteint 25 %.

Les 36 nouveaux centres de distribution de Mi Tienda approvisionneront les petits commerces ruraux, qui desservent une clientèle de 4,7 millions de ménages.

IFC encourage l'adoption de nouveaux modèles d'activité ne faisant pas d'exclus en Amérique latine, privilégiant les investissements qui profitent aux habitants pauvres, soit 70 % de la population de la région qui, s'ils ne gagnent chacun que 2 à 8 dollars par jour, représentent collectivement un marché global de 509 milliards de dollars.

Les communautés mal desservies manquent d'accès au crédit, de possibilités d'emploi et d'autres opportunités. IFC s'efforce de les servir en poursuivant une démarche conçue pour les faire participer aux activités du marché en tant que producteurs, consommateurs et distributeurs. Durant l'exercice 10, la Société a engagé 872 millions de dollars dans 44 projets d'investissement à l'appui de ces communautés d'Amérique latine.

réduire la pauvreté et promouvoir la stabilité grâce à des programmes d'assurance



Tout le monde est exposé à des risques. Mais dans les pays en développement, où peu de gens souscrivent une assurance, les risques sont encore plus lourds de conséquences. Dans les ménages pauvres, la mort du principal soutien économique entraîne souvent la ruine de la famille, perpétuant le cercle vicieux de la pauvreté.

ATTÉNUER LES RISQUES

L'IFC aide LeapFrog à offrir une assurance, par l'intermédiaire des sociétés qui constituent son portefeuille, à 25 millions de personnes ayant de faibles revenus ou financièrement exclues.

Cet engrenage n'est pas irréversible. IFC collabore avec LeapFrog Financial Inclusion Fund, le premier fonds de placement du monde opérant dans le secteur de la microassurance, pour assurer des millions de personnes qui n'avaient jamais eu les moyens de se prémunir contre des événements qui peuvent changer le cours de la vie. Durant l'exercice, la Société a investi 20 millions de dollars dans LeapFrog pour l'aider à offrir une assurance, par l'intermédiaire des sociétés qui constituent son portefeuille, à 25 millions de personnes ayant de faibles revenus ou financièrement exclues en Afrique subsaharienne et en Asie, dont plus de 50 % sont des femmes et des enfants.

En amortissant le choc causé par un décès, la maladie, la perte de biens ou une catastrophe naturelle, la microassurance est un moyen de donner une certaine stabilité à ceux qui vivaient dans une perpétuelle incertitude. Elle leur permet de jouir de la sécurité nécessaire pour investir dans une ferme, agrandir

une entreprise ou payer les études de leurs enfants. Avec le concours d'IFC, LeapFrog s'emploie également à renforcer le secteur financier dans les régions mal desservies en introduisant de nouveaux produits.

Sachant que la clientèle potentielle est de l'ordre d'un milliard de personnes, la microassurance est un secteur très attrayant. On peut compter que la réussite de LeapFrog encouragera d'autres acteurs du secteur privé à se tourner vers ce marché inexploité, et favorisera le développement d'une nouvelle branche d'activité.

Le Fonds explore les possibilités de placement au Ghana, au Kenya, en Inde, en Indonésie et aux Philippines. Il a effectué son premier investissement dans AllLife, une société sud-africaine qui assure des personnes séropositives et des diabétiques — que les autres assureurs considèrent non assurables. Le modèle d'activité de AllLife est rentable et a un impact majeur : il consiste à veiller à ce que ses clients gèrent activement leur santé et se soumettent à des contrôles médicaux réguliers. En contrepartie, il permet à des personnes jusqu'à présent non assurées de mener une vie plus sereine dans de meilleures conditions.

un monde inégalitaire



Dans quels pays une femme peut-elle hériter de ses parents au même titre que son frère ? Dans quels pays l'homme et la femme ne sont-ils pas égaux devant la loi ?

**RAPPORT SUR
LES FEMMES,
LES ENTREPRISES
ET LE DROIT**

Le rapport intitulé « *Women, Business and the Law* » de la Banque mondiale et d'IFC peut aider les pays à mettre en lumière les disparités entre les sexes et à y remédier.

Pour la première fois, on dispose de données quantitatives et objectives pour répondre à ces questions, parmi d'autres, grâce à un nouveau rapport publié sous le titre *Women, Business, and the Law* (Les femmes, les entreprises et le droit). Selon ce rapport qui examine les formes d'inégalité devant la loi entre hommes et femmes dans 128 pays, les femmes ont les mêmes droits que les hommes dans certains domaines essentiels dans seulement 20 des pays étudiés.

Établi conjointement par la Banque mondiale et IFC, le rapport présente des indicateurs basés sur les textes juridiques et réglementaires qui ont un impact sur les perspectives ouvertes aux femmes en tant qu'entrepreneurs ou salariées. Il donne aux responsables de l'action publique dans le monde entier un point de départ pour engager le dialogue et promouvoir l'égalité entre les sexes.

Plusieurs indicateurs s'appuient sur des données provenant de la bibliothèque en ligne sur le droit et les femmes (*Gender Law Library*), qui regroupe plus de 2 000 dispositions juridiques ayant un impact sur la situation économique des femmes. Les deux sources d'information peuvent éclairer les recherches et le dialogue sur les moyens d'améliorer la situation et les perspectives économiques des femmes. Les principaux sujets traités dans le rapport sont : l'accès aux institutions, l'usufruit des biens, la recherche d'un emploi, la fiscalité, l'établissement d'antécédents en matière de crédit, et les actions en justice.

Le projet *Women, Business, and the Law* vise à poursuivre plus en détail les recherches effectuées au niveau national ou international sur les effets du traitement inégal des hommes et des femmes devant la loi. Grâce à ces données, les responsables de l'action publique peuvent recenser les domaines dans lesquels la loi est particulièrement discriminatoire envers les femmes, et plusieurs pays ont déjà modifié leur législation en conséquence. Le projet doit assurer le suivi de l'action menée dans ce sens.

Des renseignements plus complets figurent à l'adresse <http://wbl.worldbank.org>.

aider les jeunes à trouver un emploi productif



Bien qu'elle ait fait des études, Rasha Al-Eryani ne pouvait pas subvenir à ses besoins. Longtemps sans emploi après avoir obtenu son diplôme, elle a dû se tourner vers sa famille pour l'aider à payer ses factures.

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD



Son histoire est malheureusement banale au Yémen, où près de 11 millions de personnes ont moins de deux dollars par jour pour vivre. Face à un taux de chômage atteignant 40 %, les possibilités sont limitées même pour les demandeurs d'emploi yéménites les plus qualifiés, comme Rasha Al-Eryani.

C'est pourquoi IFC a conjugué ses efforts avec Yemen Education for Employment Foundation (YEFE) pour créer le premier programme de formation professionnelle du pays à l'intention des personnes à la recherche d'un premier emploi. Cette initiative a porté ses fruits pour Rasha Al-Eryani : un mois après avoir suivi des cours dans le cadre du programme « Business Edge » d'IFC, elle a trouvé un emploi au sein du département des ressources humaines d'une entreprise yéménite.

« Quand j'ai commencé à travailler, j'étais bien préparée et je n'ai observé aucun décalage entre ce que j'avais appris en classe et la réalité », a expliqué Rasha Al-Eryani, qui est âgée de 27 ans.

Grâce au programme Business Edge, des milliers de personnes comme elle acquièrent une formation de base en marketing, en comptabilité et dans d'autres domaines de compétence recherchés.

Au cours des trois prochaines années, IFC et YEFE prévoient d'aider 3 000 personnes à suivre une formation parrainée par des entreprises qui se sont engagées à recruter 85 % des participants. Le programme aidera le Yémen à conforter son secteur privé embryonnaire et à diversifier son économie pour réduire sa dépendance à l'égard du pétrole. Il permettra également d'accroître les possibilités de formation dans les régions rurales et de renforcer la présence des femmes et des jeunes dans la population active au Yémen, l'un des pays les plus pauvres du Moyen-Orient.

Le taux de chômage chez les jeunes de la région est l'un des plus élevés du monde — et bon nombre des chômeurs sont des diplômés à la recherche d'un premier emploi. Le programme de formation Business Edge d'IFC est offert dans plus de 20 pays du monde entier, dont l'Afghanistan, l'Égypte, le Pakistan et le Yémen. Les cours sont adaptés aux besoins du marché local et dispensés par des organismes de formation accrédités. La Société organise des ateliers et fournit des matériels de formation pour améliorer les compétences dans des domaines tels que le marketing, les ressources humaines, la production et l'exploitation, la finance et la comptabilité, et la productivité.

une mine d'or pour les populations locales



Avant le démarrage des activités d'extraction industrielle de l'or, les possibilités étaient très limitées dans l'ouest du Mali, en termes d'emploi, d'éducation, de services de santé ou d'infrastructure. Mais les choses sont différentes aujourd'hui.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE



Dans cette région rurale et accidentée où une profonde misère règne depuis des siècles, des milliers de pauvres ont aujourd'hui une chance de construire une vie meilleure.

Les habitants tirent à présent un revenu de la transformation et de la vente de graines de sésame et aussi d'arachides avec lesquelles ils font du beurre de cacahouète, en sus de leur production de fruits, de légumes et de poisson. L'amélioration des pratiques agricoles et de la sécurité alimentaire est l'un des objectifs du plan de développement intégré lancé avec le soutien d'IFC dans les

communautés voisines de la mine d'or de Sadiola, qui se trouve à 500 kilomètres de Bamako, la capitale du Mali.

Avant l'ouverture de la mine en 1995, au terme de travaux auxquels IFC a apporté un concours financier, les villageois pratiquaient essentiellement une agriculture de subsistance. Ils vivaient en marge de l'économie mondiale — et utilisaient plus souvent le troc que l'argent dans leurs transactions.

L'extraction commerciale de l'or a transformé l'économie locale. Cofinancée par AngloGold Ashanti (Afrique du Sud), IAMGOLD (Canada) et le gouvernement malien, Sadiola produit actuellement plus de 450 000 onces d'or par an. La mine et ses sous-traitants emploient plus d'un millier de personnes et travaillent avec de nombreux fournisseurs

de biens et services. Sadiola investit également près de 300 000 de dollars par an dans une fondation qui a pour mission de promouvoir le développement de proximité.

Si l'exploitation des ressources naturelles ouvre de nouveaux débouchés pour les pays en développement, elle n'est pas toutefois pas sans risques. Les activités extractives offrent d'amples possibilités aux communautés défavorisées d'échapper à la pauvreté, mais elles peuvent aussi bouleverser la vie de ces communautés et avoir des effets négatifs sur le plan environnemental et social.

C'est pourquoi IFC collabore avec les entreprises, les autorités et la population locale pour maximiser les avantages et minimiser les risques. La Société aide à relever les normes environnementales, sociales et de gouvernance d'entreprise dans la région, poursuivant l'action engagée il y a près de dix ans dans le cadre de l'Examen des industries extractives, l'évaluation sectorielle la plus complète jamais réalisée par le Groupe de la Banque mondiale.

IFC s'emploie également à promouvoir la transparence en exigeant de ses clients dans le secteur des industries extractives qu'ils divulguent le montant des impôts et redevances qu'ils versent à l'État — et en contrôlant elle-même ces chiffres. En 2009, les clients d'IFC dans le secteur des hydrocarbures et des industries extractives ont contribué pour 7 milliards de dollars environ aux recettes publiques et fourni quelque 128 000 emplois.

pauvreté et chômage : impact dans le monde

En 2009, les clients dans lesquels IFC investit ont fourni 2,2 millions d'emplois, dont quelque 73 000 dans les secteurs de la santé et de l'éducation et 128 000 dans les secteurs des hydrocarbures, des industries extractives et des produits chimiques. Plus de 711 000 emplois ont été fournis par des entreprises bénéficiant d'un appui indirect d'IFC par l'intermédiaire de fonds de placement. La Société a aidé les entreprises de nombreux secteurs à travers le monde à créer des emplois, de l'industrie automobile en Inde à la production d'aluminium en Argentine.



TRINITÉ-ET-TOBAGO

IFC a restructuré un investissement sous forme de prêt de 9,3 millions de dollars en faveur d'Unicell Paper Mills Caribbean Ltd. pour l'aider à conserver son personnel et à conforter ses activités.

GUATEMALA

IFC a fourni une aide de 10 millions de dollars à Lapco Corporation S.A. dans le but de créer des emplois et des opportunités pour les femmes et les petites entreprises en milieu rural.

ARGENTINE

La prise de participation de 25 millions de dollars d'IFC dans Aluar Aluminio Argentino Saic aidera ce producteur d'aluminium à développer ses activités et à créer plus de 2 000 emplois.

UKRAINE

Grâce à un investissement de 25 millions de dollars d'IFC, l'entreprise de produits carnés Globino pourra accroître sa capacité de production, moderniser ses équipements et créer environ 600 emplois.

JORDANIE

IFC a signé deux accords en faveur de Jordan Phosphate Mines Company, portant respectivement sur un financement de 50 millions de dollars et une opération de syndication de 60 millions de dollars, pour l'aider à relocaliser un terminal d'exportation d'engrais et à créer des emplois.

INDE

IFC a investi 135 millions d'euros dans Volkswagen India Private Ltd. pour aider l'entreprise à monter une usine de construction automobile intégrée qui devrait créer plus de 2 500 emplois.

SÉNÉGAL

La participation de 1,2 million de dollars et les services-conseil d'IFC aideront MicroCred Sénégal à accroître le volume de ses prêts aux entreprises ayant un accès limité aux services des institutions financières.

ÉTHIOPIE

Pour créer des emplois et accroître les recettes publiques, IFC a investi 3,4 millions de livres dans le projet de prospection aurifère à Tulu Kapi dans l'ouest du pays.

ÎLES SALOMON

Un prêt de 35 millions de dollars d'IFC à Gold Ridge Mining Ltd. permettra de créer des emplois, d'accroître les recettes publiques et de promouvoir le développement de proximité.

changement climatique

L'OBJECTIF D'IFC

Le changement climatique pourrait être lourd de conséquences pour l'ensemble de la planète, mais il menace tout particulièrement les pays en développement où des millions de personnes vivent dans des zones côtières vulnérables à l'élévation du niveau de la mer. Une grande partie de la population de ces pays tire ses moyens de subsistance d'un secteur agricole confronté aux problèmes des mauvaises récoltes et de la baisse de la productivité, qui pourraient entraîner une recrudescence de la faim, de la malnutrition et des maladies.

Le changement climatique et la viabilité écologique occupent une place essentielle dans la stratégie d'IFC. En collaboration avec ses partenaires dans une centaine de pays, la Société investit, dispense des conseils et mobilise des moyens auprès d'autres sources pour procurer des opportunités à ses clients dans un large éventail de secteurs sur les marchés émergents. Elle a développé de nouveaux modèles d'activité et de nouveaux instruments de financement ciblés sur les énergies propres et le rendement énergétique. Elle a travaillé aussi avec le secteur privé à l'amélioration des normes environnementales et sociales.





INNOVATION ET IMPACT

Au cours des prochaines années, l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets coûteront des centaines de milliards de dollars, dont la majeure partie proviendra du secteur privé. IFC, la plus importante institution mondiale d'aide au développement axée sur le secteur privé, joue un rôle essentiel dans ce domaine. Elle apporte une contribution particulière en complétant les activités exercées par d'autres organisations en matière de politique générale, de recherche, de sensibilisation, de négociation et d'aide reposant sur les dons.

Durant l'exercice 10, IFC a consacré plus de 1,64 milliard de dollars d'investissements directs au financement d'opportunités commerciales dans les énergies renouvelables, la maîtrise de l'énergie et d'autres activités liées au climat. Ses projets ont aidé les banques chinoises à mettre en œuvre la politique nationale du « crédit vert » qui a permis aux agriculteurs de réduire leur consommation d'énergie et a encouragé les investissements de capital-risque dans des entreprises de technologies propres.

EUROPE ET ASIE CENTRALE



les habitations écologiques

En Russie, les résidents de nombreux immeubles d'habitation doivent endurer quotidiennement le froid des cages d'escaliers et les courants d'air venant de vitres brisées. Héritage de l'ère soviétique, durant laquelle les espaces collectifs étaient considérés comme n'appartenant à personne, les habitants songent rarement à réaliser des économies d'énergie dans les zones communes.

La Russie a beaucoup à gagner d'une amélioration des rendements énergétiques de ses bâtiments d'habitation. Le secteur de l'immobilier résidentiel utilise environ 20 % de la production nationale d'électricité et 60 % de la production de chaleur. L'intensité énergétique du chauffage résidentiel est presque deux fois plus élevée en Russie que dans les pays européens soumis à des conditions climatiques similaires.

En Russie, l'amélioration des rendements énergétiques permettrait de réduire les émissions de dioxyde de carbone de 150 millions de tonnes par an. Près de la moitié de cette diminution proviendrait de l'adoption de pratiques économes en énergie dans les espaces collectifs des bâtiments d'habitation.

En 2010, IFC a lancé un projet de maîtrise de l'énergie dans le secteur résidentiel russe visant à financer, par le biais de banques locales, la modernisation d'immeubles d'habitation en vue d'améliorer leur rendement énergétique. Le projet cherche aussi à mettre en place un cadre juridique et réglementaire permettant aux associations de propriétaires et aux sociétés de gestion de logements d'obtenir les financements nécessaires à l'accroissement de l'efficacité énergétique.

Dans la ville de Rostov-sur-le-Don, le projet, relayé par le partenaire local d'IFC, Centerinvest, a permis aux sociétés de gestion de logements d'obtenir des fonds pour améliorer le rendement énergétique des bâtiments d'habitation. Il a contribué aussi à rendre ces immeubles plus agréables grâce à l'installation de fenêtres neuves et de systèmes d'éclairage modernes.

Avant l'intervention de Centerinvest, le vent, la pluie et la neige s'engouffraient fréquemment par les fenêtres de l'immeuble de Marina Gogoleva. L'installation de nouvelles fenêtres a rendu l'endroit beaucoup plus confortable.

« Maintenant, il fait chaud dans l'immeuble et les fenêtres sont plus belles », dit cette enseignante de 48 ans.





aider les banques à promouvoir la maîtrise de l'énergie

Lito Hizon possède et gère Corfarm, une exploitation porcine de 15 000 bestiaux située au nord de Manille. Il a décidé de construire une installation de capture du méthane et de production d'électricité afin de réduire sa consommation de courant provenant du réseau.

Pour financer son projet, il a demandé et obtenu un prêt d'un million de dollars auprès d'un guichet de financement d'activités contribuant à une meilleure maîtrise de l'énergie ouvert par Bank of the Philippine Islands (BPI), en janvier 2008, avec l'aide d'IFC et l'appui financier du Fonds pour l'environnement mondial.

Le président de BPI, Aurelio Montinola III, est heureux que sa banque — l'une des plus importantes du pays — puisse venir en aide à des exploitants tels que M. Hizon. Le financement d'activités de maîtrise de l'énergie témoigne de l'engagement de BPI en faveur de la protection de l'environnement.

« IFC a aidé le personnel de notre banque à mieux comprendre les questions de rendement énergétique et d'énergies renouvelables », déclare M. Montinola. « Les négociations que nous poursuivons avec IFC sur un accord de partage des risques, qui nous aidera à constituer un portefeuille robuste et durable, se trouvent à un stade avancé ».

Le programme repose sur le principe selon lequel le financement de projets d'énergie durable est à la fois bon pour les affaires et utile à la lutte contre le changement climatique. Appuyé par le Fonds pour l'environnement mondial, il mobilise divers acteurs — banques, fournisseurs de technologies et de matériel, usagers, organismes de réglementation et partenaires chargés de faire connaître les énergies propres — pour promouvoir les énergies renouvelables.

Il s'agit du dernier en date d'une série de programmes d'IFC visant à aider les banques locales à accorder des prêts à leurs clients pour l'achat, accompagné de conseils d'experts, d'équipements économes en énergie. En Chine, au 30 juin 2010, les trois banques partenaires d'IFC avaient offert des prêts de ce type pour un montant de 1,2 milliard de dollars. En Russie, la Société a aidé huit banques partenaires à s'établir sur ce marché en accordant à plusieurs d'entre elles un total de 160 millions de dollars de financements pour une meilleure maîtrise de l'énergie.

Au 30 juin 2010, IFC poursuivait des programmes de maîtrise de l'énergie dans 30 pays.

réduire les émissions et les coûts grâce à une production moins polluante



Le défi est de taille : satisfaire une demande d'énergie croissante au niveau mondial tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. De nouvelles mesures d'économie d'énergie ayant pour but de réduire le gaspillage causé par les installations des gros utilisateurs industriels sont un élément essentiel de la solution.

UNE PRODUCTION PLUS PROPRE

Le programme d'IFC, d'un montant de 125 millions de dollars, aide les entreprises à prendre des mesures destinées à assurer une utilisation plus rationnelle de l'énergie et de l'eau qui soient bonnes à la fois pour les affaires et pour l'environnement.

Pour atteindre cet objectif, il faut que l'amélioration des rendements énergétiques fasse l'objet d'une demande accrue dans des pays émergents tels que l'Inde. Or, rares sont les entreprises manufacturières indiennes qui réalisent que leur mode de production souffre de nombreux dysfonctionnements mineurs qui engendrent d'importants coûts cachés en matière de services d'utilité publique.

Les opérations d'investissement et les services de conseil d'IFC ont aidé l'une des entreprises indiennes les plus connues, JK Paper Ltd., à réduire considérablement ses coûts en améliorant l'utilisation de l'énergie et de l'eau dans ses usines situées dans les États d'Orissa et de Gujarat. En prenant des mesures simples et peu coûteuses, cette société respectée montre l'exemple à suivre par les autres entreprises d'une des principales puissances

économiques émergentes de la planète.

Dans un premier temps, IFC a contribué à l'élaboration minutieuse d'une stratégie de production propre chez JK en identifiant 40 possibilités d'économies réalisables grâce

à des améliorations peu coûteuses et relativement faciles à mettre en œuvre telles que la réparation de canalisations défectueuses et le remplacement de vieux moteurs à une vitesse par de nouveaux appareils à vitesse variable. La Société a ensuite accordé un prêt de trois millions de dollars à l'entreprise pour l'aider à financer les travaux nécessaires.

Une fois mises en œuvre, ces mesures devraient entraîner une réduction de 17 % de la consommation d'eau de l'entreprise, une amélioration de 10 % de ses rendements énergétiques et des économies annuelles de plus d'un million de dollars. Les montants économisés correspondent à la consommation annuelle moyenne d'eau de 75 000 ménages indiens et à la consommation d'énergie de 9 100 ménages supplémentaires.

IFC a lancé le programme de financements pour une production propre à partir d'un pool mondial de prêts d'un montant de 20 millions de dollars qui a permis à JK et à six autres clients de réduire leurs coûts grâce à des mesures environnementales bénéfiques au plan climatique. La Société a entrepris de porter les ressources du programme à 125 millions de dollars pour aider davantage les clients. L'initiative montre que ce type de mesures a des effets positifs aussi bien au plan économique qu'au plan écologique.

énergies renouvelables : l'approche d'IFC



L'accès aux sources d'énergie modernes peut déterminer de façon cruciale la capacité des habitants des pays en développement à échapper à la pauvreté et à la maladie. L'ampleur de ce besoin constitue toutefois un défi au regard de la lutte contre le changement climatique.

UNE PRIORITÉ POUR IFC

Durant l'exercice 10, les investissements d'IFC dans les énergies renouvelables et le rendement énergétique ont atteint le niveau record de 1,64 milliard de dollars.

Au cours des vingt prochaines années, les deux tiers de la demande mondiale d'énergie devraient provenir des pays en développement — où plus de 1,6 milliard de personnes n'ont pas accès à l'électricité et 2,4 milliards brûlent du bois et des déchets pour cuisiner et se chauffer. L'exploitation de sources d'énergie renouvelable, telles que les énergies solaire et éolienne et la biomasse, permettrait de couvrir une grande partie de la demande sans aggraver le changement climatique.

Aussi, IFC considère-t-elle la promotion des énergies renouvelables et de l'utilisation rationnelle de l'énergie comme une priorité majeure. Ses investissements dans ces domaines se sont chiffrés à 1,64 milliard de dollars durant l'exercice 10, contre 1,03 milliard pour l'exercice 09. Environ 16 % de ses projets incluent une composante « énergies propres ». La Société a investi dans le solaire, l'éolien, la biomasse, la géothermie et l'hydroélectricité dans l'ensemble des régions en développement du monde.

Cette année, IFC a considérablement contribué au développement de l'énergie solaire dans les pays en développement. Elle a réalisé son premier investissement dans un projet solaire en Afrique subsaharienne en investissant 750 000 dollars dans Comasel de St. Louis pour faciliter la distribution d'électricité dans les régions rurales du Sénégal.

Comasel, filiale de l'Office national de l'électricité du Maroc, fournira de l'électricité à près de 20 000 personnes dans près de 300 villages grâce à de nouveaux branchements au réseau et à l'utilisation de kits solaires individuels. Le projet permettra aussi d'apporter l'électricité à 213 écoles et 118 dispensaires, donc d'améliorer les services d'éducation et de santé.

Par ailleurs, IFC a investi 10 millions de dollars dans Azure Power : il s'agit de son premier investissement direct dans un projet de production d'électricité solaire raccordée au réseau en Inde. Cet investissement aidera Azure à porter de 32 à une centaine le nombre des villages de l'État du Punjab auxquels l'entreprise fournit de l'énergie propre, ce qui permettra de réduire de 10 000 tonnes les émissions annuelles de carbone.

éclairer l'Afrique



Imaginons que 2,5 millions d'Africains puissent se passer de bougies et de lampes à pétrole en moins de trois ans.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE



Imaginons ensuite que ces mêmes personnes s'équipent d'appareils d'éclairage respectueux du climat — et, ce faisant, créent un marché dynamique tiré par le secteur privé « à la base de la pyramide ».

Un éclairage sûr et efficace peut améliorer sensiblement la situation des familles et des entreprises contraintes d'utiliser jusqu'ici des dispositifs d'éclairage à flamme, sales et dangereux. L'initiative « Éclairer l'Afrique » mise en œuvre conjointement par IFC et la Banque

mondiale vise à ce que l'éclairage électrique devienne une réalité pour des millions d'Africains.

En s'attaquant aux problèmes d'accès au financement, de qualité des produits et de contraintes réglementaires, le projet « Éclairer l'Afrique » peut faciliter l'entrée de nouveaux intervenants sur le marché. Avec 250 millions de consommateurs à l'horizon 2030, le marché africain des produits d'éclairage respectueux de l'environnement présente un énorme potentiel.

À l'heure actuelle, les Africains dépensent quelque 17 milliards de dollars par an pour des systèmes d'éclairage de mauvaise qualité : c'est une opportunité commerciale pour les distributeurs locaux et internationaux, les entreprises privées nouvelles ou établies de longue date, les monteurs locaux de produits d'éclairage, les fabricants internationaux et d'autres entités qui voudraient fournir de meilleures solutions aux populations.

L'initiative « Éclairer l'Afrique » travaille avec une cinquantaine de fabricants proposant plus de 70 produits. Elle leur fournit des services d'appui aux entreprises,

de financement et d'assurance de la qualité des produits. Pour la première fois, ces produits, qui coûtent souvent moins de 25 dollars, sont à la portée d'une grande partie de la population africaine. Il s'agit d'un progrès notable par rapport à la situation qui prévalait il y a quelques années, lorsque les produits développés pour ce marché étaient encore très peu nombreux.

Au cours de l'exercice 10, « Éclairer l'Afrique » a mis en place une association internationale du secteur de l'éclairage hors réseau (International Off-grid Lighting Industry Association) et a pris des mesures pour créer un label de qualité applicable à ce type d'éclairage afin d'assurer la qualité des produits et d'accroître la transparence dans l'intérêt des consommateurs.

L'objectif d'IFC est d'aider le secteur privé à fournir un éclairage de qualité, sûr et abordable à 2,5 millions de personnes à l'horizon 2012 sur une base commerciale. Pour ce faire, la Société a l'intention de faciliter la vente de 500 000 produits d'éclairage hors réseau par les circuits commerciaux et de mettre en place une plate-forme commerciale durable visant à fournir un équipement similaire à 250 millions de personnes d'ici à 2030. Ces efforts ouvriront une nouvelle voie vers le développement social, sanitaire et économique. Grâce à l'allongement des horaires de travail et du temps consacré aux études, de nombreux ménages et de nombreuses petites entreprises réaliseront des économies de coûts et des gains de productivité substantiels. En outre, l'amélioration des systèmes d'éclairage permettra de réduire les risques pour la santé liés à la pollution de l'air intérieur due à l'utilisation de kérosène.

aider les investisseurs institutionnels à réaliser des investissements respectueux du climat



S'il est vrai que les milieux financiers ne négocient pas les grands traités internationaux sur le changement climatique, ils jouent un rôle crucial dans la réalisation de leurs objectifs.

L'INDICE D'EFFICACITÉ CARBONE S&P/IFCI

Lancé à la fin de 2009, l'indice peut faciliter l'émergence de nouvelles incitations en faveur de l'évaluation et de la réduction des émissions de carbone et de la publication d'informations à ce sujet.

IFC peut influencer les marchés, mais seuls les banques locales et régionales, les investisseurs institutionnels et d'autres institutions financières ont le pouvoir de les modifier. Les sommes immenses contrôlées par ces entités peuvent servir à la lutte contre le changement climatique si l'on démontre les effets positifs de cette démarche sur l'activité économique — ce qu'IFC s'efforce de faire à plusieurs niveaux.

En mars 2009, IFC a organisé le sommet annuel du groupe P8, un ensemble de fonds de pension publics de premier plan, basés dans divers pays, qui, toutes sommes confondues, gère plus de 3 000 milliards de dollars et suit attentivement les questions de changement climatique et de viabilité environnementale. La Société l'aide à évaluer les possibilités d'investissement durable dans les pays émergents.

Toutefois, les investisseurs ont besoin d'outils de référence rigoureux et indépendants pour procéder à des investissements respectueux du climat. Les entreprises des marchés émergents cotées en bourse ont peu de raisons d'accroître l'efficacité carbone de leurs activités et de publier des informations dans ce domaine si les organismes de réglementation et les parties prenantes ne leur demandent pas de le faire.

Pour surmonter cet obstacle, IFC s'est associée à une des plus grandes sociétés mondiales d'indices boursiers et d'évaluation des risques, Standard & Poor's, pour lancer un nouvel indice d'efficacité carbone portant sur les marchés émergents. Le projet a bénéficié du soutien du Royaume-Uni et du Fonds pour l'environnement mondial. À terme, les outils de ce type peuvent engendrer de nouvelles incitations commerciales, telles que la diminution du coût du capital et l'amélioration de l'image de l'entreprise, susceptibles d'encourager les sociétés à mesurer et réduire leurs émissions de carbone et à publier des informations à ce sujet.

Lancé en décembre 2009, l'indice d'efficacité carbone S&P/IFCI vise à canaliser d'importants flux d'investissements de portefeuille vers les entreprises des marchés émergents les plus sobres en carbone, donc à stimuler la concurrence au plan de l'efficacité carbone dans divers secteurs.

Ciblé sur les investisseurs passifs, ce nouvel outil offre des rendements commerciaux sans accroître sensiblement les risques. Les données sur le carbone qui étayent l'indice sont fournies par Trucost, société spécialisée dans l'évaluation de l'impact des entreprises sur l'environnement à partir d'informations commerciales aisément disponibles. Pour mieux faire connaître l'indice, IFC s'est associée avec le Carbon Disclosure Project pour solliciter des informations sur les émissions de carbone auprès de quelque 800 sociétés de pays émergents en 2010 et montrer comment le nouvel indice illustre la façon dont les investisseurs prennent en compte ce genre d'information.

changement climatique : impact dans le monde



Preuve de sa détermination croissante à s'attaquer au problème du changement climatique, IFC a entrepris d'augmenter ses investissements et ses services-conseil dans le domaine des énergies renouvelables et de l'amélioration des rendements énergétiques. La Société a financé plus de 1,64 milliard de dollars d'investissements dans les énergies renouvelables, la maîtrise de l'énergie et d'autres activités liées au climat. Les projets dont elle a facilité l'avènement contribuent par exemple à mettre l'énergie éolienne à la disposition des ménages mexicains, à faciliter l'exploitation des énergies renouvelables en Turquie et à appuyer les prêts en faveur de l'amélioration des rendements énergétiques au Viet Nam.

RUSSIE

IFC accorde un prêt de 10 millions de dollars à Monocrystal pour l'aider à accroître sa capacité de production de matériel utilisé dans les technologies à haut rendement énergétique.

ARMÉNIE

un prêt de 15 millions de dollars d'IFC permet à Ameriabank de financer à long terme la construction de petites centrales hydroélectriques.

NÉPAL

le prêt de 6,5 millions de dollars accordé par IFC à Butwal Power Company pour la construction d'une centrale électrique au fil de l'eau améliorera l'électrification et l'irrigation rurales et remédiera aux graves pénuries d'électricité.

VIET NAM

IFC fournit une aide de 24 millions de dollars à Techcombank pour l'aider à accroître ses prêts aux petites et moyennes entreprises locales au titre de l'amélioration des rendements énergétiques.

TURQUIE

un prêt de 75 millions de dollars à Akenerji appuiera les projets d'énergie renouvelable de la compagnie et aidera la Turquie à satisfaire ses besoins croissants en énergie.

INDE

la prise de participation de 7,8 millions de dollars d'IFC dans Auro Mira Energy contribue à créer de nouvelles capacités de production d'électricité basées sur les énergies renouvelables.

SRI LANKA

un mécanisme de partage des risques de 12,6 millions de dollars mis en place au profit de la banque NDB Bank du Sri Lanka permettra de renforcer la capacité de production électrique du pays tout en traitant le problème du changement climatique.

THAÏLANDE

l'investissement de 1,7 million de dollars d'IFC dans la compagnie Solar Power (Korat 1) permettra de relever la production d'électricité privée et d'accélérer le développement des régions rurales.

PHILIPPINES

un prêt de 75 millions de dollars permettra à la succursale philippine de l'entreprise américaine SunPower Corporation de renforcer ses activités de fabrication de piles photovoltaïques dans le pays.

sécurité alimentaire

L'OBJECTIF D'IFC

Le nombre d'êtres humains souffrant de la faim a déjà dépassé le milliard.

Durant les prochaines décennies, il sera encore plus difficile de nourrir ces personnes.

En 2050, selon les estimations de l'Organisation des Nations Unies, la population mondiale sera supérieure d'un tiers à son niveau actuel et atteindra 9,1 milliards de personnes. Dans les pays en développement, la production alimentaire devra doubler pour faire face à l'augmentation de la demande et il faudra que les investissements annuels nets moyens augmentent de 50 %. À une époque où l'eau et les terres agricoles sont fortement sollicitées, de tels résultats dépendront d'innovations permettant d'améliorer l'efficacité et la productivité.

IFC contribue de manière cruciale aux efforts déployés pour relever ce défi — en soutenant l'application de méthodes efficaces et durables tout au long de la chaîne de valeur agroalimentaire, de la ferme au consommateur.





INNOVATION ET IMPACT

Les activités d'IFC permettent aux paysans et aux exploitations agricoles d'avoir plus facilement accès aux financements, donc d'exploiter de nouveaux marchés. La Société les aide à améliorer leur productivité, réduire le gaspillage et appliquer des méthodes durables. En orientant les investissements vers la promotion des échanges mondiaux et locaux de produits alimentaires et agricoles, IFC renforce la distribution de nourriture au niveau mondial.

IFC est innovatrice : elle crée de nouveaux produits visant à protéger les agriculteurs contre des risques imprévus susceptibles de compromettre leurs moyens de subsistance et assure des services de formation au sujet de pratiques durables permettant d'obtenir des gains de productivité.

Au cours de l'exercice 10, IFC a distribué environ deux milliards de dollars de prêts au sein de la chaîne d'approvisionnement agricole. Ces fonds ont servi notamment à financer des projets destinés à améliorer le stockage et la distribution de produits agricoles et à développer le financement du commerce rural et agricole ainsi que les activités de transformation des denrées alimentaires. Les entreprises agroindustrielles dans lesquelles la Société investit ont touché plus de deux millions d'agriculteurs.

ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE



la réussite d'un producteur de cacahouètes

Près de la moitié des Indonésiens travaillent dans l'agriculture, mais nombre d'entre eux ne sont pas en mesure de commercialiser leurs produits de façon fiable faute de pouvoir participer pleinement à la chaîne d'approvisionnement agricole nationale.

H. Sajidin avait conscience des difficultés. Comme d'autres petits exploitants de la partie occidentale de la province de Nusa Tenggara, une des régions les plus pauvres d'Indonésie, ce producteur de cacahouètes appliquait des méthodes culturelles traditionnelles et utilisait des semences locales. Les techniques de culture et de gestion durables des sols lui étaient étrangères. Les acheteurs locaux, dont les prix variaient selon les saisons, constituaient son unique marché.

IFC et Garuda Food, plus grand producteur indonésien de snacks, ont changé sa vie.

« La productivité de mon exploitation a doublé, mes revenus ont sensiblement augmenté et je peux dormir tranquillement en sachant que Garuda Food achètera mes récoltes à un prix convenu d'avance », dit M. Sajidin. « J'aimerais que tous les producteurs de cacahouètes de Nusa Tenggara bénéficient de l'aide que m'ont apportée IFC et Garuda Food ».

IFC fournit des services-conseil à Garuda Food pour l'encourager à aider les producteurs de cacahouètes à augmenter leur production à l'aide de techniques viables. La Société conseille l'entreprise sur la façon de former les agriculteurs, de suivre leurs résultats et de promouvoir la qualité de leurs produits grâce à un système transparent d'achat de cacahouètes. Ensuite, Garuda organise des séances de formation durant lesquelles elle présente des pratiques exemplaires aux cultivateurs. Elle leur fournit en outre des semences de qualité. Au terme de ce processus, les agriculteurs vendent leur récolte à la compagnie.

Grâce au programme, Garuda a doublé ses achats auprès des producteurs de cacahouètes entre 2007 et 2009, période durant laquelle environ 7 500 agriculteurs participant au programme ont enregistré une augmentation de leurs revenus. Les recettes de Garuda ont elles aussi progressé — et l'existence d'un marché accessible, stable et transparent a encouragé des milliers de personnes à embrasser la profession de producteur de cacahouètes.





ASIE DU SUD



moderniser les systèmes logistiques

Le manque de capacités logistiques est l'un des principaux freins à la croissance économique indienne. Environ le tiers de la production de produits frais du pays est perdu en raison de la mauvaise qualité des réseaux de transport et des entrepôts — un gaspillage de fruits, de viande et de produits laitiers qui se chiffre à 13 milliards de dollars.

Pour réduire les goulets d'étranglement des infrastructures et capacités logistiques agricoles, IFC a investi cinq millions de dollars dans Snowman Frozen Foods Ltd., une entreprise de Bangalore spécialisée dans le transport, l'entreposage et la distribution de produits alimentaires congelés ou réfrigérés. Cet investissement aidera Snowman à faire passer sa capacité de stockage climatisé de 10 000 à 34 000 palettes au cours des trois prochaines années.

Dans un pays qui abrite 33 % des pauvres de la planète, cet investissement fera une différence : le gaspillage des produits alimentaires diminuera et les agriculteurs et producteurs de denrées alimentaires auront davantage accès aux marchés de détail. Par ailleurs, le projet améliorera les pratiques environnementales et sociales chez Snowman — qui dessert une centaine de villes et 4 400 points de vente au détail en Inde — en l'encourageant à investir dans des compresseurs à haut rendement énergétique et en l'aidant à développer ses activités dans l'État à faible revenu d'Uttar Pradesh.

« IFC, avec notre aide, peut développer le secteur et essayer de réduire — de façon considérable — le gaspillage de fruits et de légumes en Inde », déclare Ravi Kannan, PDG de Snowman.

À l'heure actuelle, les capacités dont dispose l'Inde ne lui permettent de stocker que 18 % de sa production horticole annuelle dans des installations à température contrôlée. La plupart des entreprises du secteur sont de taille régionale et ne possèdent que deux ou trois camionnettes frigorifiques et une seule installation d'entreposage. La plupart des entrepôts climatisés du pays sont réservés au stockage des pommes de terre et des oignons.

C'est pourquoi l'investissement d'IFC dans Snowman, qui exploite environ 75 camions frigorifiques et 16 installations de stockage, est si important.

accroître la production alimentaire en Ukraine



L'Ukraine, qui est l'un des principaux exportateurs de céréales de la planète, joue un rôle majeur dans la chaîne mondiale d'approvisionnement alimentaire. Son secteur agroindustriel se heurte toutefois à de sérieux problèmes.

EUROPE ET ASIE CENTRALE



Il arrive que de mauvaises conditions météorologiques nuisent à la production et aux revenus des agriculteurs. Les financements à long terme destinés à la production alimentaire sont parfois insuffisants.

IFC aide l'Ukraine à renforcer son statut de producteur de denrées alimentaires en travaillant à la suppression de ces obstacles avec les entreprises agroalimentaires de la chaîne d'approvisionnement. Cette année, la Société a accordé un financement à long terme de 75 millions de dollars à Mriya, septième producteur agricole du pays, pour lui permettre de doubler sa production de blé et d'autres produits agricoles.

Par ailleurs, IFC a aidé les paysans d'Ukraine à améliorer leur accès aux produits d'assurance destinés à couvrir les risques de pertes de récolte liés aux conditions météorologiques et à d'autres facteurs. Le projet de développement de l'assurance agricole (*Agri-Insurance Development Project*) qu'elle a lancé en 2008 en collaboration avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI), a pour objectif d'améliorer la qualité

des produits offerts par les compagnies d'assurances et de mettre en place un cadre réglementaire propice à l'offre de ce type de produits.

Natalia Gudyma, présidente de l'association des compagnies d'assurances d'Ukraine, estime que le projet contribue à « l'amélioration de la culture de l'assurance ainsi qu'à la connaissance et au développement du système ukrainien d'assurance agricole, et prévient la concurrence déloyale ». L'amélioration de l'offre de produits d'assurance ne contribue pas seulement à atténuer les risques encourus par les agriculteurs : elle permet aussi à ceux-ci d'obtenir plus facilement des financements bancaires, car les banques sont plus disposées à accorder des prêts aux exploitants s'ils sont assurés contre les pertes de récolte.

Parmi les progrès accomplis dans le cadre du projet figure la participation d'IFC à l'élaboration d'une nouvelle loi, dont l'adoption est prévue pour 2010, visant à promouvoir les partenariats public-privé d'assurance agricole et, par là même, à accroître la distribution de produits de protection agricole. Le projet, en outre, a joué un rôle essentiel dans la création d'une association de compagnies d'assurances agricoles, première initiative de ce genre en Ukraine.

aider les agriculteurs à atténuer les risques météorologiques



Grâce à un nouveau programme d'assurance piloté par IFC, les agriculteurs des pays en développement sont mieux armés face à la menace de catastrophes naturelles.

ASSURANCE CONTRE LES RISQUES NATURELS

Appuyé par les services-conseil d'IFC, le Mécanisme mondial d'assurance basé sur un indice aide les agriculteurs à atténuer les effets souvent dévastateurs des catastrophes naturelles.

L'assurance contre les risques naturels étant peu pratiquée dans les pays émergents, les agriculteurs sont à la merci de la nature. Les tremblements de terre, les inondations et les ouragans peuvent détruire des habitations en quelques instants. Les sécheresses peuvent priver les paysans des récoltes et du bétail dont dépend leur survie.

Il est toutefois possible d'atténuer les risques. IFC, en collaboration avec la Banque mondiale, a entrepris d'élargir l'accès aux systèmes d'assurances indicielles pour les catastrophes naturelles et les risques météorologiques. Le Mécanisme mondial d'assurance basé sur un indice (*Global Index Insurance facility* ou GIIF) a pour but de faciliter l'accès aux produits d'assurance dans les pays en développement, notamment au profit des agriculteurs et des communautés agraires.

Les systèmes d'assurances indicielles attribuent une valeur prédéfinie, à partir d'un indice, aux pertes causées par les catastrophes et les phénomènes météorologiques. Lorsqu'un événement de ce type survient,

les assurés sont indemnisés. Par exemple, des compensations leur seront versées si la pluviométrie est moins élevée que prévu, si une région est frappée par une tempête d'une catégorie donnée ou si un tremblement de terre atteint une certaine magnitude sur l'échelle de Richter.

Les détenteurs de polices sont admis à bénéficier d'indemnités dès qu'un seuil statistique est atteint, sans qu'il soit nécessaire d'attendre que les demandes d'indemnisation soient réglées de façon traditionnelle.

Le mécanisme s'appuie sur un programme de services-conseil d'IFC destiné à renforcer la capacité des compagnies d'assurances à fournir des services indiciels, à promouvoir la création de ce type de produits et à mettre en place un cadre de réglementation porteur en conseillant les pouvoirs publics sur la modification des dispositions réglementaires.

Premier donateur du mécanisme, la Commission européenne a octroyé une enveloppe de 24,5 millions d'euros à un fonds fiduciaire chargé de financer les services de conseil. Le ministère néerlandais des Affaires étrangères contribue aussi à ce fonds. IFC travaille à l'élargissement du programme en collaboration avec des partenaires de premier plan.

sécurité alimentaire : impact dans le monde



Des millions d'agriculteurs ont utilisé les produits et les services d'entreprises agroindustrielles clientes d'IFC. À la fin de l'exercice 10, les engagements du portefeuille de la Société se montaient à 536 millions de dollars. IFC, en outre, a financé divers projets visant à renforcer tous les maillons de la chaîne d'approvisionnement. La Société aide par exemple certains de ses clients à irriguer des terres arides au Maroc, à fournir des semences de riz et de légumes résistantes aux cultivateurs du Bangladesh et à améliorer la sécurité alimentaire en Chine.

CISJORDANIE

IFC a lancé la seconde phase du projet de développement de la chaîne d'approvisionnement du secteur de l'huile d'olive, dont l'objectif est d'aider les producteurs palestiniens à obtenir des financements et à accroître leur compétitivité.

UKRAINE

IFC fournit un financement de plus de 60 millions de dollars au producteur de volailles Myronivsky Hliboproduct pour l'aider à développer ses élevages et ses cultures céréalières.

CHINE

le prêt de 20 millions de dollars qu'IFC a accordé à Xiwang Sugar Holdings permettra à l'entreprise agroalimentaire de moderniser ses opérations et d'améliorer les normes de salubrité alimentaire.

MAROC

IFC conseille le ministère de l'Agriculture au sujet d'un partenariat public-privé portant sur la construction d'une installation de désalinisation et d'irrigation dans la région de Chtouka.

BANGLADESH

IFC conseille Supreme Seed Co. pour l'aider à accroître la production et l'offre de semences de riz et de légumes résistantes au stress, capables de supporter des conditions météorologiques hostiles.

NIGÉRIA

IFC apporte une aide de 8,5 millions de dollars à la chaîne de restaurants Tantalizers pour lui permettre de distribuer des produits alimentaires emballés, pratiques et peu coûteux, aux populations urbaines.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

IFC a élaboré un montage financier novateur qui a permis à la société africaine Export Trading Group d'obtenir 120 millions de dollars de financement pour développer le commerce de produits agricoles.

conflit

L'OBJECTIF D'IFC

Plus d'un milliard des êtres humains les plus pauvres du monde vivent dans des pays qui ont récemment connu des guerres, ou des troubles civils. Ces pays sont souvent mal équipés pour s'attaquer à la dure tâche de la reconstruction, une fois les conflits terminés. C'est la raison pour laquelle IFC donne la priorité, dans le cadre des efforts qu'elle leur consacre, à la mobilisation d'investissements du secteur privé dans des secteurs clés comme les infrastructures, les industries extractives, le développement des chaînes d'approvisionnement, l'accès aux financements et l'octroi de conseils concernant les réformes réglementaires nécessaires à la promotion du développement économique et à la croissance. IFC cherche aussi à s'assurer qu'il sera possible aux femmes de devenir parties prenantes pendant les phases de réconciliation après les conflits, en soutenant leur participation à la vie économique.

Les pays ont moins tendance à retomber dans les conflits lorsque leurs habitants constatent des améliorations tangibles de leurs conditions de vie. La création d'emplois, la remise en fonctionnement de services de base comme l'électricité, et le développement de nouvelles entreprises soutiennent en effet la stabilité civique à long terme. Mais dans les pays où quasiment toutes ces fonctions ont été détruites, les nouvelles équipes dirigeantes sont confrontées à tant d'urgences, parfois contradictoires qu'elles ne peuvent tout simplement pas relever ces défis toutes seules.





INNOVATION ET IMPACT

Le secteur privé a un rôle critique à jouer, et IFC participe à cet effort. La Société soutient les activités du secteur privé dès qu'elle est à même de travailler dans un pays de manière productive et dans de bonnes conditions de sécurité. Sa riposte au tremblement de terre dévastateur en Haïti cette année montre qu'elle a les moyens de réagir avec agilité et promptitude, là où les besoins se font les plus pressants. Consciente des défis supplémentaires que représente l'obtention de résultats dans ces pays, la Société travaille également en collaboration étroite avec la Banque mondiale et les partenaires donateurs afin d'échanger des informations et de collaborer dans le cadre d'initiatives conjointes.

Les activités d'IFC dans les pays en conflit ont augmenté de façon significative ces dernières années. Ses investissements sont passés d'environ 200 millions de dollars pour l'exercice 05 à 586 millions de dollars pour l'exercice 10. La valeur de ses services-conseil est passée de 5 millions de dollars pour l'exercice 05 à 32 millions de dollars pour l'exercice 10.

MOYEN ORIENT
ET AFRIQUE DU NORDles promesses
des mines
du Yémen

Dans les hautes terres désertiques et faiblement peuplées du Yémen, Sheik Ayidh Asdan cherche des opportunités pour son clan, l'un des plus pauvres de la région.

La première grande exploitation de métaux communs au Yémen est en construction dans cette région très pauvre à environ 160 kilomètres au nord de Sanaa. Il s'agit d'un projet de 200 millions de dollars qui promet de créer des milliers d'emplois dans la région dans les dix années qui viennent. Avec l'aide d'IFC, Sheik Ayidh veille à la bonne réalisation de ce projet et joue un rôle de coordinateur entre les communautés, les investisseurs et les pouvoirs publics.

« Beaucoup de gens ici souhaitent qu'il y ait davantage d'investissements dans la région parce que nous sommes conscients des retombées positives pour nos communautés locales » dit-il.

La réalisation de ce potentiel ne résultera toutefois pas seulement de la prise de conscience par les investisseurs des opportunités naissantes au Yémen, mais également de l'information des communautés locales sur les avantages, pour elles, de leur participation au développement du secteur minier du pays » ajoute-t-il.

L'économie du Yémen est fragile, conséquence d'années d'insurrection et de troubles civils, d'une situation budgétaire désastreuse, et d'une baisse de la production pétrolière. Plus d'un tiers des Yéménites vivent avec moins de deux dollars par jour et bon nombre d'entre eux sont illettrés et souffrent de la faim. Le pays a besoin de créer des emplois et de diversifier son activité économique. Un bon moyen d'atteindre cet objectif serait de développer un secteur minier florissant.

IFC n'est pas, un investisseur dans ce projet mais elle a organisé, en collaboration avec les autorités minières du pays, un atelier pour encourager des discussions productives entre les chefs tribaux tels que Sheik Ayidh, les investisseurs et les pouvoirs publics.

IFC a aussi aidé le Yémen à réviser et refondre son droit minier et le régime financier concernant les industries extractives, et à rationaliser les procédures d'octroi de licences. Dans cette optique, IFC a cherché à faire en sorte que les nouvelles réglementations soient alignées sur les meilleures pratiques internationales et qu'elles garantissent des avantages aux investisseurs tant locaux qu'étrangers.





AFRIQUE SUBSAHARIENNE



créer de nouveaux emplois, changer la vie

« Au début j'étais vendeuse ambulante. Je devais me lever très tôt le matin puis marcher toute la journée », raconte Marie Bob-Kandeh, se souvenant de ses journées passées à vendre du sucre, des tomates et des oignons dans les rues de Freetown (Sierra Leone).

Maintenant, grâce aux réformes engagées avec l'aide d'IFC, elle possède son propre commerce, un magasin qui s'appelle Rehoboth et qui lui permet de vivre et de faire vivre ses quatre enfants. « Ce commerce est à moi », dit-elle, « c'est la raison pour laquelle je l'ai appelé Rehoboth, comme dans la Bible (où ce terme désigne un espace). C'est mon commerce, et donc c'est aussi, mon espace, ma liberté. »

Marie Bob-Kandeh, comme beaucoup d'autres, a bénéficié d'une initiative menée par IFC dans son pays en étroite collaboration avec les administrations publiques. L'objectif était d'améliorer le climat des affaires en rendant le processus d'immatriculation des entreprises moins onéreux et plus rapide, de moderniser le centre d'immatriculation et de procéder à de nombreux autres changements pour encourager les initiatives commerciales émanant du secteur privé et stimuler la croissance économique. « Maintenant que j'ai inscrit mon entreprise Rehoboth au registre du commerce, j'ai la possibilité de faire des offres pour obtenir des marchés », précise Bob-Kandeh, 51 ans, désormais Secrétaire générale de l'association des commerçantes en Sierra Leone. « Je ne pouvais pas faire ça avant » précise-t-elle.

À l'issue d'une guerre civile qui a dévasté le pays durant 11 ans, les autorités sierra-léonaises ont demandé en 2004 à IFC, en partenariat avec le Département du Royaume Uni pour le développement international, de leur donner des conseils sur les moyens de stimuler le commerce et l'investissement. Ces conseils ont débouché sur le Programme de réduction des obstacles administratifs à l'investissement connu sous le sigle RABI. Ce programme, qui comporte plusieurs phases étalées sur six ans, a été mis au point par les pouvoirs publics dans le but de lever les obstacles à la création d'entreprise et à l'investissement. Les résultats sont impressionnants : le coût d'immatriculation d'une entreprise est passé de 1 500 dollars à 50 dollars et le délai d'enregistrement est désormais de deux jours contre une semaine auparavant. En 2009, la Sierra Leone était considérée être le pays d'Afrique de l'Ouest où il est le plus facile et le plus rapide de créer une entreprise.

reconstruire les économies, restaurer la confiance



Dans les pays touchés par un conflit, il est extrêmement difficile de maintenir la croissance économique et le développement. Les pouvoirs publics n'ont pas les capacités requises. Les infrastructures sont dégradées. Les services financiers sont très limités et l'accès aux marchés est difficile, surtout pour les petites entreprises. La corruption peut être généralisée et ce climat de méfiance peut être de nature à décourager l'esprit d'entreprise.

LA STRATÉGIE D'IFC

Dans les pays touchés par un conflit, IFC cherche à améliorer le climat des affaires, tout en faisant des investissements sélectifs et ciblés.

IFC commence généralement par intervenir par le biais de services-conseil qui peuvent ouvrir la voie à des investissements par la suite. Ce travail consiste à améliorer l'accès aux financements des micros, petites et moyennes entreprises pour soutenir le commerce. La Société aide les autorités à améliorer le climat de l'investissement afin d'encourager de nouveaux apports de capitaux. Elle aide également les industries manufacturières et les sociétés de service locales à développer leurs capacités et à étoffer leurs chaînes d'approvisionnement.

Dans les pays touchés par un conflit, les investissements sont généralement plus risqués. La Société a donc adopté une approche judicieuse consistant à associer des investissements sélectifs et ciblés à des services-conseil, qui lui permet d'afficher des résultats respectables pour

son portefeuille. Les projets d'investissement d'IFC et ses services d'assistance technique et de conseil, dans les pays touchés par un conflit ont des performances comparables à la moyenne observée pour l'IFC même s'il faut parfois plus de temps pour obtenir de solides résultats.

Le travail d'IFC en Iraq illustre cette approche. Ses investissements dans ce pays sont faibles et concernent essentiellement le secteur financier. La Société privilégie également les services-conseil pour renforcer les capacités dans le secteur bancaire, promouvoir les partenariats public-privé en collaboration avec la Banque mondiale et proposer des formations en gestion aux petites et moyennes entreprises — en particulier pour les femmes qui y travaillent.

Pendant l'exercice 10, IFC a engagé 16 millions de dollars dans le cadre de deux projets dans le secteur financier et le secteur réel. La Société étudie aussi les moyens d'accroître ses activités dans les secteurs du financement du commerce, de la microfinance, des activités portuaires et de l'électricité.

réagir avec promptitude



Les besoins d'Haïti étaient urgents. La réaction d'IFC a été rapide. Juste après le tremblement de terre dévastateur qui a frappé le pays en janvier, IFC a promptement approuvé et mis en œuvre un programme d'investissement d'urgence de 35 millions de dollars pour aider les sociétés privées à reprendre leurs activités, rétablir la prestation de services cruciaux et créer ou maintenir des emplois.

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES



Le programme est un témoignage crucial de la détermination d'IFC d'œuvrer pour la reconstruction des infrastructures et des secteurs du textile, des télécommunications, du tourisme et des services financiers.

En ces temps difficiles, IFC cherche à aider les sociétés de textile d'Haïti à tirer parti d'une législation commerciale favorable qui triple quasiment les contingents de vêtements qu'elles peuvent exporter vers les États-Unis en franchise de douane. Dans le cadre de son programme, IFC finance l'agrandissement d'une grande entreprise de confection de vêtements dans le nord d'Haïti, qui va créer 4 000 emplois d'ici à fin 2011. En outre, IFC a accordé 7,5 millions de dollars à un groupe d'investisseurs haïtiens pour leur permettre de reprendre le chantier du complexe hôtelier et centre d'affaires Oasis à Port-au-Prince. IFC octroie également 3,4 millions de dollars au titre de la première phase des activités d'exploration d'or et de cuivre en Haïti par la Société Eurasian Minerals (basée au Canada), qui procure 800 emplois.

En outre, la Société intensifie ses activités de services-conseil en Haïti pour aider les entreprises et les organismes

publics à rester attractifs pour les investisseurs actuels et en attirer de nouveaux. Il s'agit notamment de simplifier le cadre réglementaire des zones économiques spéciales, d'améliorer les ports du pays et de soutenir les plans établis par les autorités haïtiennes pour localiser certaines de ces zones à l'extérieur de Port-au-Prince. IFC cherche à encourager de nouvelles entreprises de confection à investir 30 millions de dollars en Haïti, ce qui permettrait de créer 9 500 nouveaux emplois dans ces zones.

En avril, IFC a terminé le montage d'une opération d'appel d'offres international pour le compte de TELECO, qui donne lieu à l'investissement étranger direct le plus important dans le pays depuis le tremblement de terre, à savoir près de 100 millions de dollars apporté par le plus gros opérateur de télécommunications du Viet Nam, Viettel, pour développer les services de télécommunication en Haïti.

En 2008, IFC a ouvert un bureau en Haïti. La Société a pour stratégie d'améliorer l'accès aux services de base et de développer le capital humain. Le chemin vers la reprise sera long, mais IFC se considère comme un partenaire à long terme d'Haïti et a le même objectif : créer des emplois pour les Haïtiens et contribuer à l'amélioration de leur qualité de vie.

les pays touchés par un conflit et l'Initiative pour l'Afrique



Les conflits amplifient les défis de la pauvreté dans de nombreux pays d'Afrique, avec des résultats dévastateurs.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE



IFC s'emploie à fournir une assistance immédiate et un soutien à long terme à ces pays en les aidant à reconstruire leur secteur privé, à accroître leur stabilité, à réduire la pauvreté et à permettre à leurs populations de reprendre leurs activités. C'est l'objectif de l'Initiative pour les pays touchés par un conflit en Afrique, programme de 25 millions de dollars lancé en 2008 pour concevoir et mettre en œuvre des stratégies intégrées visant à

appuyer la reprise économique dans ces pays.

Ce programme, soutenu par l'Irlande, la Norvège et les Pays-Bas, a permis à IFC d'entreprendre des activités dans certains des États les plus pauvres et les moins développés d'Afrique. IFC a initialement concentré son action sur quatre pays où des guerres ont détruit l'économie et engendré une pauvreté généralisée :

—La République centrafricaine : Fortement tributaire de l'aide, ce pays est l'un de plus pauvres du monde, et n'a pas de secteur privé viable. IFC a ouvert un nouveau bureau dans la capitale, Bangui, afin de soutenir les efforts sur le terrain pour améliorer le climat de l'investissement et encourager la croissance des petites entreprises.

—La République démocratique du Congo : La pauvreté, la famine et les maladies sont répandues dans ce pays où cinq millions de personnes ont été tuées pendant la deuxième guerre du Congo. IFC s'emploie à améliorer le climat de l'investissement.

—Libéria : La fin d'une longue guerre civile en 2003 a marqué le début d'une ère d'espoir et de démocratie dans ce pays où la toute première femme élue chef d'État en Afrique a décidé de s'attaquer à des réformes majeures. Depuis son bureau récemment ouvert à Freetown, IFC travaille sur toute une gamme de projets, notamment des investissements dans une nouvelle banque de microfinance et dans une plantation de caoutchouc.

—Sierra Leone : La confiance revient, la stabilité aussi, depuis la fin, en 2001, d'une guerre civile de dix ans. Parmi les projets d'IFC dans ce pays figurent le soutien des efforts de simplification du régime fiscal, la promotion de l'investissement, et le développement des petites entreprises. La Société s'emploie aussi à élargir la gamme des services financiers disponibles, notamment avec le crédit bail.

un logement pour la famille Ahmadi



Hamida Ahmadi tient un salon de beauté dans le quartier fortement peuplé de Char Qala à Kaboul. Jusqu'à une date récente, elle vivait avec ses parents et sa jeune sœur dans une location, et toute la famille économisait pour s'acheter un logement.

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD



L'argent était compté. Les ressources provenant du salon de beauté d'Hamida, les travaux de couture de sa mère, et les gains tirés par son père de ses activités de change ne permettaient pas l'acquisition d'un toit. En Afghanistan, il n'est pas facile de trouver des crédits abordables.

Puis Hamida apprit que la First Microfinance Bank of Afghanistan (FMFB) proposait des crédits à la construction. Elle a donc emprunté l'argent nécessaire à la construction d'une nouvelle maison sur un terrain que son père avait acheté. La famille vient d'y emménager, et prévoit des travaux d'agrandissement pour y accueillir d'autres membres de la famille.

Hamida, qui rembourse son prêt régulièrement chaque mois, ne tarit pas d'éloges sur la FMFB qui lui a accordé un crédit que peu d'autres établissements bancaires lui auraient consenti.

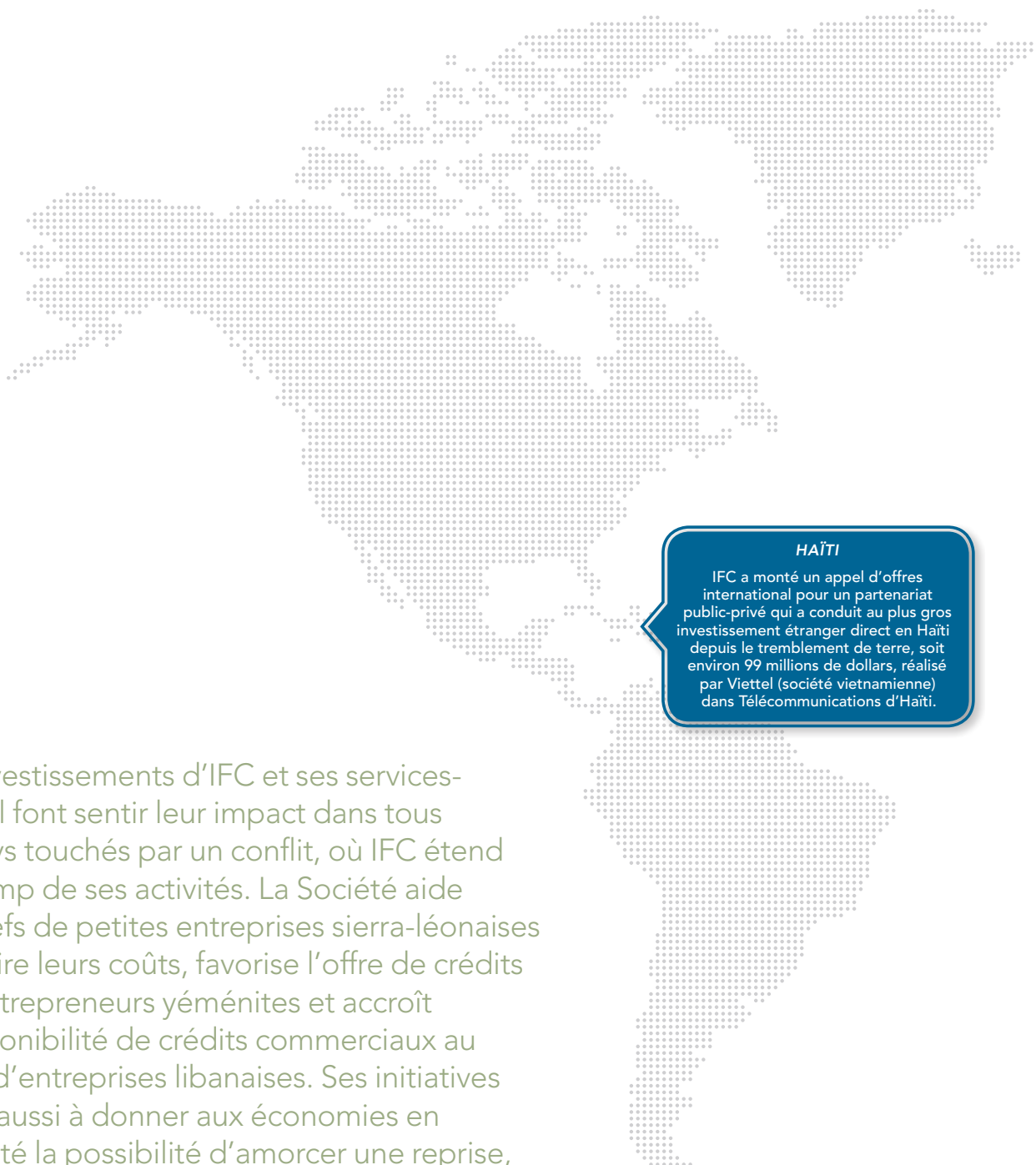
IFC a contribué à créer la FMFB en 2004, en fournissant aux entités parrainantes de l'Aga Khan Agency for Microfinance les capitaux et les services-conseil nécessaires à son démarrage. Aujourd'hui, la FMFB est le fournisseur

de microcrédit commercial le plus prospère d'Afghanistan qui met à disposition de plus de 85 000 personnes ayant de faibles revenus des services bancaires modernes dans tout le pays.

Pour renforcer son impact, IFC a commencé l'année dernière à conseiller la FMFB sur le développement de produits de financement du logement et, à cet effet, offre les services d'un conseiller résident et d'autres spécialistes. La banque a pu de ce fait consentir des petits crédits au logement à près de 2 000 personnes comme Hamida.

Le portefeuille d'investissement d'IFC en Afghanistan a plus que décuplé au cours des cinq dernières années, passant de 8 millions à 95 millions de dollars. Ce portefeuille inclut notamment un investissement de 75 millions de dollars dans MTN Afghanistan, le deuxième opérateur de téléphonie mobile du pays, pour l'aider à développer son réseau et servir davantage de ménages ayant des moyens limités. IFC a également créé un programme de formation commerciale et de gestion destiné aux petites et moyennes entreprises et a fourni des services-conseil dans le secteur agricole et dans d'autres secteurs.

conflits : un impact dans le monde entier



Les investissements d'IFC et ses services-conseil font sentir leur impact dans tous les pays touchés par un conflit, où IFC étend le champ de ses activités. La Société aide les chefs de petites entreprises sierra-léonaises à réduire leurs coûts, favorise l'offre de crédits aux entrepreneurs yéménites et accroît la disponibilité de crédits commerciaux au profit d'entreprises libanaises. Ses initiatives visent aussi à donner aux économies en difficulté la possibilité d'amorcer une reprise, et de la consolider.

CISJORDANIE

IFC octroie 72 millions de dollars dans le cadre d'un programme de financement hypothécaire qui devrait permettre de doubler le nombre de familles palestiniennes à même de s'acheter un logement.

LIBAN

IFC a formé un partenariat avec BLC Bank pour contribuer à accroître l'offre de crédits commerciaux aux entreprises libanaises et stimuler l'activité économique dans la région.

SIERRA LEONE

IFC soutient la reprise en Sierra Leone en aidant les autorités à engager des réformes pour simplifier les procédures et faire baisser le coût des activités commerciales.

YÉMEN

IFC fournit des services-conseil à Saba Islamic Bank pour l'aider à mieux gérer ses risques et à accroître ses crédits aux petites et moyennes entreprises, ce qui renforcera le système bancaire du Yémen.

LIBERIA

IFC a fourni des conseils aux autorités au titre du processus d'appel d'offres concernant un contrat de gestion pour Liberia Electricity Corporation visant à rétablir les services d'électricité et à connecter au moins 30 000 nouveaux clients.

RWANDA

Grâce à son programme BusinessEdge, IFC donne une chance aux chefs de petites et moyennes entreprises rwandaises d'acquérir de nouvelles compétences en gestion.

AFRIQUE CENTRALE

IFC investit 12,5 millions de dollars dans un nouveau fonds visant à donner aux entreprises d'Afrique centrale un meilleur accès au crédit.

l'eau et l'urbanisation

L'OBJECTIF D'IFC

Le monde en développement connaît une rapide croissance démographique et une forte concentration de la population dans les zones urbaines.

Cette évolution va intensifier les besoins en routes, ponts, et systèmes d'assainissement, mais aussi en infrastructures sociales telles qu'hôpitaux et écoles. La disponibilité d'eau salubre va devenir, de plus en plus, une question d'importance cruciale.

Dans de telles circonstances, une urbanisation réussie revêtira une importance déterminante pour la réduction de la pauvreté et la poursuite d'une croissance économique durable. IFC apporte son appui à la réalisation de cet objectif.





INNOVATION ET IMPACT

IFC collabore avec ses clients pour accroître les investissements dans les petites et moyennes entreprises, encourager de nouveaux partenariats public-privé, contribuer à créer des centres médicaux et fournir des opportunités éducatives aux personnes sans emploi ou sous-employées. La Société cherche à réduire les pressions qui s'exercent sur les infrastructures commerciales urbaines déjà insuffisantes en finançant la construction de nouveaux bâtiments efficients, et elle travaille avec les municipalités pour améliorer le climat de l'investissement.

IFC mène des initiatives visant à freiner l'augmentation attendue des besoins en eau à l'échelle mondiale, qui, si rien n'est fait, pourrait engendrer une crise dans les pays en développement au cours des prochaines décennies. Pour faire face à la pénurie d'eau, IFC investit dans de nouvelles technologies qui peuvent contribuer à fournir de l'eau salubre à un coût abordable dans des régions jusqu'ici assoiffées. Ces investissements ont déjà permis à des millions de personnes d'avoir accès à une eau salubre et incitent le secteur privé à accroître ses activités dans ce secteur.

AMÉRIQUE LATINE
ET CARAÏBES

l'enseignement universitaire, espoir de lendemains meilleurs

Jaider Fernandez, qui vit à Bogotá, a été souvent sans emploi ou sous-employé. Pour lui, le fait de pouvoir accéder à l'enseignement universitaire a fait toute la différence.

En 2003, il s'est inscrit à la Corporación Universitaria Minuto de Dios, aussi appelée Uniminuto, l'un des principaux établissements d'enseignement colombiens accueillant des étudiants ayant des revenus modestes ou faibles, dont bon nombre vivent dans des quartiers d'habitations spontanées, dans des villes secondaires ou dans des zones rurales.

Jaider Fernandez faisait autrefois des livraisons pour lesquelles il touchait le salaire minimum et travaillait aussi dans un centre d'appels. Mais il était déterminé à améliorer son niveau de vie. En 2007, Uniminuto lui a décerné un diplôme en technologies de l'information, qui lui a immédiatement ouvert de nouvelles opportunités d'emploi.

Il travaille désormais comme administrateur de bases de données dans une grande entreprise à Bogotá « Grâce à Uniminuto, je gagne un salaire mensuel de 2,5 millions de pesos » (1 250 dollars), annonce-t-il fièrement.

Uniminuto propose toute une gamme d'enseignements techniques, professionnels et universitaires à 35 000 étudiants en Colombie. Son modèle d'activité associe des frais de scolarité peu élevés à des enseignements de qualité dans les domaines de l'informatique, du commerce, de l'ingénierie et autres, ce qui permet aux étudiants ayant de faibles revenus d'acquérir des diplômes d'études professionnelles et universitaires.

IFC a accordé l'équivalent de 8 millions de dollars de financement à long terme en monnaie nationale à Uniminuto en 2009, ce qui a permis à cette dernière d'accueillir 10 000 étudiants supplémentaires, dont bon nombre sont au bas de la pyramide économique. Ce financement va protéger l'Université (et indirectement ses étudiants) contre le risque de change, et maintenir un niveau de frais de scolarité raisonnable à l'avenir.

Fernandez prévoit de se rendre en Allemagne pour ses études supérieures et de revenir ensuite à Uniminuto en tant qu'enseignant.

« J'ai une grande affection, pour Uniminuto » dit-il. « À l'époque où je n'avais pas de vrai métier, Uniminuto m'a aidé à financer mes études, obtenir mon diplôme et améliorer ma vie ».





AFRIQUE SUBSAHARIENNE



fournir des services de santé de classe internationale au Lesotho

Pour Maboithile Poka, infirmière âgée de 35 ans, travailler dans un centre de santé public de pointe hors de la capitale, c'est la réalisation d'un rêve.

Le centre médical Likotsi, qui vient d'ouvrir dans la ville de Maseru, promet de révolutionner les soins de santé en zone rurale dans un pays qui compte un nombre de personnes infectées par le VIH ou ayant le sida parmi les plus élevés au monde.

« Ce nouveau centre médical est quelque chose d'extraordinaire pour les habitants du Lesotho », explique Maboithile Poka. « Il est doté d'équipements modernes, comme des électrocardiographes et des scanners dont les patients des zones rurales ne pouvaient bénéficier jusqu'alors. C'est un rêve de travailler dans un tel endroit, dans mon propre pays ».

Le centre est l'un des quatre établissements qui ont vu le jour grâce à un accord de partenariat public-privé qui a fait date, conclu entre le Consortium Tsepong, dirigé par le Groupe Netcare, et le Gouvernement du Lesotho en 2008. IFC a été le conseiller principal pour le montage de cet accord de partenariat, qui prévoit aussi la construction d'un hôpital moderne à Maseru.

Les trois premiers centres médicaux ont ouvert leurs portes en mai 2010. Les patients bénéficient d'une gamme complète de prestations assurées, notamment, dans un service spécial pour le VIH/ SIDA, des salles de soins dentaires, d'optométrie, de radiologie, ainsi qu'une maternité. Netcare a également mis en place un système informatique de gestion, qui permet d'accélérer la fourniture de services aux 300 hommes, femmes ou enfants qui reçoivent des soins quotidiennement dans chacun de ces centres. Le gestionnaire des centres a en outre accepté d'augmenter régulièrement le nombre d'employés ou de cadres de sexe féminin pendant la durée de vie du projet.

L'accord de partenariat public-privé qui a permis la création de ces centres médicaux au Lesotho pourrait servir de modèle en Afrique, où les services de santé publics sont souvent débordés du fait de l'augmentation de la population et paralysés par la pénurie de financement.

« Dans les autres centres dans lesquels j'ai travaillé au Lesotho, nous étions toujours obligés de refuser du monde », explique Poka. « Il y avait tout simplement trop de patients et nous étions souvent dépourvus d'équipements adéquats ou de fournitures. Maintenant je suis heureuse de pouvoir soigner toutes les personnes qui viennent chercher de l'aide au centre médical. »

l'approche d'IFC sur la sécurité en matière d'eau



La pénurie d'eau salubre et de services d'assainissement est une menace pour la croissance économique et la sécurité à l'échelle mondiale. Dans vingt ans, un tiers de la population mondiale n'aura sans doute accès qu'à la moitié de l'eau dont elle aura besoin. Si l'on ne réagit pas, la sécurité en matière d'eau pourrait être l'objet de la prochaine crise mondiale.

LA STRATÉGIE D'IFC

IFC contribue à financer des projets visant à réduire les pertes d'eau et à accroître l'accès à l'eau salubre et à l'assainissement. Elle a investi 1,4 milliard de dollars dans ce secteur depuis 2000.

IFC travaille avec le secteur privé pour s'attaquer à un problème que les pouvoirs publics ne peuvent résoudre seuls par manque de ressources. Depuis 2000, IFC a investi plus d'un milliard de dollars dans ce secteur, et son action a touché plus de 30 millions de personnes.

L'on sait l'importance de l'accès à l'eau salubre et aux services d'assainissement pour le développement économique : chaque dollar investi dans ce domaine se traduit par un gain de productivité et une réduction des coûts équivalant à 8 dollars. Mais tant que les prix de l'eau ne refléteront pas le coût lié à son approvisionnement, le secteur privé restera pour l'essentiel sur la touche.

Pour accroître la participation du secteur privé dans le secteur de l'eau, IFC met au point toute une série de projets pouvant bénéficier d'un concours financier et prépare des options innovantes pour le financement d'initiatives visant à réduire les pertes d'eau et accroître l'accès à l'eau. La Société s'emploie à renforcer l'appui à de nouveaux modèles pour relever les défis de l'eau, tout en encourageant le transfert de savoir-faire par le biais des partenariats.

Dans le cadre des activités qu'elle poursuit avec le secteur privé, IFC contribue à réduire le nombre d'enfants qui meurent de maladies transmises par de l'eau souillée. Elle permet aussi de réduire le nombre de personnes obligées de faire des kilomètres à pied tous les jours pour aller chercher de l'eau potable et le nombre de familles n'ayant pas accès à des toilettes propres.

aider les nouveaux acteurs planétaires à investir dans les infrastructures



L'Afrique est une destination de plus en plus prisée pour les investissements, et attire des capitaux d'entreprises du monde entier. IFC aide une nouvelle catégorie d'investisseurs, dont la Chine, à faire en sorte que leurs projets aient le plus fort impact possible sur le développement et à comprendre l'importance du respect de normes environnementales, sociales et de gouvernement d'entreprise plus rigoureuses.

INVESTISSEMENTS SUD-SUD

IFC a engagé
1,7 milliards de
dollars dans le
cadre de 71 projets
Sud-Sud au cours
de l'exercice 2010.

En Tanzanie, IFC a engagé 10 millions de dollars pour financer un immeuble de vingt étages destinés à des bureaux et des commerces de détail à Dar es-Salaam, ayant pour promoteurs la Fondation Mwalimu Nyerere et une filiale de la China Railway Jianchang Engineering Company Ltd., l'un des plus gros entrepreneurs de Chine. Ce projet, qui représente le premier investissement direct d'IFC dans une entreprise chinoise opérant en Afrique subsaharienne, s'inscrit dans la continuité des activités menées par la Société avec des entreprises sur le territoire chinois où

IFC encourage le financement de projets de maîtrise de l'énergie, appuie la « politique de crédit vert » de la Chine, et s'efforce de promouvoir un développement équilibré des zones rurales et des zones urbaines.

L'importance croissante de la Chine en tant que puissance économique ainsi que ses investissements substantiels en Afrique en font un partenaire important pour IFC. La Société peut aider les entreprises chinoises poursuivant des activités en Afrique à se conformer à des normes sociales, environnementales et de gouvernement d'entreprise alignées sur les meilleures pratiques

internationales. Les antécédents d'IFC et sa forte présence en Afrique lui permettent d'identifier et d'aider les entreprises qui comprennent l'importance commerciale à long terme d'investissements durables.

Dans le cadre du projet entrepris à Dar es-Salaam, IFC a contribué à la conception d'un immeuble permettant de maîtriser la consommation d'énergie et d'eau et à s'assurer que les eaux usées provenant de l'immeuble soient traitées, puisque la ville (la plus importante de Tanzanie) ne dispose pas d'un système de traitement des eaux usées. Lorsqu'il sera achevé, l'immeuble contribuera à alléger les pressions qui s'exercent sur les infrastructures commerciales de Dar es-Salaam en offrant des espaces de bureau très demandés et en aidant le secteur des services à se développer en Tanzanie.

Ce projet reflète également l'implication croissante d'IFC dans des investissements « Sud-Sud », notamment des projets exécutés en Afrique par des sociétés de pays en développement en Afrique. La participation d'IFC favorise des apports de capitaux plus réguliers et encourage l'adoption de normes rigoureuses qui sont décisives pour le développement économique de l'Afrique. Pendant l'exercice 10, IFC a contribué à faciliter 71 projets d'investissement Sud-Sud en prenant des engagements s'élevant au total à 1,7 milliard de dollars.

de l'eau plus propre et un avenir plus sain



Dans le village de Mohan Prasad, en Inde, des flambées de typhoïde, de paludisme et autres maladies d'origine hydrique survenaient régulièrement. L'eau salubre était un luxe hors d'atteinte.

ASIE DU SUD



La situation est en train de changer grâce à une technologie de stérilisation par rayonnement ultraviolet bon marché proposée par un client d'IFC, WaterHealth International, pour les populations pauvres vivant dans des régions sans accès à l'eau potable. L'entreprise peut, grâce à cette technologie innovante, éliminer rapidement les microbes de l'eau et donc fournir une eau potable, purifiée, pour moins de quelques centimes le litre, ce que même les plus pauvres peuvent se permettre.

« Tout le monde au village a maintenant accès à une bonne eau potable, » dit Prasad, qui vit à Nadigudem dans l'État d'Andhra Pradesh.

Water Health International (WHI) est entrée sur le marché indien en 2005, peu après avoir bénéficié, en phase de démarrage, d'un investissement d'IFC de 1,2 million de dollars qui l'a aidé à attirer d'autres investisseurs tels Dow Chemical (États-Unis) et ICICI Bank (Inde). Aujourd'hui, rien qu'en Inde, WHI fournit de l'eau salubre à un prix abordable à plus d'un million de personnes.

Le coût de la construction de réseaux centralisés d'approvisionnement en eau salubre peut être exorbitant, même pour des pays développés. Grâce à l'aide d'IFC, WHI a mis au point une solution de rechange qui pourrait servir de modèle dans les zones rurales et en périphérie urbaine : des systèmes de purification qui permettent à ces communautés d'utiliser sans risque les ressources en eau disponibles sans qu'il soit nécessaire de réaliser de grands projets d'infrastructure.

IFC soutient l'expansion de WHI pour lutter contre les maladies d'origine hydrique qui sont à l'origine de centaines de milliers de décès chaque année en Inde, soit plus que dans tout autre pays. Les investissements d'IFC permettront à WHI d'installer plus de 600 systèmes de purification dans les communautés rurales d'Inde, du Bangladesh et du Ghana dans les deux années à venir.

WaterHealth a installé des systèmes de purification de l'eau dans près de 300 villages de l'État d'Andhra Pradesh. Par le biais de ses centres de distribution d'eau, WHI fournit également des emplois d'agent d'exploitation — c'est le cas de Prasad — d'ingénieurs en maintenance et de formateurs pour apprendre aux gens du village à faire fonctionner les machines et à collecter les recettes.

encourager des partenariats public-privé productifs



Un million de personnes vivent à Periperi, un quartier défavorisé de la ville de Salvador au Brésil. Depuis une vingtaine d'années, ils n'avaient même pas d'hôpital pouvant traiter des urgences.

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES



Cette situation est sur le point de changer avec Hospital do Subúrbio, le premier hôpital construit dans cette partie de la ville depuis 20 ans et le premier du pays à fonctionner dans le cadre d'un partenariat public-privé.

IFC a été le conseiller principal du gouvernement de l'État de Bahia qui construit l'hôpital. Ce dernier, qui comptera 298 lits, devrait accueillir 20 000 patients hospitalisés et 12 000 patients ambulatoires chaque année. Pour beaucoup de gens de la région, l'ouverture de l'hôpital sera leur première occasion d'accéder facilement à des services de chirurgie, d'orthopédie et autres prestations médicales spécialisées.

« Je suis heureux de travailler à la construction d'Hospital do Subúrbio, pour que ma famille et les autres puissent en profiter, » dit Carlos Nascimento, qui est maçon.

L'hôpital sera équipé et géré par un consortium privé pendant 10 ans, après quoi il repassera sous le contrôle de l'État. Les spécialistes d'IFC ont aidé à préparer l'étude de faisabilité, l'analyse économique et le montage du projet

pour le contrat de concession. IFC a également accordé son aide à la consultation du public et au processus d'appel d'offres, dans des conditions de transparence très strictes.

À une époque marquée par des ressources réduites et des besoins croissants, les pouvoirs publics de nombreux pays cherchent à faire plus avec moins, c'est à dire augmenter la qualité et la quantité des investissements dans les infrastructures tout en limitant les financements publics et les risques. IFC les aide, dans ce but, à mettre en place des partenariats public-privé et d'autres modalités de participation du secteur privé. Elle est le seul organisme multilatéral à proposer directement aux représentants de l'État des services-conseil concernant la participation du secteur privé dans les infrastructures, la santé et l'éducation.

En 2010, IFC a réussi à mettre en place 10 partenariats public-privé pour répondre à des besoins en matière d'infrastructures et de soins de santé de base. Ces partenariats, qui ont donné de bons résultats, ont également permis de réaliser des économies budgétaires à hauteur de 1,4 milliards de dollars et de mobiliser 1,7 milliard de capitaux privés.

eau et urbanisation : impact dans le monde

IFC déploie toutes ses ressources pour répondre aux besoins croissants en eau du monde en développement et soulager les pressions exercées sur des villes de plus en plus peuplées. Les clients d'IFC ont distribué de l'eau à près de 35 millions de personnes en 2009 et assuré des soins de santé à près de 8 millions de patients qui en avaient besoin. En Europe de l'Est, la Société contribue à la remise en état des réseaux d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées. En Ouganda, les agents des services publics reçoivent des formations dans le domaine de l'eau et, au Pérou, des millions de personnes vont bénéficier d'un dispositif de traitement des eaux en partie financé par IFC.

BRÉSIL

Le prêt de 65 millions de réals brésiliens accordé par IFC aidera Grupo Ser Educacional à offrir des services d'enseignement de haute qualité dans des régions mal desservies et à des étudiants ayant très peu de revenus.

PÉROU

IFC accorde 65 millions de dollars pour aider la société Sedapal à Lima à construire une usine de traitement des eaux qui profitera à plus de 2,4 millions de résidents ayant de faibles revenus.

EUROPE DE L'EST

L'investissement d'IFC, à hauteur de 100 millions d'euros, dans la société Veolia Voda en République tchèque permettra d'aider cette dernière à réhabiliter et moderniser les réseaux d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées en Europe de l'Est.

RUSSIE

IFC travaille avec les services des eaux municipales et des sociétés privées pour les aider à améliorer l'efficacité de l'approvisionnement en eau et la qualité des rejets d'eaux usées.

CHINE

Le financement à hauteur de 25 millions de dollars accordé par IFC à la société Healthway Medical Corporation Ltd., basée à Singapour, contribuera à élargir l'accès à des soins de santé de bonne qualité dans des régions chinoises mal desservies.

NIGÉRIA

IFC fournit un montant de 150 millions de dollars sous forme de prêts syndiqués pour aider Helios Towers Nigeria Ltd. à améliorer l'accès à des services de télécommunications de qualité et d'un prix abordable.

OUGANDA

La Société a aidé les autorités à mettre en œuvre une stratégie pour accroître l'efficacité de l'approvisionnement en eau des petites villes grâce à des partenariats public-privé.

RWANDA

IFC a garanti une lettre de crédit émise par Kenya Commercial Bank, permettant à Cimerwa, la plus grosse cimenterie du pays, d'importer des matériels et d'améliorer sa compétitivité.

KENYA

IFC fournit des services-conseil et des financements à la société Spencon International pour développer ses activités dans les infrastructures en Afrique de l'Est et en Afrique australe.

AFRIQUE DU SUD

Un partenariat stratégique avec le Groupe sud-africain Life Healthcare contribuera au transfert du savoir-faire du Groupe en matière de gestion des hôpitaux vers d'autres pays.

les leçons de l'expérience

Même les projets qui ont l'impact le plus marqué sur le développement peuvent être améliorés.

Institution de savoir, IFC se targue d'analyser en permanence ses atouts et ses faiblesses afin d'en tirer des enseignements pratiques. De ce fait, ses investissements, ses conseils et ses efforts de mobilisation sont plus efficaces et elle peut éviter de reproduire les erreurs commises.

De concert avec le Groupe indépendant d'évaluation et le Conseiller/Ombudsman pour l'application des directives, IFC examine les préoccupations des personnes concernées par son action et évalue sa performance en termes généraux. Elle mesure l'incidence intersectorielle qu'un projet peut avoir sur bon nombre d'entreprises et de régions. Cette approche, suivie de façon systématique, augmente la crédibilité et la confiance et renforce la transparence de l'action d'IFC pour les parties prenantes.

LA CRISE FINANCIÈRE — ADAPTER LA STRATÉGIE

L'approche retenue par IFC pour promouvoir le développement du secteur privé a évolué du fait de la crise financière internationale. L'environnement économique a changé et incité non seulement les clients d'IFC mais aussi IFC et d'autres institutions de développement à adopter de nouvelles manières de travailler.

Les économies du monde développé étant affaiblies, IFC s'est employée à aider les économies émergentes dépendantes des exportations à établir et mobiliser des sources de croissance intérieures et notamment à prendre en compte les défis et les opportunités que représente une urbanisation rapide. L'année dernière par exemple, la Société a investi 40 millions de dollars pour contribuer à moderniser et développer les opérations de Masan Foods, une entreprise vietnamienne de produits alimentaires conditionnés qui fait le lien entre les agriculteurs locaux et une base croissante de consommateurs issus de la classe moyenne urbaine.

IFC accorde une importance particulière à la prestation de services-conseil visant à aider ses clients à mieux gérer leurs risques et à améliorer le gouvernement d'entreprise. La Société a redoublé d'efforts pour aider les autorités nationales à mettre au point des mécanismes et des réglementations sur les marchés financiers pour faire face à l'insolvabilité des entreprises. Elle a par exemple en Ukraine, l'un des pays les durement plus touchés par la crise, aidé le ministère de l'Économie à déterminer comment améliorer le cadre réglementaire pour les administrateurs d'insolvabilité et formuler un cadre de règlement à l'amiable des différends.

La crise a souligné l'importance de la création de partenariats et de la promotion d'une coordination des mesures internationales prises face aux défis du développement. Plusieurs initiatives lancées par IFC en réponse à la crise (voir page 14) font intervenir des partenariats entre le secteur public et le secteur privé et entre les organismes de développement multilatéraux et les bailleurs de fonds. En outre, la crise a démontré à quel point il est crucial d'avoir mis en place des ressources humaines et financières et des programmes avant le déclenchement d'une crise. Les efforts de préparation d'IFC contribuent grandement à la rapidité de sa riposte.

Le Groupe indépendant d'évaluation a examiné l'action menée par IFC et a conclu que sa performance reflétait les leçons tirées des crises précédentes, mais qu'elle avait aussi manqué quelques opportunités. Notamment,

— Rapidité et efficacité : Anticipant les troubles financiers, IFC a commencé à se préparer à aider ses clients dès 2007. Les nouveaux investissements ont baissé de 7 % pendant la crise, soit moins que la moyenne de 40 % enregistrée pour les crises précédentes. Les investissements dans les pays les plus pauvres ont augmenté de 25 %.

— Conception de la riposte : Les initiatives d'IFC ont été ambitieuses et innovantes, et elles ont mobilisé 25 milliards de dollars entre les exercices 09 et 11. Les initiatives ont été ciblées, temporaires et fondées sur des partenariats, démontrant une capacité de « tirer les leçons des crises précédentes ».

— Adaptation : IFC a fait preuve de souplesse en s'ajustant à l'évolution des circonstances. En 2009 par exemple, elle a créé une équipe d'appui aux opérations (Back Office Operational Team) pour coordonner les initiatives et gérer les obligations fiduciaires envers les bailleurs de fonds et les investisseurs.

— Coordination : Les partenariats avec d'autres organismes de financement du développement ont été un trait marquant de la réaction d'IFC à la crise, et ont envoyé un signal fort aux marchés des capitaux pour leur indiquer que ces organismes adopteraient « des actions conjointes sans précédent pour éviter un effondrement systémique du système bancaire ».

— Capacités financières et rôle de stabilisation conjoncturelle : Pour préserver ses capacités financières et maintenir sa notation AAA, IFC s'est fortement concentrée sur la gestion de portefeuille. Elle a aussi sélectionné ses nouvelles opérations avec beaucoup de soin. Cette approche était fondée mais elle peut lui avoir fait manquer quelques « bonnes opportunités d'avoir un impact par le biais de nouveaux investissements ».

Les conclusions complètes du rapport d'étape de l'IEG sur la réponse du Groupe de la Banque mondiale à la crise intitulé « *The World Bank Group Response to the Global Crisis* » figurent à l'adresse suivante : www.ifc.org/WBCrisisResponse.

L'HUILE DE PALME : L'APPROCHE D'IFC

Le secteur de l'huile de palme est riche de possibilités en matière de développement durable — mais aussi lourd de défis.

La production durable d'huile de palme présente de nombreux avantages qui peuvent contribuer à promouvoir l'objectif d'IFC, c'est-à-dire réduire la pauvreté et améliorer les conditions de vie. C'est une importante source d'emplois et de revenus pour des millions de ruraux pauvres. En Indonésie par exemple, ce secteur emploie directement ou indirectement pas moins de 6 millions de personnes et peut contribuer à l'amélioration de la santé et de l'éducation.

Les opportunités peuvent cependant s'accompagner de risques. L'année dernière, les financements par IFC du secteur de l'huile de palme ont été suspendus en attendant la mise en place de mesures de sauvegarde destinées à s'assurer que les prêts n'entraînent pas des impacts défavorables sur le plan social ou environnemental. Ces mesures ont été prises suite aux conclusions d'un audit indépendant des investissements d'IFC dans Wilmar Group, l'une des plus grandes sociétés de production et de transformation d'huile de palme au monde. L'audit du Conseiller/Ombudsman pour l'application des directives, qui relève directement du Président du Groupe de la Banque mondiale, a conclu qu'IFC « n'avait respecté ni l'esprit ni la lettre de ses propres Normes de performances » dans son évaluation des investissements de Wilmar Group.

IFC s'emploie à tirer les leçons de cette expérience pour s'améliorer. La Société travaille avec la Banque mondiale à la mise au point d'un cadre commun pour guider sa participation à des activités dans le secteur de l'huile de palme. Ce cadre est établi en consultation avec de multiples parties prenantes, qui aident à l'élaboration de principes directeurs pour les activités dans le secteur, en cherchant tout particulièrement à maximiser les réalisations au plan du développement pour les communautés locales et à minimiser les impacts défavorables sur le plan social ou environnemental.

IFC cherche, dans le cadre de ce processus, à connaître l'opinion de différentes parties prenantes concernant les principaux défis auxquels est confronté le secteur de l'huile de palme et les opportunités qu'il peut offrir. Il s'agit notamment des organisations de la société civile, des communautés concernées, des bailleurs de fonds, des actionnaires, des partenaires, des représentants du secteur privé, des pouvoirs publics et des groupes de spécialistes de l'agroalimentaire et de l'agriculture. Le cadre stratégique renforcera l'engagement pris par IFC de maintenir au centre de ses préoccupations en matière de développement la recherche de résultats positifs, notamment sur le plan de la durabilité environnementale et sociale.

AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE, AMÉLIORER LES SOINS DE SANTÉ

IFC a sensiblement contribué à améliorer les conditions de vie en investissant dans les soins de santé, accomplissement qui reflète les leçons tirées de l'expérience.

L'année dernière, un examen sur dix ans des projets d'IFC réalisé par le Groupe indépendant d'évaluation (IEG) a conclu que les projets dans le secteur de la santé entrepris avant 1999 n'avaient pas obtenu de bons résultats en partie parce que la sélection et le montage des transactions n'avaient pas bénéficié des compétences spécialisées requises. Ces résultats tiennent dans une certaine mesure au manque d'expérience initial d'IFC dans ce secteur et aux effets de crises financières dans certaines régions. L'IEG a toutefois déterminé que la performance de la Société s'est améliorée avec l'expérience ; les investissements plus récents ont eu de bons résultats financiers et affichent de meilleures réalisations au plan du développement, notamment en ce qui concerne l'élargissement de l'accès aux services et l'adoption de normes plus rigoureuses.

IFC a cherché à améliorer l'impact social des initiatives en matière de santé en soutenant des investissements produisant des avantages plus larges aux groupes de population pauvres (comme le recommandait le rapport de l'IEG), notamment en augmentant les investissements axés sur les médicaments génériques à faible coût et les technologies ciblant les problèmes de santé des populations pauvres. La majorité des projets pharmaceutiques soutenus par IFC se sont traduits par « des baisses significatives » des prix des médicaments génériques, selon l'IEG.

Pour renforcer son impact, IFC a intégré ses opérations d'investissement à ses activités de services-conseil et accru son soutien aux partenariats public-privé. Ces partenariats sont encore relativement nouveaux dans le secteur de la santé des économies émergentes, mais ils suscitent de plus en plus d'intérêt et l'IFC joue un rôle de pionnier dans ce domaine.

IFC a également amélioré la performance de ses investissements en soutenant des approches innovantes et des plans d'activité permettant d'élargir l'accès des populations pauvres aux services de santé. La Société encourage en effet ses clients à investir leurs capitaux dans les pays à faible revenu et sur les marchés pionniers et à faire bénéficier ceux-ci de leurs compétences spécialisées ; elle travaille avec des banques pour procurer des financements à de petites sociétés et elle aide ses clients à toucher des groupes de population ayant de faibles revenus dans les petites villes.

IFC collabore aussi étroitement avec la Banque mondiale pour accroître son impact au plan du développement dans le cadre de l'Initiative pour la santé en Afrique, qui doit permettre de mobiliser jusqu'à un milliard de dollars pour renforcer la prestation de soins de santé responsables sur le plan social en Afrique subsaharienne.

lieu de rencontre

IFC, la plus importante institution mondiale d'aide au développement dont les activités concernent le secteur privé, a une mission particulière qui consiste à créer des opportunités dans les marchés émergents.

IFC catalyse la croissance du secteur privé partout où son impact peut être le plus fort — en montrant la voie à suivre et en mettant en évidence l'importance d'obtenir de solides résultats au plan du développement. Elle met à profit son rôle de chef de file du développement du secteur privé en aidant à relever les normes internationales de développement durable et en collaborant avec d'autres acteurs pour s'attaquer aux problèmes de développement les plus pressants à l'heure actuelle. Elle mobilise des ressources bien supérieures à ses propres fonds pour accroître le volume des capitaux et la quantité de connaissances spécialisées auxquels les pays et les régions les plus pauvres du monde peuvent avoir accès.

entre valeurs et produits

Les activités d'IFC présentent de nombreux avantages pour les bénéficiaires de son action.

IFC a une solide assise financière — et affiche de bons résultats que la conjoncture soit favorable ou difficile — de sorte qu'elle est un partenaire sur lequel ses clients peuvent compter à long terme. La Société conçoit de longue date des produits et services innovants qui aident ses clients à prospérer et à se développer. Elle privilégie dans une mesure croissante les pays et les régions les plus pauvres de la planète et dispose d'un portefeuille de plus en plus important de micros, petites et moyennes entreprises, qui contribuent de manière cruciale à la création d'emplois et à l'ouverture de nouvelles opportunités.

l'action de l'IFC

IFC fournit bien plus que des ressources financières à ses clients. Elle associe investissements et services-conseil pour aider le secteur privé à rechercher des solutions aux plus graves problèmes de développement d'aujourd'hui.

Les trois catégories d'activité d'IFC (services d'investissement, services-conseil et gestion d'actifs) se complètent et permettent à la Société de mettre ses connaissances spécialisées de portée mondiale au service de ses clients dans plus de 80 pays en développement.

Ses financements répondent à des besoins tant immédiats qu'à long terme et s'accompagnent de services-conseil qui aident les entreprises à se développer rapidement et de manière durable — par l'innovation, le relèvement des normes, l'atténuation des risques et le partage des connaissances d'une branche d'activité ou d'une région à l'autre.

IFC mobilise des ressources auprès de ses nombreux partenaires, ce qui lui permet d'accroître le volume des capitaux et des connaissances spécialisées pouvant être utilisés pour améliorer les conditions de vie des populations dans les pays en développement. La Société montre ainsi l'exemple au secteur privé et a un impact sur les grandes orientations, ce qui renforce l'effet de son action sur les populations pauvres. Les familles ayant de faibles revenus ont ainsi plus facilement accès aux écoles et aux hôpitaux. Les résidents de villages reculés peuvent être raccordés aux sources d'alimentation en eau et en électricité dont ils ont tant besoin. Enfin, les petits agriculteurs sont mieux en mesure de vendre leurs produits en exploitant les possibilités offertes par la chaîne d'approvisionnement mondiale.

Qu'il s'agisse d'investissement, de services-conseil ou de mobilisation de fonds, la Société conjugue présence à l'échelle mondiale et savoir-faire local pour obtenir des résultats et *créer des opportunités là où elles font le plus défaut.*



IFC Société financière internationale
Groupe de la Banque mondiale

Label IFC

Marque de valeur

INNOVATION Associer les partenaires, Concevoir des solutions	DÉMONSTRATION Mobiliser des capitaux, Établir des normes	INFLUENCE Orienter les grands principes, Valider des concepts	IMPACT Obtenir des résultats, Échanger des idées
---	---	---	---

Créer des opportunités là où elles font le plus défaut

les trois catégories d'activité d'IFC :

Services d'investissement d'IFC

IFC, qui est la plus importante source de financements multilatéraux pour le secteur privé dans le monde en développement, offre des services d'investissement essentiels dans des domaines que ne visent généralement pas les capitaux privés. Sa large gamme de produits et services financiers aide à faire reculer la pauvreté et à stimuler la croissance à long terme en soutenant des entreprises qui peuvent en faire bon usage, en encourageant l'entrepreneuriat et en mobilisant des ressources qui ne seraient autrement pas disponibles. Il est important de noter que les services d'investissement d'IFC prouvent, s'il en est besoin, que les investisseurs peuvent donner une impulsion au développement dans les économies émergentes tout en réalisant des profits.

Les produits financiers d'IFC sont adaptés aux besoins de chaque projet. La Société fournit des capitaux-développement, mais l'essentiel des financements provient des propriétaires du secteur privé qui sont aussi responsables de la direction de l'entreprise et de la gestion des opérations.

Durant l'exercice écoulé, la Société a investi 12,7 milliards de dollars dans 528 projets, dont 4,9 milliards de dollars ont été consacrés à des projets dans des pays IDA. Elle a également mobilisé des ressources additionnelles à hauteur de 5,4 milliards de dollars à l'appui du secteur privé dans des pays en développement.

Services-conseil d'IFC

Le développement économique est souvent entravé dans les pays où les opérations et l'expansion des entreprises privées se heurtent à des obstacles.

Pour aider le secteur privé dans les marchés émergents à surmonter ces obstacles, IFC lui propose un appui qui ne se limite pas à ses concours financiers. La Société fournit des services-conseil, propose des solutions aux problèmes rencontrés et assure des formations aux entreprises, aux industries et aux pouvoirs publics. Elle a pu constater, dans le cadre de ses activités, que les entreprises ont besoin de bien plus que des investissements financiers pour prospérer : elles ont besoin d'un cadre législatif propice à l'entrepreneuriat et de conseils sur les meilleures pratiques dans leur domaine. IFC conseille aussi les autorités nationales et les administrations locales sur les moyens d'améliorer le climat de l'investissement. Près de la moitié des projets de services-conseil sont destinés aux pouvoirs publics. La Société aide également les clients dans lesquels elle investit à améliorer leur gouvernement d'entreprise et à mieux inscrire leurs opérations dans la durée.

IFC fournit des conseils par le biais de plus d'un millier d'agents spécialisés basés dans plus de 84 bureaux répartis dans 66 pays. Ces activités sont financées par des contributions des bailleurs de fonds partenaires, d'IFC et de clients. Les dépenses au titre des services-conseil pour l'exercice 10 ont atteint 268 millions de dollars, dont 61 % pour des pays IDA.

IFC asset management company

IFC Asset Management Company (AMC) est une société de gestion de fonds de placement privés. Cette société a été créée pour mettre à profit les très importantes ressources financières détenues dans des fonds souverains, des fonds de pension et par d'autres investisseurs institutionnels, en saisissant des opportunités d'investissement profitables dans les pays où les capitaux font le plus défaut. AMC, dont IFC détient l'intégralité du capital, place les capitaux mobilisés auprès de tiers en même temps que les fonds de la Société dans l'ensemble du monde en développement. Par cette démarche, IFC élargit la portée de son action au plan du développement en attirant des investisseurs. Cette approche peut avoir un impact durable. En mettant en évidence les avantages financiers et les possibilités d'expansion qu'offrent les investissements réalisés dans ces marchés — ainsi que leur impact au plan du développement — AMC vise à encourager les investisseurs à revoir la composition de leurs portefeuilles à long terme. AMC permet à IFC d'investir plus qu'elle ne le pourrait seule. En contrepartie, elle donne aux investisseurs accès au portefeuille des opérations d'IFC et à ses profondes connaissances spécialisées des pays en développement.

l'action d'IFC : services d'investissement d'IFC

PRÊTS

IFC consent des financements sur projet et des prêts aux entreprises pour son propre compte pour une période allant généralement de 7 à 12 ans. Elle accorde aussi des prêts à des intermédiaires bancaires, à des sociétés de crédit-bail et à d'autres institutions financières qui rétrocèdent ces ressources.

Si, dans le passé, ses prêts étaient généralement libellés dans la monnaie des grandes nations industrielles, IFC accorde maintenant la priorité au montage de produits en monnaie nationale. Le portefeuille de prêts décaissés par IFC comprend des prêts libellés en 25 monnaies nationales, dont le réal brésilien, le peso colombien, le yuan renminbi, la roupie de l'Inde, la roupie indonésienne, le peso mexicain, le naira du Nigéria, le rouble russe, le rand sud-africain et le kwacha zambien.

Au cours de l'exercice 10, IFC a engagé 5,7 milliards de dollars au titre de nouveaux prêts.

PARTICIPATIONS

Les prises de participations fournissent l'appui au développement et le capital-développement à long terme dont les sociétés privées ont besoin. Ces investissements offrent également des possibilités de soutenir le gouvernement d'entreprise et de renforcer la responsabilité sociale.

IFC prend des participations dans des sociétés directement ou par le biais de fonds de participation privés. Ce compartiment du portefeuille de la Société se chiffrait au total à 11 milliards de dollars, à sa juste valeur, à la fin de l'exercice 10.

En règle générale, IFC prend une participation de 5 à 20 % au capital d'une entreprise. Elle encourage les sociétés dans lesquelles elle investit à élargir l'actionnariat en procédant à leur inscription en bourse et, par conséquent, à développer les circuits des marchés financiers locaux. Elle investit également par le biais de prêts avec une composante de participation aux bénéfices, de prêts convertibles et d'actions privilégiées.

FINANCEMENT DU COMMERCE

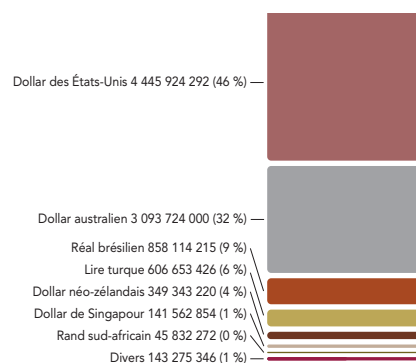
Le Programme de financement du commerce mondial mis en place par IFC garantit les obligations de paiement d'institutions financières agréées au titre d'échanges. Il permet d'accroître le volume des crédits commerciaux que les banques peuvent accorder et de compléter les financements de ces dernières en faisant bénéficier de mécanismes d'atténuation des risques, au cas par cas, plus de 190 banques réparties dans plus de 80 pays.

Au cours de l'exercice 10, IFC a émis plus de 2 800 garanties d'un montant total de 3,46 milliards de dollars. Plus de 51 % du volume des garanties émises ont bénéficié à des pays admis à emprunter à l'IDA.

La Société a également mis en place le Programme de liquidités pour le commerce mondial (GTLP), initiative menée en riposte à la crise et à laquelle un prix a été décerné.

PRÊTS SYNDIQUÉS

Le programme de prêts syndiqués d'IFC, le plus ancien et le plus important programme de syndication des banques multilatérales de développement, est un important outil de mobilisation de capitaux au service du développement. Depuis sa mise en place en 1957, ce programme a permis de mobiliser plus de 34 milliards de dollars auprès de plus de 550 institutions financières au titre de projets réalisés dans une centaine de marchés émergents.



Durant l'exercice 10, 44 % du volume total de prêts syndiqués ont bénéficié à des pays IDA et à des régions pionnières — ce qui représente l'un des niveaux les plus élevés atteints au cours des dernières années. IFC a également mobilisé au total 2 milliards de dollars grâce aux prêts B, aux prêts parallèles et au produit des cessions de participations à des prêts A. Au 30 juin 2010, le portefeuille de prêts syndiqués engagés par IFC se chiffrait au total à 9,3 milliards de dollars.

PRODUITS TITRISÉS

Les produits structurés et les produits titrisés permettent de mettre à la disposition des clients d'IFC des financements d'un bon rapport coût-efficacité qu'ils auraient des difficultés à obtenir autrement. Parmi ces produits figurent les garanties partielles de crédit, les mécanismes structurés de liquidités, les instruments de transfert de risque de portefeuille, les opérations de titrisation et les produits financiers islamiques. IFC exploite ses compétences spécialisées en matière de montage de financement, ainsi que la notation AAA que lui attribuent les agences de notation internationales, pour aider ses clients à diversifier leurs sources de financement, à allonger leurs échéances et à contracter des emprunts dans la monnaie de leur choix. Grâce à ces produits, la Société a mobilisé au total 797 millions de dollars au profit de ses clients durant l'exercice 10.

SERVICES DE GESTION DES RISQUES

IFC fournit des produits dérivés à ses clients pour leur permettre de couvrir les risques associés aux taux d'intérêt, aux taux de change et aux prix des produits de base. IFC assure l'intermédiation entre ses clients dans les pays en développement et les teneurs de marchés de produits dérivés afin de permettre à ses clients d'avoir pleinement accès aux produits de gestion des risques.

SERVICES DE TRÉSORERIE

IFC finance ses activités de prêt en émettant des obligations sur les marchés financiers internationaux et elle est souvent la première institution multilatérale à émettre des obligations en monnaie nationale sur de nombreux marchés émergents. La majeure partie des prêts consentis par IFC sont libellés en dollars mais l'institution emprunte en diverses monnaies de manière à diversifier l'accès à des capitaux, à réduire le coût des emprunts et à promouvoir le développement des marchés financiers locaux. Les emprunts d'IFC ont continué de progresser parallèlement à ses activités de prêt. Les nouveaux emprunts sur les marchés internationaux se sont chiffrés, au total, à l'équivalent de 8,8 milliards de dollars pour l'exercice 10.

GESTION DES LIQUIDITÉS

Le montant total des actifs liquides inscrits au bilan était de 21 milliards de dollars au 30 juin 2010, contre 17,9 milliards de dollars l'exercice précédent. La majorité des liquidités sont libellées en dollars. Les risques associés aux liquidités libellées en des devises autres que le dollar donnent lieu à des opérations de couverture en dollars qui permettent de gérer les risques de change. Le montant total des actifs liquides qui doit être détenu est déterminé dans le but d'assurer un niveau de ressources suffisant pour que la Société puisse faire face à ses engagements même en cas de tensions sur les marchés.

l'action d'IFC : services-conseil

ACCÈS AU CRÉDIT

IFC aide à accroître l'offre et à réduire le coût des services financiers, en particulier pour les micros, petites et moyennes entreprises. Ses trois priorités dans ce domaine consistent à : renforcer les institutions financières, y compris les institutions non bancaires ; améliorer l'infrastructure financière ; et améliorer le cadre juridique et réglementaire. À la clôture de l'exercice 10, IFC disposait d'un portefeuille de 238 projets en cours dans 68 pays, représentant près de 290 millions de dollars. Les dépenses au titre des projets de l'exercice 10 se chiffraient au total à environ 50 millions de dollars, dont 50 % concernaient des pays IDA et 14 % des États fragiles ou des pays touchés par un conflit.

CONSEILS AUX ENTREPRISES

Les conseils fournis aux entreprises par IFC couvrent quatre domaines prioritaires : amélioration du gouvernement d'entreprise ; création de marchés pour les petites et moyennes entreprises et amélioration de leurs capacités de gestion ; contribution aux entreprises économiquement viables dont les activités peuvent être développées ; et renforcement de la responsabilité citoyenne et de la participation à la vie des communautés locales. À la clôture de l'exercice 10, IFC disposait d'un portefeuille de 187 projets en cours dans 68 pays, représentant 145 millions de dollars. Les dépenses au titre des projets de l'exercice 10 se chiffraient au total à environ 34 millions de dollars, dont 56 % concernaient des pays IDA et 14 % des États fragiles ou des pays touchés par un conflit.

VIABILITÉ ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

IFC encourage l'application de modèles d'activité économique permettant de dégager des profits qui sont favorables au développement social et aussi respectueux de l'environnement. Cette branche des services-conseil couvre trois domaines prioritaires : prise en compte du changement climatique, valorisation des ressources humaines et du capital social, et lutte contre l'appauvrissement de la diversité biologique. À la clôture de l'exercice 10, IFC disposait d'un portefeuille de 76 projets en cours dans 28 pays, représentant près de 110 millions de dollars. Les dépenses au titre des projets de l'exercice 10 se chiffraient au total à environ 17 millions de dollars, dont 42 % concernant des pays IDA et 3 % des États fragiles ou des pays touchés par un conflit.

INFRASTRUCTURES

IFC contribue à élargir l'accès aux infrastructures et à d'autres services essentiels en aidant les pouvoirs publics à concevoir et à mettre en place des partenariats public-privé viables à long terme. À la clôture de l'exercice 10, IFC disposait d'un portefeuille de 91 projets en cours dans 53 pays, représentant plus 130 millions de dollars. Les dépenses au titre des projets de l'exercice 10 se chiffraient au total à 26 millions de dollars, dont 40 % concernant des pays IDA et 14 % des États fragiles ou des pays touchés par un conflit.

CLIMAT DE L'INVESTISSEMENT

IFC facilite le développement de marchés compétitifs, la croissance et la création d'emplois, en aidant les pouvoirs publics à réformer le cadre de l'activité économique. À la clôture de l'exercice 10, IFC disposait d'un portefeuille de 144 projets en cours dans 67 pays, représentant plus 185 millions de dollars. Les dépenses au titre des projets de l'exercice 10 se chiffraient au total à 53 millions de dollars, dont 75 % concernant des pays IDA et 32 % des États fragiles ou des pays touchés par un conflit.

l'action d'IFC : IFC Asset Management Company

IFC investit ses propres ressources dans ses pays membres depuis plus de 50 ans. Maintenant elle utilise les connaissances spécialisées qu'elle possède pour investir aussi les capitaux d'autres acteurs. Au cours de l'exercice 09, les administrateurs d'IFC ont créé une nouvelle filiale, dont la Société détient l'intégralité du capital, qui gère des fonds de tiers. Société à responsabilité limitée, IFC Asset Management Company, mobilise des ressources auprès de fonds souverains, de fonds de pension et d'autres investisseurs institutionnels, et les place suivant la démarche éprouvée d'IFC.

But recherché : accroître les apports de fonds propres à long terme dans les pays en développement et les marchés pionniers d'une manière qui appuie les objectifs de développement d'IFC et génère des bénéfices pour les investisseurs.

Au 30 juin 2010, AMC gérât des actifs d'une valeur approximative de 4 milliards de dollars dans le cadre de deux fonds de la Société : le Fonds de recapitalisation et le Fonds pour l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes (le Fonds ALAC). Ces fonds élargissent la portée de l'action de développement d'IFC et permettent aux investisseurs externes de profiter des compétences d'IFC dans le domaine de l'investissement et des solides résultats qu'elle affiche en termes de rendement du capital.

FONDS DE RECAPITALISATION D'IFC

Financé à hauteur de 3 milliards de dollars, le Fonds de recapitalisation investit dans des banques commerciales ayant une importance systémique dans les économies des pays en développement. Il est alimenté conjointement par des engagements de Japan Bank for International Cooperation, à hauteur de 2 milliards de dollars, et d'IFC, à hauteur de 1 milliard de dollars. Au 30 juin 2010, les engagements de ce fonds au titre d'investissements atteignaient 395 millions de dollars, en faveur de cinq banques commerciales au Paraguay, en Serbie, aux Philippines, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et en Afrique de l'Ouest.

FONDS ALAC

Lancé en avril 2010, le Fonds ALAC a des engagements au titre d'investissements qui se chiffrent au total à 950 millions ; ses ressources proviennent d'IFC, de PGGM, société néerlandaise de gestion de fonds de pension, de Korea Investment Corporation, du Fonds étatique des hydrocarbures de la République d'Azerbaïdjan, de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, et d'un fonds de placement d'Arabie saoudite. Ce fonds prend des participations conjointement avec IFC dans un large éventail de secteurs en Afrique subsaharienne, en Amérique latine et dans les Caraïbes. Il vise à constituer un portefeuille de participations diversifié sur le plan géographique et en termes de branches d'activité, pouvant produire un rendement comparable aux retours sur investissement à long terme obtenus par IFC dans ces marchés. Au 30 juin 2010, le Fonds ALAC avait pris des engagements au titre d'investissements à hauteur de 66 millions de dollars dans le cadre de ses trois premières transactions.

UNE PREMIÈRE ANNÉE CONCLUANTE

Au cours des douze mois qui ont suivi son lancement, AMC a mis en place son cadre de fonctionnement, recruté une équipe centrale de spécialistes de l'investissement et géré une masse critique de fonds. Ses décisions d'investissement sont prises de manière indépendante par des comités de placements présidés par Gavin Wilson, directeur général d'AMC. M. Wilson rend compte au conseil d'administration d'AMC, qui est présidé par le Vice-président exécutif et directeur général d'IFC, Lars Thunell, et comprend une majorité de membres sans fonction de direction.

AMC continue de concevoir et de proposer des produits de gestion de fonds qui cadrent avec les priorités stratégiques d'IFC et répondent aux besoins des investisseurs.

partenariats et mobilisation

CATALYSER LES INVESTISSEMENTS EN AFRIQUE

L'accroissement des activités menées par IFC avec Ecobank Transnational Incorporated, S.A., le plus grand réseau de services financiers locaux en Afrique, aide à élargir l'accès à ces services sur des marchés mal desservis et à stimuler la reprise économique du continent ; cela montre bien l'impact que peut avoir la collaboration entre IFC et IFC Asset Management Company.

IFC, le Fonds de recapitalisation et le Fonds ALAC ont signé en juin un accord de financement en faveur d'Ecobank d'un montant de 175 millions de dollars. Étant donné l'envergure des opérations d'Ecobank en Afrique, cet investissement permettra d'apporter des capitaux à des filiales de cette banque dans beaucoup de pays n'ayant guère accès à d'autres sources de capitaux à long terme, et les aidera à faire face à la crise financière.

L'impact des investissements d'IFC : un secteur financier plus stable qui permet de créer des emplois et stimule la croissance économique. Ces investissements ont également un puissant « effet de démonstration » sur les autres investisseurs.

Ce qui fait la particularité d'IFC : cette capacité de réaliser des investissements intégrés et bien structurés dans toute une gamme de marchés pionniers, et de partager ces opportunités avec des investisseurs qui en d'autres circonstances n'auraient pas été en mesure d'investir.

Ecobank est présente dans 29 pays africains et joue un rôle important au plan systémique dans 17 de ces pays. Son envergure s'étend du Sénégal en Afrique de l'Ouest à la Tanzanie à l'est du continent, en passant par le Tchad au centre.

Le Fonds ALAC a également investi 35 millions de dollars aux côtés d'IFC pour soutenir l'expansion de HeidelbergCement en Afrique.

CAPACITÉ DE MOBILISATION D'IFC

Le succès de l'action menée par IFC en vue de promouvoir le développement du secteur privé tient notamment à ses nombreux partenariats novateurs avec les États, des fondations et la société civile. La Société maximise les résultats qu'elle peut obtenir en collaborant avec d'autres intervenants qui partagent ses objectifs. Cette collaboration permet à IFC d'accomplir ce qu'elle ne pourrait faire seule. Elle lui permet de regrouper ses ressources avec celles de ses partenaires et de tirer parti des avantages comparatifs de chacun. Elle lui permet aussi de procéder à des échanges de savoir et d'améliorer la conception et l'exécution des programmes.

Grâce à plusieurs aspects de son travail, IFC dispose d'une capacité de mobilisation à l'échelle mondiale qui la distingue des organisations régionales. Elle opère dans le monde entier, au niveau local et dans toute une gamme de secteurs, et elle peut collaborer aussi bien avec le secteur public qu'avec le secteur privé, non seulement dans les pays à faible revenu mais aussi dans les pays à revenu intermédiaire, et en partenariat avec les pays développés.

La dimension et la présence mondiales d'IFC lui permettent de tirer des enseignements de l'expérience et d'en faire bénéficier toutes les régions. La Société a également des connaissances spécialisées de classe internationale dans de nombreux domaines, notamment la gestion des risques, les services bancaires et l'évaluation des résultats, et elle peut jouer un rôle crucial dans la formulation de solutions aux problèmes de développement qui ne peuvent être résolus que de façon collective. C'est la raison pour laquelle de nombreuses banques multilatérales et institutions de développement souhaitent bénéficier des compétences spécialisées et du leadership d'IFC lorsqu'elles développent leurs opérations avec le secteur privé.

APTITUDE D'IFC À MOBILISER LES RESSOURCES

Chaque dollar investi par IFC mobilise environ 3 dollars auprès d'autres sources.

La Société s'emploie à accroître ce ratio, consciente du fait que les besoins du secteur privé dans les pays en développement sont beaucoup trop importants pour qu'elle puisse y faire face seule. Par conséquent, pour maximiser les ressources qu'elle apporte, elle travaille avec un large éventail de partenaires, dont des investisseurs privés, des banques internationales, des institutions financières internationales, des fonds souverains, des investisseurs institutionnels, des fondations philanthropiques et des administrations publiques.

Pour mobiliser des ressources auprès de tiers, IFC a généralement recours à des programmes de prêts syndiqués, qui permettent à d'autres acteurs de s'associer à elle pour investir au moyen d'opérations de prêts B, de prêts parallèles syndiqués et de cessions de participations à des prêts A. Elle mobilise également des fonds au profit de clients au moyen de produits structurés et titrisés.

La Société a élargi son approche au cours des dernières années. Les partenariats avec d'autres institutions financières internationales ont été resserrés dans le cadre du Programme de coopération des IFI, auquel IFC a contribué de manière cruciale. Depuis le début de la crise économique mondiale, la Société participe aussi à plusieurs initiatives conjointes, notamment le Plan d'action conjoint des IFI pour l'Europe centrale et l'Europe de l'Est, au titre duquel des contributions représentant l'équivalent de 34 milliards de dollars ont été annoncées en vue de soutenir les banques touchées par la crise. En outre, la Société élargit la portée de ses partenariats avec les pays bailleurs de fonds, les fondations et les organisations non gouvernementales.

La Société a également innové en créant IFC Asset Management Company, qui a pour objet de mobiliser des ressources additionnelles en permettant à des investisseurs d'avoir accès au portefeuille des transactions en cours ou prévues d'IFC et de bénéficier de ses connaissances spécialisées qui lui permettent d'obtenir des solides résultats au niveau du rendement du capital et d'avoir un impact au plan du développement.

l'action d'IFC : établissement de normes

LES NORMES DE PERFORMANCE D'IFC

Le rôle de catalyseur du développement du secteur privé que joue IFC est renforcé par la place croissante qu'accorde la Société dans ses activités à l'établissement de normes et à la conception d'outils pour aider le secteur privé à répondre aux attentes des investisseurs, des actionnaires et des parties prenantes qui se modifient rapidement.

Les Normes de performance d'IFC définissent les rôles et responsabilités qui incombent aux clients de la Société dans le cadre de la gestion de leurs projets, ainsi que les conditions à remplir pour obtenir et conserver son appui. Elles ont désormais valeur de référence au plan mondial en matière de gestion des risques environnementaux et sociaux, et facilitent une convergence rapide des normes appliquées aux financements sur projet transfrontières sur les marchés mondiaux des capitaux.

IFC a établi des normes de performance dans huit domaines. Ces normes, sur lesquelles de plus amples informations sont données à l'adresse <http://www.ifc.org/performancestandards>, font partie intégrante du Cadre pour une action durable d'IFC, que cette dernière a entrepris de mettre à jour pour la première fois cette année dans le cadre du processus d'examen de ses principes directeurs auquel doit participer un large éventail de parties prenantes dont les universités, la société civile, les populations concernées et le secteur privé. De plus amples informations sur ce processus sont fournies à l'adresse <http://www.ifc.org/policyreview>.

1

Évaluation sociale et environnementale et systèmes de gestion

2

Main-d'œuvre et conditions de travail

3

Prévention et réduction de la pollution

4

Santé, sûreté et sécurité des communautés

5

Acquisition de terres et réinstallations forcées

6

Conservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles

7

Populations autochtones

8

Patrimoine culturel



LES PRINCIPES D'ÉQUATEUR

Le rôle que joue IFC dans le domaine de l'établissement de normes environnementales et sociales au niveau mondial illustre bien la démarche qu'elle poursuit pour transformer les pratiques commerciales dans les marchés émergents.

En 2002, un groupe de banques internationales a décidé de mettre en place un cadre mondial de gestion des risques environnementaux et sociaux pour le secteur bancaire. Ce groupe a demandé à IFC de l'aider à concevoir ce qui constitue maintenant les Principes d'Équateur, qu'environ 70 institutions financières appliquent aujourd'hui pour gérer les risques sociaux et environnementaux dans le cadre du financement de projets.

Les institutions appliquant les Principes d'Équateur s'engagent à ne pas accorder de prêts au titre de projets pour lesquels l'emprunteur ne veut pas ou ne peut pas appliquer ces principes. Elles accordent aussi de plus en plus d'importance au respect des Normes de performance d'IFC. Peu de temps après l'adoption de ces normes en 2006, les Principes d'Équateur ont été actualisés pour les prendre en compte.

IFC continue d'avoir une influence croissante dans le domaine des normes sociales et environnementales. Dix-huit des institutions financières ayant adopté les Principes d'Équateur sont basées dans des marchés émergents. Dans certains pays, les Normes de performance d'IFC sont utilisées par les autorités nationales comme cadre de réglementation de l'activité bancaire. La « politique de crédit vert » adoptée par le Gouvernement chinois par exemple est basée sur ces normes. Par ailleurs, 32 organismes de crédit à l'exportation de pays membres de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques et 16 institutions européennes de financement du développement font référence aux Normes de performance d'IFC dans les projets qu'ils mènent dans le secteur privé.

TABLES RONDES SUR LES PRODUITS DE BASE AGRICOLES

La sécurité alimentaire et le changement climatique sont inextricablement liés.

Le secteur alimentaire et agroindustriel consomme jusqu'à 70 % de l'eau douce mondiale et produit jusqu'à 30 % des gaz à effet de serre. Il contribue au déboisement et à l'appauvrissement de la biodiversité. Ceci étant, ce secteur est également exposé aux pénuries d'eau et aux variations des conditions météorologiques dues à l'évolution du climat.

Il s'agit là d'un problème majeur pour la planète. Pour réduire au minimum les arbitrages à faire entre l'augmentation de la production alimentaire et la protection de l'environnement, il faut une action concertée des secteurs privé, public et financier et de la société civile. IFC apporte son concours à cet effet en fournissant son appui à des tables rondes sur l'agriculture durable.

Ces tables rondes réunissent, d'une part, producteurs, industries de transformation, distributeurs et autres participants à la chaîne d'approvisionnement des produits de base et, d'autre part, des banques et des groupes de la société civile qui se préoccupent des effets défavorables que l'agriculture peut avoir sur l'environnement. Elles permettent de dégager un consensus sur ce qui constitue une production et une transformation responsables, et favorisent l'adoption de modes de gestion plus rationnels.

Si l'on considère le cas de l'huile de palme, qui est l'huile végétale la plus utilisée au monde, récemment encore, aucune norme globale de viabilité n'était largement acceptée par les producteurs. Cela n'est plus le cas depuis l'organisation de la Table ronde pour la production durable d'huile de palme, qui a permis à l'Association des producteurs d'huile de palme de l'Indonésie, Unilever, HSBC, WWF, Oxfam, IFC, et d'autres participants de s'entendre.

Avec le concours financier du Fonds pour l'environnement mondial et d'autres donateurs, IFC intervient dans le cadre de plusieurs initiatives : la Table ronde sur la production durable d'huile de palme, la Table ronde sur le soja responsable, l'Initiative pour une meilleure canne à sucre, l'Initiative pour un meilleur coton, l'Union pour le BioCommerce éthique, et le Groupe de travail sur l'élevage bovin durable au Brésil.

GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

La qualité du gouvernement d'entreprise constitue un aspect de plus en plus important du développement durable du secteur privé, non seulement parce qu'elle renforce la capacité des entreprises à attirer des investissements et à se développer, mais aussi parce qu'elle leur permet de mieux rendre compte de leurs activités.

IFC œuvre en faveur de l'amélioration du gouvernement des entreprises dans les pays en développement, en encourageant l'adoption de pratiques plus rationnelles par les conseils d'administration, le renforcement des droits des actionnaires, et l'amélioration de la gestion des risques et de la diffusion de l'information. Elle conseille également les régulateurs, les marchés boursiers et d'autres acteurs qui souhaitent améliorer le gouvernement d'entreprise.

L'expérience d'IFC lui permet d'adapter les principes internationaux aux réalités du secteur privé dans le monde en développement. C'est pourquoi les banques de développement et d'autres investisseurs opérant dans les marchés émergents se tournent maintenant vers IFC pour que celle-ci joue un rôle moteur en matière de gouvernement d'entreprise.

La Société intervient dans ce domaine de diverses manières, notamment par le biais du Forum mondial sur le gouvernement d'entreprise, qui est un fonds fiduciaire financé par plusieurs bailleurs. Ce forum promeut le gouvernement d'entreprise auprès des régulateurs et d'organisations d'administrateurs de sociétés de premier rang. IFC réunit également des investisseurs internationaux représentant un portefeuille de plus de 3 000 milliards de dollars et des chefs d'entreprise locaux afin d'examiner les réformes nécessaires en matière de gouvernement d'entreprise pour attirer davantage de capitaux.

IFC a mis au point une méthodologie qui permet d'évaluer les risques et les opportunités associés au gouvernement d'entreprise. Ce système est jugé être le plus perfectionné de ce type par les institutions qui financent le développement.

IFC dispense une formation à ses chargés d'investissement qui leur permet de déterminer cinq caractéristiques sources de risques et d'opportunités : la détermination de l'équipe de direction de la société cliente à avoir un solide gouvernement d'entreprise ; la structure et les fonctions du conseil d'administration en termes de supervision et de stratégie ; la qualité du cadre de gestion des risques ; le degré de transparence et de diffusion de l'information ; et le traitement des actionnaires minoritaires, comme IFC.

IFC et les branches d'activité

Le rôle primordial que joue IFC dans le développement durable du secteur privé tient à un avantage distinctif : la profondeur et l'étendue de connaissances spécialisées acquises au cours de plus de 50 ans consacrés à promouvoir la réussite et l'expansion des entreprises des marchés émergents.

IFC utilise, dans ce rôle, les enseignements qu'elle tire de ses interventions dans plus de 100 pays — dans toutes les régions et dans les branches d'activité qui sont les mieux à même de relever les principaux défis du développement de notre époque. Ce savoir lui permet d'offrir à ses clients la panoplie de capacités requises pour répondre à leurs besoins, en mettant à leur service ses connaissances d'envergure mondiale en même temps que son savoir-faire local. IFC aide également les entreprises locales à mieux utiliser leur propre savoir en saisissant des opportunités dans d'autres pays en développement.

IFC exploite de plus en plus sa connaissance des branches d'activité au niveau mondial pour s'attaquer aux principaux problèmes de développement des années à venir, parmi lesquels le changement climatique, le chômage et l'urbanisation.

AGROINDUSTRIES

L'agroindustrie est une priorité stratégique pour IFC en raison de l'impact profond de ce secteur sur le développement et de sa forte contribution à la réduction de la pauvreté. Le secteur agricole est à l'origine d'au moins la moitié du PIB et de 60 % des emplois dans de nombreux pays en développement.

IFC aide le secteur privé à faire face à une demande plus importante et à la montée des prix des denrées alimentaires sans nuire à l'environnement et sans faire d'exclus au plan social. La Société soutient des initiatives mondiales pour la production durable de produits agricoles de base. Elle propose des mécanismes de financement des fonds de roulement pour aider ses clients à financer les stocks et les achats de semences, d'engrais, de produits chimiques et de carburant des agriculteurs. Pour faciliter le commerce et réduire les coûts, IFC réalise des investissements dans des infrastructures telles que les entrepôts et les chambres froides. Elle s'emploie à promouvoir l'exploitation des terres à des fins de production durable, l'amélioration de la productivité grâce au transfert de technologies, et l'utilisation la plus efficace possible des ressources.

IFC aide les entreprises à établir des références pour une production responsable, conformément aux meilleures pratiques applicables. Dans des domaines tels que la fixation du carbone, la gestion des bassins hydrographiques, la préservation de la biodiversité et la production des énergies renouvelables, IFC peut aider à générer de nouveaux revenus associés aux services environnementaux.

MARCHÉS DES CAPITAUX

Les marchés des capitaux font l'objet de près de la moitié des nouveaux investissements d'IFC chaque année. Des marchés financiers solides sont essentiels au développement : ils assurent une allocation efficace des ressources, créent des emplois et stimulent la croissance économique.

L'action d'IFC est axée, entre autres, sur les petites et moyennes entreprises, la microfinance, le commerce et le changement climatique. IFC est un investisseur de premier plan dans le secteur de la microfinance. Elle crée des produits innovants d'assurance et de financement de la chaîne d'approvisionnement pour pouvoir atteindre les populations pauvres. Elle reprend ses investissements dans le financement des logements et soutient le développement des marchés financiers à cause de la crise financière mondiale. Celle-ci fait nettement ressortir la nécessité de l'action d'IFC sur les marchés des capitaux. Les petites et moyennes entreprises, qui fournissaient plus de la moitié des emplois dans le monde entier, ont vu leurs lignes de crédit diminuer ou disparaître. Les investisseurs se tenant à l'écart des marchés financiers, IFC a pris des mesures pour combler le vide.

Pour accroître au maximum l'impact de son action, IFC collabore avec des intermédiaires financiers pour mettre des produits financiers et les meilleures pratiques à la disposition d'un plus grand nombre d'entreprises et aussi à plus d'entrepreneurs du secteur de la microfinance qu'elle ne le pourrait seule.

SANTÉ ET ÉDUCATION

IFC est le plus important investisseur multilatéral au monde dans les secteurs des services de santé et d'éducation privés des marchés émergents. Elle investit dans ces secteurs parce qu'ils sont essentiels au développement humain et économique — les services de santé contribuent à améliorer la qualité de la vie, et l'éducation constitue un puissant instrument de réduction de la pauvreté et de valorisation du capital humain.

IFC s'emploie à élargir l'accès à des services de santé et d'éducation de qualité. Elle aide à améliorer les normes de qualité et d'efficacité, à faciliter la diffusion des meilleures pratiques et à créer des emplois pour des professionnels qualifiés. IFC collabore aussi étroitement avec la Banque mondiale et les autorités nationales en vue d'adapter les stratégies des pays en développement qui n'ont pas suffisamment de ressources.

IFC s'attache à aider les entreprises partenaires à accroître l'impact de leur action au plan du développement. Outre les investissements directs qu'elle effectue dans les entreprises citoyennes, elle a également pour rôle de partager les connaissances et les compétences spécialisées dans les branches d'activité, de financer les entreprises de petites taille, de relever les normes dans les domaines de la médecine et de l'éducation, et d'aider les clients à élargir la portée de leurs services pour en faire bénéficier les populations ayant de faibles revenus.

INFRASTRUCTURES

Environ 2,5 milliards de personnes n'ont pas accès à des installations sanitaires adéquates dans les pays en développement. Au moins 1,6 milliard de personnes n'ont pas accès à l'électricité, et 884 millions ne peuvent pas se procurer de l'eau salubre.

IFC aide à élargir l'accès à l'électricité, aux transports et à l'eau en finançant des projets d'infrastructure et en fournissant aux gouvernements clients des conseils sur les partenariats public-privé.

IFC ajoute de la valeur à son action en concevant des partenariats public-privé et des projets novateurs dans des marchés difficiles. Elle atténue les risques et exploite ses capacités spécialisées, notamment pour effectuer des montages financiers. Une proportion non négligeable des services-conseil d'IFC bénéficie de l'appui d'autres institutions du Groupe de la Banque mondiale et des partenaires donateurs.

Les projets d'infrastructure d'IFC ont un solide impact au plan du développement. Dans le secteur de l'électricité, 79 % des projets d'investissement d'IFC approuvés avant 2005 affichent des réalisations notables au plan du développement. Dans le secteur de l'eau et du gaz et dans le domaine des transports, les résultats se sont établis à 77 % et 68 % respectivement.

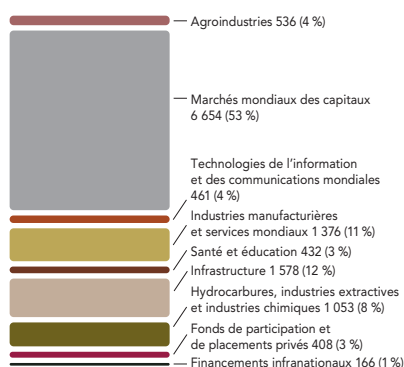
INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES ET SERVICES

Le secteur des industries manufacturières et des services contribue de manière cruciale à la création d'opportunités et à la réduction de la pauvreté dans les pays en développement. En général, les clients qui sollicitent les services d'IFC dans ce secteur créent ou préservent davantage d'emplois que ceux de tout autre secteur.

IFC a accru ses activités dans ce secteur, qui englobe les matériaux de construction, les produits forestiers, les sciences de la vie, les équipements à haut rendement énergétique, le tourisme, la distribution et les biens immobiliers. Elle investit dans des sociétés qui développent de nouveaux produits et marchés, qui se réorganisent ou qui se modernisent afin d'être plus compétitives au niveau international.

engagements par branche d'activité, ex. 10

millions de dollars



La Société privilégie les clients qui sont, ou peuvent être, des acteurs solides sur les marchés locaux. Dans les pays à revenu intermédiaire, elle apporte de plus en plus son appui aux entreprises locales de second rang et aux investissements transfrontières. Elle cherche à contribuer activement au développement des entreprises locales dans les pays les plus pauvres. Étant donné que les branches d'activité considérées comptent parmi les plus gourmandes en carbone, la Société aide ses clients à monter et à réaliser des investissements qui contribuent à réduire les émissions de carbone et la consommation d'énergie.

HYDROCARBURES, INDUSTRIES EXTRACTIVES ET INDUSTRIES CHIMIQUES

Le rôle d'IFC dans le secteur des hydrocarbures et des industries extractives et chimiques consiste à aider les pays en développement à tirer des avantages économiques durables des ressources naturelles. La Société fournit des financements et des services-conseil à ses clients du secteur privé. Elle aide également les autorités nationales à mettre en place des cadres réglementaires et à renforcer leur capacité à gérer ces branches d'activité sur l'ensemble de la chaîne de valeur, de l'extraction des ressources à la gestion des recettes et des dépenses.

Les combustibles fossiles tels que le gaz naturel permettent de faire la transition vers une économie plus décarbonnée. Outre ces combustibles, les investissements d'IFC dans le domaine de l'énergie appuient tout un ensemble de sources d'énergie traditionnelles ou de substitution, telles que l'éolienne, le solaire et le thermique.

IFC appuie les investissements du secteur privé dans les industries extractives en faisant en sorte que les populations locales en tirent des avantages concrets tels que des emplois, des infrastructures améliorées et des débouchés économiques. La Société aide également à renforcer les capacités des entreprises locales et de petite taille, collabore avec les populations locales en vue d'améliorer les avantages que procurent les projets au plan du développement à long terme, et encourage la transparence et un bon gouvernement d'entreprise afin de lutter contre la corruption.

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS

Grâce aux technologies modernes de l'information et des communications, il est plus facile aux populations pauvres d'avoir accès à des services et à des ressources. Ces technologies accroissent les opportunités ainsi que l'efficacité des marchés et des institutions.

IFC s'emploie à élargir la disponibilité de ces technologies afin de promouvoir une croissance économique durable et une bonne gouvernance, de renforcer l'intégration sociale et de faire reculer la pauvreté. Elle dirige les investissements vers des sociétés privées qui poursuivent des activités dans le domaine des infrastructures de communication et des technologies de l'information et qui mettent au point des technologies respectueuses du climat.

IFC a les moyens de mobiliser des ressources additionnelles dans le cadre de son programme de prêts syndiqués et de garanties. Elle associe presque toujours des co-investisseurs à ses projets, ce qui rassure et encourage d'autres investisseurs privés à intervenir dans des marchés souvent jugés trop risqués.

IFC aide de plus en plus ses clients à mener des opérations dans d'autres marchés en développement, au-delà de leurs frontières nationales. Selon ses estimations, chaque dollar qu'elle investit attire environ 9 dollars de financements privés.

innovations financières particulières

L'un des points forts d'IFC est sa souplesse qui lui permet de mettre au point des instruments financiers innovants pour accroître au maximum l'impact de son action dans les pays en développement.

Quelques-uns des produits marquants de l'exercice sont décrits ici :



OBLIGATION « VERTE »

La première « obligation verte » d'IFC, émise à hauteur de 200 millions de dollars, a pour objet de financer des projets respectueux du climat dans les pays en développement. Le produit de l'émission de cette obligation est versé dans un « compte vert » spécial pour financer des investissements dans les énergies renouvelables, la maîtrise de l'énergie et d'autres projets respectueux du climat. Il s'agit de la première émission obligataire d'IFC dont le produit est versé dans un compte distinct pour financer certains types de prêts. Les installations solaires et éoliennes font partie des types de projets admis à bénéficier de ces financements.



OBLIGATION « MICROFINANCE »

La première obligation émise par IFC dans le secteur de la microfinance, qui a permis de lever l'équivalent de 300 millions de dollars des États-Unis en dollars australiens, va aider à élargir l'accès au crédit des entrepreneurs ayant de faibles revenus dans les pays en développement. L'inscription à la cote et la vente de cette obligation ont été organisées par Daiwa Securities Group et les titres ont été vendus à des investisseurs japonais. Dans le cadre de cet arrangement, IFC a transféré un montant égal au produit net de l'émission obligataire à des institutions financières qui accordent des prêts aux micro-entrepreneurs dans les pays en développement, et a ainsi accru l'impact de ses activités de microfinancement.



OBLIGATION « SUKUK »

La toute première obligation dite « halal sukuk » émise par IFC à hauteur de 100 millions de dollars a permis de créer des opportunités pour les investisseurs islamiques qui souhaitent avoir un impact social positif. Cette émission de référence, fruit de trois années de coordination entre IFC et des spécialistes de l'Islam, a permis de créer un modèle normalisé qui promet de faciliter la constitution d'un portefeuille de projets de financements islamiques dans des secteurs clés tels que l'éducation, la santé et les infrastructures. Les obligations « sukuk » sont des certificats d'investissement adossés à des actifs conformes à la loi islamique et dont la propriété est indivise.



OBLIGATIONS MULTIMARCHÉS

L'émission annuelle par IFC d'obligations multimarchés été largement sursouscrite — l'émission de 2 milliards de dollars ayant donné lieu à des ordres d'achat qui ont dépassé les 2,5 milliards de dollars. Cette forte demande témoigne de la confiance des investisseurs à l'égard d'IFC et de sa gestion durant la crise mondiale. Elle fait ressortir la capacité de la Société à lever des fonds de manière efficace au plan des coûts pour financer les prêts à l'appui du développement du secteur privé, conformément à sa mission de réduction de la pauvreté et d'amélioration des conditions de vie. Parmi les acheteurs figuraient des banques centrales, des institutions publiques et toute une gamme de banques commerciales.



SWAPS AVEC DES BANQUES CENTRALES

IFC a conclu avec les banques centrales du Rwanda et du Belarus un accord innovant qui lui permettra d'octroyer des prêts en monnaie nationale pour appuyer le secteur privé de chacun de ces pays. Les banques centrales procéderont à des swaps avec IFC qui permettront à celle-ci de se procurer des fonds en la monnaie nationale de ces deux pays en attendant que les marchés locaux de swaps commerciaux se développent. L'accès à fonds en monnaie nationale à long terme permet à la Société d'accorder des prêts à longue échéance aux entreprises qui n'ont pas de recettes en devises et qui ne peuvent assumer les risques de change associés aux emprunts en devises.

un rôle plus important dans les pays IDA pour aider les populations pauvres

ACCROÎTRE LES OPÉRATIONS D'IFC DANS LES PAYS IDA

Approximativement 2,5 milliards de personnes — la moitié de la population du monde en développement — vivent dans 79 pays admis à emprunter à l'Association internationale développement, l'institution du Groupe de la Banque mondiale qui aide les pays les plus pauvres. La plupart des habitants de ces pays ont moins de 2 dollars par jour pour vivre.

C'est la raison pour laquelle la création d'opportunités dans les pays IDA est l'une des priorités d'IFC et le premier de ses cinq axes stratégiques. Des vies sont en jeu. En catalysant le secteur privé dans les pays IDA, IFC peut aider des millions de personnes sans travail à trouver un emploi, contribuer à accélérer une croissance économique qui s'amorce, accroître les recettes fiscales et faire face à l'insuffisance des services d'éducation et de santé.

ÉLARGIR LE PORTEFEUILLE DES OPÉRATIONS DANS LES PAYS IDA

Ces dernières années, IFC a intensifié ses opérations dans les pays IDA, de l'Afghanistan à la Zambie. Depuis l'exercice 05, les investissements de la Société dans ces pays ont plus que quadruplé, pour atteindre 4,9 milliards de dollars. Les dépenses au titre des services-conseil se sont chiffrées à 83,3 millions de dollars au cours de l'exercice 10. Près de la moitié des projets d'investissement d'IFC concernait des pays IDA.

Les pays IDA ont aussi bénéficié de 61 % des projets de services-conseil. IFC est maintenant présente dans 78 % de ces pays, dont la moitié se trouve en Afrique sub-saharienne, ce qui témoigne de l'élargissement de la portée de l'action de la Société dans les marchés pionniers.

Cette présence traduit la volonté d'IFC de prendre des risques dans des environnements difficiles. Les résultats de son portefeuille de participations donne à penser que cette prise de risque porte ses fruits. Pour chaque dollar qu'elle a investi sous forme de participations dans les pays IDA au cours des dix dernières années, la Société a obtenu un rendement de 2,45 dollars, soit quatre centimes de dollars de plus que les investissements similaires réalisés dans des pays qui ne sont pas des pays exclusivement IDA.

Les investissements privés sont essentiels à la promotion du développement dans les pays IDA où il est difficile d'avoir accès au crédit et où les besoins d'infrastructures et de services de santé et d'éducation de meilleure qualité ne peuvent être satisfaits au moyen des ressources publiques disponibles.

Les projets d'IFC sont variés. En Amérique centrale, par exemple, un partenariat formé par la Société forme les producteurs de café pour qu'ils adoptent des techniques de production durables. En Ouganda, IFC participe au financement d'un projet de centrale hydroélectrique qui permettra de générer plus d'énergie dans un pays où peu de personnes ont accès à l'électricité. Au Cambodge, la Société conseille une opération montée pour élargir l'accès aux services bancaires au moyen d'un téléphone portable.

UN IMPACT SIGNIFICATIF

L'action d'IFC a un impact significatif au plan du développement. En 2009, ses clients dans les pays IDA ont fourni 134 millions de branchements téléphoniques, produit suffisamment d'électricité pour alimenter 51,5 millions de personnes, et distribué de l'eau à 800 000 personnes. Les clients d'IFC ont contribué aux recettes publiques à hauteur de près de 4,5 milliards de dollars et ils ont appuyé l'achat de biens et services locaux d'un montant de 7,4 milliards de dollars. Les services-conseil d'IFC ont permis de réaliser des économies à hauteur de plusieurs millions suite aux recommandations portant sur les réformes réglementaires, et ils favorisent la protection de l'environnement en aidant les pays à réduire leur empreinte carbone.

Des défis en matière de développement demeurent cependant : les pays IDA ont grand peine à obtenir accès au crédit, à accroître les flux d'investissements qui leur sont destinés et qui sont les plus faibles au monde, et à prévenir les pénuries de denrées alimentaires et de combustibles. Il n'est pas facile d'investir dans les pays IDA. Un environnement réglementaire laxiste, la corruption régnant dans de nombreux domaines et la difficulté à attirer les personnes les plus compétentes dans des régions désolées sont les principaux problèmes auxquels IFC est confrontée dans ces pays. IFC est particulièrement bien placée pour mobiliser des capitaux là où d'autres ne peuvent le faire, ses connaissances spécialisées du monde entier et sa structure décentralisée lui donnant des moyens exceptionnels d'ouvrir la voie au développement du secteur privé dans les pays IDA.

LA DÉMARCHE D'IFC DANS LES PAYS IDA

La stratégie d'IFC dans les pays se trouvant dans les situations les plus difficiles consiste à commencer par des activités telles que les services-conseil sur le climat de l'investissement, pour préparer le terrain à des investissements. En outre, IFC et la Banque mondiale font profiter les projets qu'elles poursuivent conjointement de la complémentarité de leurs compétences. Ensemble, les deux institutions peuvent proposer aux clients des solutions de financement plus souples, tel qu'une combinaison de financements publics et privés. Elles peuvent également faire profiter ces pays de leurs compétences particulières dans le domaine du montage des projets tout en s'employant à faire progresser des réformes sectorielles.

Au cours de l'exercice 10, des engagements ont été pris au titre de dix projets d'investissement conjoints dans des pays IDA, soit deux fois plus que durant l'exercice 08. Les membres du personnel d'IFC ont aussi collaboré à 123 projets conjoints de services-conseil, ce qui représente 45 projets de plus pendant l'exercice 08. En outre, entre les exercices 06 et 09, IFC a directement contribué 1,3 milliard de dollars aux ressources de l'IDA.

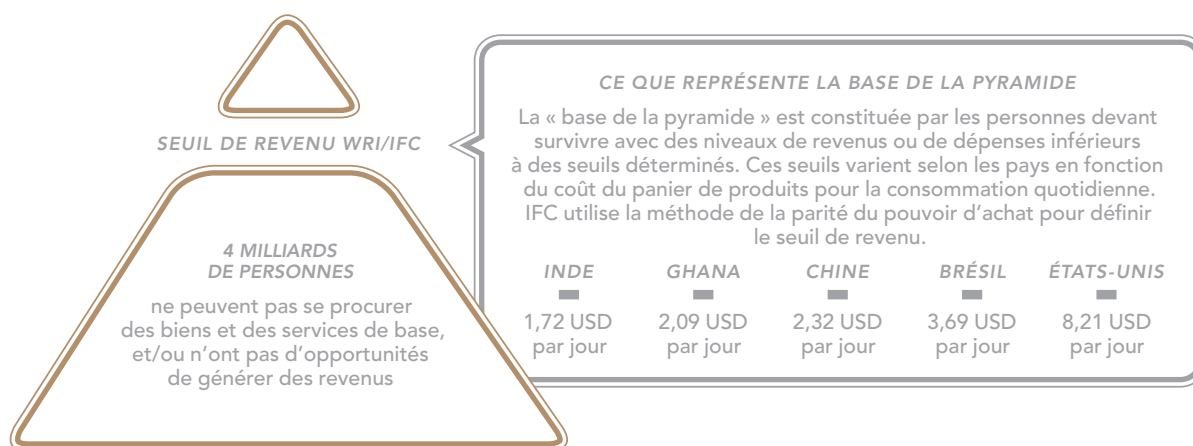
À l'avenir, la Société va davantage approfondir ses interventions dans les pays IDA, en élargissant sa gamme de produits et en augmentant le nombre de pays qu'elle dessert. Sa stratégie consistera à cibler les projets novateurs qui relient les agriculteurs aux marchés, à accroître les investissements respectueux de l'environnement, et à aider les entreprises à devenir des intervenants à l'échelle régionale. La Société mettra aussi l'accent sur la parité hommes-femmes tout en soutenant les micros, petites et moyennes entreprises, et elle adoptera des modèles d'activité qui profitent à la base de la pyramide économique. IFC a entrepris de collaborer avec la Banque mondiale à l'élaboration de stratégies plus détaillées pour les pays IDA.

UNE ACTION À VOCATION SOLIDAIRE — DES OPPORTUNITÉS À LA BASE DE LA PYRAMIDE

La vision d'IFC est celle d'un monde dans lequel les êtres humains ont l'opportunité d'échapper à la pauvreté et d'améliorer leurs conditions de vie.

La Société aide de plus en plus à concrétiser cette vision en prêtant son concours aux clients qui investissent dans des modèles d'activité à vocation solidaire, qui fournissent des biens, des services et des moyens d'existence essentiels aux populations pauvres dans le cadre d'activités financièrement viables et pouvant être poursuivies à plus grande échelle. Le secteur privé peut jouer un rôle structurant en répondant aux besoins des populations qui cherchent à échapper à la pauvreté au sens le plus large — c'est-à-dire une pauvreté définie aussi bien par le manque d'opportunités et d'accès que par le manque de revenus.

Il ressort d'études marquantes de World Resources Institute et IFC que 4 milliards de personnes environ — à peu près les deux tiers de la population de la planète — se trouvent à la base de la pyramide économique mondiale. Chacune de ces personnes survit avec un pouvoir d'achat local inférieur à l'équivalent de 3 000 dollars par an. Au-delà de la faiblesse de leurs revenus, ces personnes ne peuvent satisfaire à d'importants besoins, sont tributaires de moyens d'existence informels ou d'une économie de subsistance, et paient une « pénalité de pauvreté » — car il leur faut payer plus cher pour obtenir des biens et services essentiels, souvent de qualité inférieure, que les groupes de population plus riches.



Les êtres humains pauvres sont pourtant des agents économiques créatifs et ingénieux qui ont soif de changement. Des entreprises pionnières ont entrepris d'exploiter le potentiel qu'ils offrent, en intégrant les producteurs et les consommateurs ayant de faibles revenus dans leurs chaînes d'approvisionnement. Suivant des modèles d'activité à vocation solidaire, des entreprises locales investissent dans des chaînes d'approvisionnement et de distribution qui offrent aux pauvres de meilleures opportunités de générer des revenus et leur donnent accès à davantage de biens et services.

En partant de ces efforts novateurs — dans le droit fil de l'impératif du développement — IFC doit maintenant s'employer à accroître considérablement le nombre de modèles d'activité solidaires et financièrement viables qui sont appliqués sur le terrain. Il s'agit là d'un rôle important pour le secteur privé : il lui faut être en mesure d'investir dans des modèles d'activité faisant des populations pauvres des partenaires économiques à part entière.

IFC s'emploie à relever ce défi en intégrant investissements et services-conseil, et en s'efforçant résolument de répertorier les leçons tirées de son expérience et de les diffuser. Sachant que la réalisation de ses objectifs appelle une action concertée de nombreux partenaires, IFC s'efforce de promouvoir un réseau de sociétés, d'institutions financières, de bailleurs de fonds, de prestataires de services, et d'autres parties intéressées souhaitant faciliter le processus d'adoption et d'application à grande échelle de modèles d'activité à vocation solidaire.

lieu de rencontre

La détermination d'IFC à lutter contre la pauvreté et à créer des opportunités pour les populations les plus vulnérables du monde en développement est la manifestation concrète de sa culture d'entreprise. Face à l'intérêt croissant porté au développement du secteur privé, les 3 354 hommes et femmes qui constituent le personnel de la Société dans le monde entier permettent à celle-ci de renforcer son impact en proposant des solutions novatrices aux problèmes les plus difficiles.

entre principes et pratique

Alors qu'il devient de plus en plus nécessaire que le secteur privé contribue dans une plus large mesure à promouvoir le développement, IFC estime qu'elle peut faire plus. Pour accroître encore l'impact de son action au plan du développement, elle s'adapte, exploite ses points forts, et accorde une place encore plus grande à l'efficacité dans le cadre d'un vaste programme de remaniement, IFC 2013. La Société travaille en plus étroite collaboration avec ses clients et ses partenaires pour formuler de nouveaux objectifs de développement et trouver de nouveaux moyens de mobiliser des capitaux.

Les actions passées d'IFC montrent clairement qu'elle tire les leçons de l'expérience et relève les défis qui se présentent. Son personnel est mieux placé que jamais pour maximiser l'impact de la Société au plan du développement. Plus de la moitié de ses agents sont basés dans un pays en développement, près des clients et des communautés qu'ils servent. Le personnel est également plus divers que jamais puisque 57 % des agents viennent de pays en développement.

IFC en action

IFC en action représente une manière d'être, de définir et de consolider la culture et la marque de la Société, et une manière d'assurer la participation de ses agents à tous les niveaux et dans toutes les régions, pour donner à la direction les informations nécessaires à la prise de décisions. IFC en action, c'est aussi l'expression de la vision, des valeurs fondamentales de l'institution, de sa raison d'être et de son mode de fonctionnement.



Cette initiative a été lancée au cours de l'exercice 08 lorsque la Société a entrepris le processus de consultations le plus important qu'elle ait jamais réalisé puisqu'elle a tenu 52 consultations auxquelles ont participé plus de 1 400 agents dans 31 pays. Elle a pu constater que des entretiens réguliers avec les membres du personnel permettaient d'avoir des regards différents et de recueillir des idées concrètes pouvant être mises en pratique. Il est apparu également que ces discussions, en donnant aux agents la possibilité de partager leurs préoccupations et leurs réflexions avec la direction, renforçaient la mobilisation individuelle et le sentiment d'appartenance à un groupe. Dans le droit fil de cet effort, IFC poursuit toutes ses activités conformément à sa culture pour pouvoir être plus à l'écoute de ses clients et obtenir des résultats encore meilleurs.

La culture institutionnelle d'une organisation détermine fondamentalement son aptitude à produire des résultats et à relever de nouveaux défis. La culture d'adaptation d'IFC a encouragé les quelque 3 000 agents de la Société répartis dans plus de 80 pays à trouver des moyens originaux de surmonter les difficultés posées par la crise mondiale.

En identifiant les valeurs partagées par les membres d'un personnel très divers et en mettant en place des espaces de dialogue et de discussion réguliers entre les agents et la direction, *IFC en action* renforce l'aptitude de l'institution à relever de nouveaux défis.

VISION

Chacun doit avoir une chance d'échapper à la pauvreté et d'avoir une vie meilleure

VALEURS FONDAMENTALES

Excellence, conviction, intégrité et travail en équipe

OBJECTIF

Offrir aux populations des opportunités d'échapper à la pauvreté et d'améliorer leurs conditions de vie :

- En favorisant le développement de marchés ouverts et concurrentiels dans les pays en développement
- En appuyant les entreprises et les autres partenaires du secteur privé là où le besoin s'en fait sentir
- En aidant à générer des emplois productifs et à fournir des services essentiels aux populations insuffisamment desservies
- En encourageant et en mobilisant d'autres sources de financement pour financer le développement de l'entreprise privée

Pour atteindre son objectif, IFC offre des solutions qui peuvent avoir un impact au plan du développement et revêtent la forme d'interventions au niveau des entreprises (investissements directs, Services-conseil et Asset Management Company), de l'établissement de normes, et de travaux pour la mise en place d'un cadre propice à l'activité économique.

PROCESSUS STRATÉGIQUE

IFC suit une démarche structurée et associant toutes les parties, fondée sur un processus et un langage communs :

- Elle étudie d'abord l'environnement dans lequel opèrent ses clients pour voir comment elle peut les aider à réussir
- Elle exploite ensuite les connaissances mondiales et le savoir-faire local de ses agents
- Elle travaille de manière concertée pour atteindre ses objectifs
- Elle cherche à forger des partenariats dans la mesure du possible pour maximiser son impact au plan du développement

MODE D'ACTION

- IFC aide ses clients à réussir dans un monde en mutation
- Des affaires profitables sont durables et la durabilité est profitable pour les affaires
- Une IFC, une équipe, un but
- La diversité a une valeur ajoutée
- Il faut œuvrer en partenariat pour créer des opportunités
- Un savoir mondial, un savoir-faire local
- L'innovation est un risque à prendre
- Il faut tirer les leçons de l'expérience
- Travailler intelligemment et dans la bonne humeur
- Aucun horizon n'est trop éloigné ou trop difficile à atteindre



les objectifs de développement d'IFC



IFC modifie la manière dont elle opère, pour mettre en œuvre des moyens novateurs d'aider un plus grand nombre de personnes à échapper à la pauvreté. À cette fin, elle commence par se fixer une série d'objectifs de développement de manière à tracer la marche à suivre et guider sa stratégie et ses opérations.

Il s'agit là d'une démarche totalement nouvelle, qui contraste nettement avec la précédente. Jusqu'à présent, la Société mesurait essentiellement son impact au plan du développement au fur et à mesure du déroulement de ses activités : après avoir défini des priorités générales, elle évaluait chaque projet d'investissement ou de services-conseil en fonction de l'impact escompté.

Les objectifs de développement qui sont maintenant établis définiront un vaste cadre dans lequel IFC pourra inscrire sa stratégie axée sur le développement, ainsi que des indicateurs crédibles des progrès accomplis.

L'édification de cette nouvelle démarche reste un processus inachevé. La série initiale d'objectifs comprend des objectifs intermédiaires pour l'élargissement de l'accès aux services financiers, d'infrastructure, de santé et d'éducation et pour l'accroissement des opportunités offertes aux micros, petites et moyennes entreprises ainsi qu'aux agriculteurs. Les méthodes retenues seront ensuite précisées sur la base de l'expérience acquise dans les phases initiales, et les progrès accomplis en direction des objectifs deviendront un important outil de gestion.

le personnel d'IFC

Les agents d'IFC sont basés dans une centaine de bureaux répartis entre 86 pays, notamment 42 des pays les plus pauvres du monde, c'est-à-dire les pays admis à bénéficier des services de l'IDA.

Les agents d'IFC sont des ressortissants de 137 pays, dont 59 pays IDA. Actuellement, 54 % du personnel est basé dans des bureaux extérieurs, contre 43 % pour l'exercice 04.

Le personnel d'IFC se caractérise par sa diversité. Cette diversité enrichit sa réflexion, ouvre la porte à des idées nouvelles et permet de trouver des solutions adaptées aux conditions locales pour répondre aux besoins de ses clients et de ses parties prenantes tout en adoptant les meilleures pratiques qui peuvent être suivies dans le monde entier. Les agents originaires de pays en développement constituent 66 % de tous les effectifs et 57 % des agents au niveau cadre et hors cadre.

Agents basés au siège : 1 544

Agents basés dans les bureaux extérieurs : 1 810

répartition géographique du personnel

base	ex. 04	ex. 10
Washington	1 291 (57 %)	1 544 (46 %)
Bureaux extérieurs	963 (43 %)	1 810 (54 %)
Personnel total d'IFC	2 254	3 354

répartition hommes-femmes (agents à plein temps)

genre	ex. 04	ex. 10
Hommes	1 121 (50 %)	1 571 (47 %)
Femmes	1 133 (50 %)	1 783 (53 %)
Total	2 254	3 354

répartition par région d'origine (agents à plein temps)

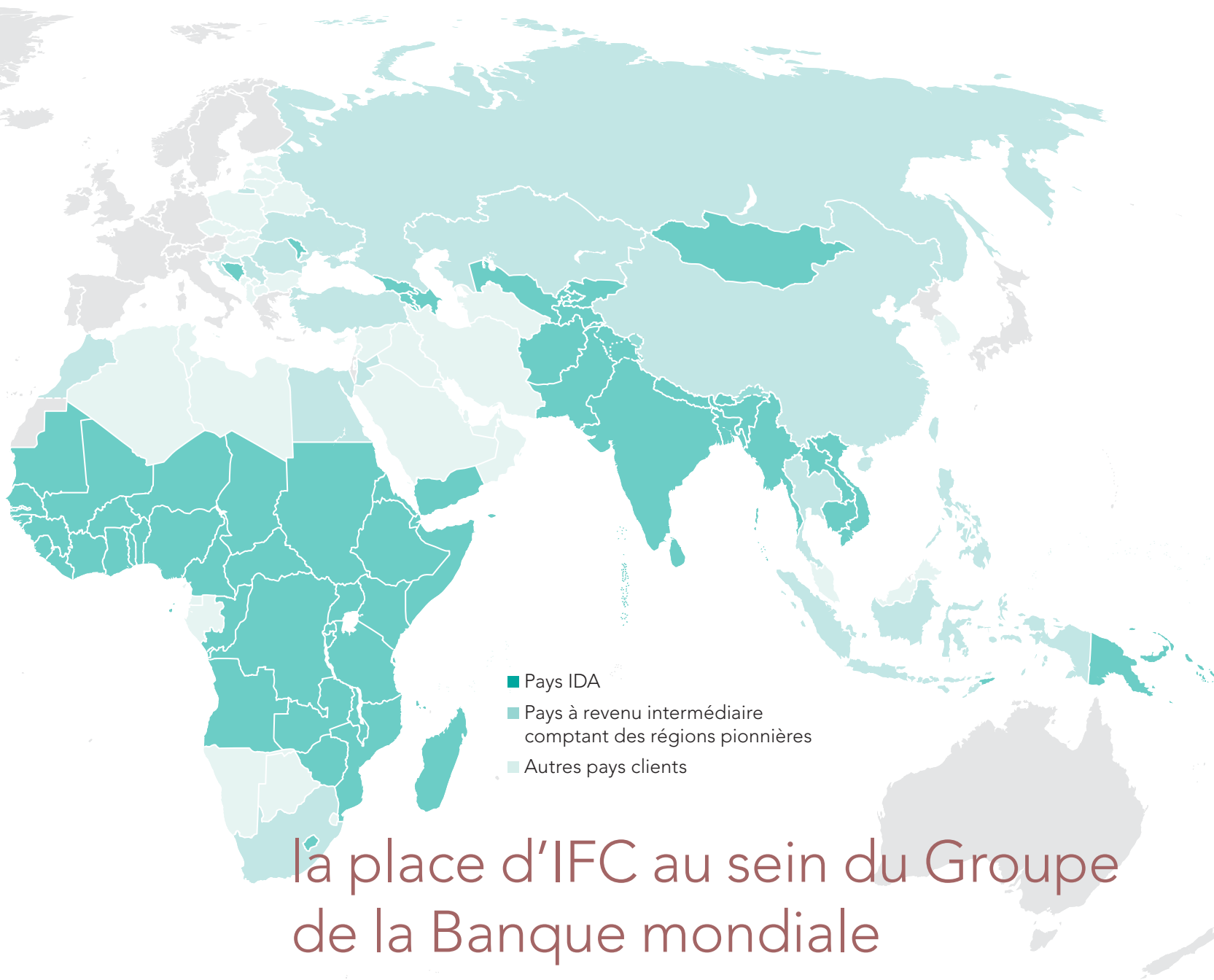
répartition par région d'origine	ex. 04	ex. 10
Pays développés	963 (43 %)	1 145 (33 %)
Pays en développement	1 291 (57 %)	2 209 (67 %)
Total	2 254	3 354

répartition hommes-femmes (agents niveau cadre et hors cadre)

	ex. 04	ex. 10
Hommes	844 (69 %)	1 238 (60 %)
Femmes	387 (31 %)	827 (40 %)
Total	1 231	2 065

répartition par région d'origine (agents niveau cadre et hors cadre)

répartition par région d'origine	ex. 04	ex. 10
Pays développés	647 (53 %)	892 (43 %)
Pays en développement	584 (47 %)	1 173 (57 %)
Total	1 231	2 065



Le Groupe de la Banque mondiale est une source cruciale d'aide financière et d'assistance technique pour les pays en développement. Constitué en 1944, il a pour mission de lutter contre la pauvreté avec passion et professionnalisme pour obtenir des résultats durables.

IFC est l'une des cinq institutions membres du Groupe de la Banque et elle remplit sa mission en travaillant dans le cadre du secteur privé pour créer des opportunités là où elles sont le plus nécessaire. Depuis sa création en 1956, elle a engagé plus de 86 milliards de dollars provenant de ses propres ressources pour financer des investissements dans le secteur privé de pays en développement et elle a mobilisé 10 milliards de dollars supplémentaires auprès d'autres sources.

Dans le cadre de l'action menée pour libérer le monde de la pauvreté, IFC collabore étroitement avec les autres institutions membres du Groupe de la Banque, c'est-à-dire :

— *La Banque internationale pour la reconstruction et le développement*, qui accorde des prêts aux gouvernements des pays à revenu intermédiaire et des pays à faible revenu qui jouissent d'une bonne cote de crédit.

— *L'Association internationale de développement*, qui accorde des financements ne portant pas intérêt — appelés crédits — aux gouvernements des pays les plus pauvres.

— *L'Agence multilatérale de garantie des investissements*, qui fournit des garanties contre les risques non commerciaux aux investisseurs dans les pays en développement.

— *Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements*, qui offre des services internationaux de règlement des différends relatifs aux investissements par voie de conciliation et d'arbitrage.

l'évaluation des résultats

Assurer l'efficacité du développement est le principe directeur de l'action d'IFC. Grâce à son Système de suivi des réalisations au plan du développement, qui mesure l'efficacité de ses activités d'investissement et de services-conseil, IFC est devenu un leader en ce domaine. Le DOTS confère à IFC un avantage comparatif crucial en lui permettant de comprendre dans quelle mesure sa stratégie donne de bons résultats et de déterminer si elle a un impact sur les populations et dans les branches d'activité qui ont le plus besoin de son aide.

IFC a, pour la première fois dans le Rapport pour l'exercice 07, publié des informations sur les résultats au plan du développement de l'ensemble de son portefeuille et présenté les conclusions d'un bureau d'études extérieur qu'elle a chargé d'examiner la manière dont elle procède et les résultats qu'elle rapporte dans le cadre d'un examen externe des aspects non financiers de son information. Elle a été la première banque multilatérale de développement à présenter ce type d'information.

Depuis 2008, IFC présente également l'évolution des résultats au plan du développement de ses investissements par rapport à ceux de l'exercice précédent, ainsi que les conclusions d'évaluations approfondies de ses services-conseil. La Société a également mis en place un portail des résultats au plan du développement (www.ifc.org/results) où elle affiche des informations qui complètent celles qui sont publiées dans la version imprimée de son rapport.

Durant l'exercice 09, le Groupe indépendant d'évaluation d'IFC a examiné les systèmes et processus de suivi et d'évaluation des résultats au plan du développement, notamment le DOTS. Il est parvenu à la conclusion que le système de suivi fournit des évaluations à jour, non biaisées, des résultats au plan du développement des investissements de la Société. Il a également fait ressortir l'intérêt particulier que présentent les mécanismes mis en place pour établir un lien entre les résultats des projets et l'attribution de primes de résultat. En procédant de la sorte, est-il noté dans le rapport, IFC est devenue le chef de file des banques de développement multilatérales qui s'efforcent de mesurer les résultats concernant le développement du secteur privé.

Durant l'exercice 10, IFC a lancé le DOTS-2, qui permet mieux de saisir et de suivre les données sur les résultats au plan du développement dans le système, et qui est pleinement intégré au cycle des projets d'investissement et à d'autres systèmes d'information de la Société. Cet exercice est le premier pour lequel les résultats des investissements d'IFC au plan du développement sont présentés sur la base des données générées par le DOTS-2.

Le cadre d'évaluation d'IFC est conforme aux bonnes pratiques pour l'évaluation des résultats du secteur privé convenues par les banques multilatérales de développement. Le système de suivi a été établi sur cette base.

LE DOTS

Le DOTS permet de suivre en temps réel les résultats produits au plan du développement tout au long du cycle du projet. Les services d'IFC commencent par identifier des indicateurs clairs, normalisés et vérifiables, en même temps que les valeurs de référence et les objectifs de résultat. Ils suivent ensuite les progrès tout au long des activités de supervision, ce qui leur permet d'assurer la prise en compte immédiate des informations en retour au niveau des opérations.

Pour les investissements, l'évaluation de l'impact global au plan du développement est la synthèse des évaluations basées sur des indicateurs établis par branche d'activité dans quatre grands domaines. Pour obtenir une note satisfaisante, un projet doit contribuer de façon positive au développement du pays hôte ; cette contribution est évaluée sur la base des

bonnes pratiques convenues par les banques multilatérales pour l'évaluation des opérations du secteur privé. Pour les services-conseil, la note attribuée est une synthèse de la pertinence stratégique globale, de l'efficacité de l'action d'IFC (évaluée en fonction des produits, des réalisations et des impacts des projets) et de son efficience.

Le présent rapport indique les scores du DOTS, c'est-à-dire le pourcentage des investissements ayant obtenu une note élevée (moitié supérieure de l'échelle d'évaluation), pour l'ensemble des opérations d'IFC ainsi que par région et par branche d'activité. Les données sur la portée du développement sont présentées par client pour le portefeuille de prêts en cours, quel que soit le montant de l'investissement de la Société. Il est important de noter que ces résultats ne peuvent pas être imputés uniquement aux investissements de la Société car celle-ci est toujours un investisseur minoritaire. IFC ne prétend pas être seule responsable des chiffres relatifs à la portée du développement. Elle a toutefois établi des règles d'attribution précises qui doivent être employées pour mesurer et présenter les réalisations au plan du développement. Ces règles, conçues pour établir la mesure dans laquelle l'accroissement marginal du champ d'action d'une entreprise cliente peut être imputé à IFC, donneront lieu à un suivi au niveau des fiches d'évaluation des départements à partir de l'exercice 11.

PROJETS COUVERTS PAR LE DOTS

Le Système de suivi d'IFC couvre tous les projets en cours dans son portefeuille, qu'il s'agisse de projets d'investissements ou de services-conseil. Le processus consiste dans un premier temps à fixer des objectifs en utilisant des indicateurs types par branche d'activité ou par domaine d'intervention, puis à suivre les réalisations tout au long du cycle du projet jusqu'à sa clôture.

Pour les **services d'investissement**, le DOTS couvre, à quelques exceptions près, presque toutes les 1 513 entreprises qui donnent lieu à des opérations de supervision, et le présent rapport vise particulièrement 493 des 535 investissements approuvés entre 2001 et 2006, qui ont atteint leur régime de croisière et peuvent donc être notés. Chaque année, la cohorte d'investissements examinés glisse d'un an. Les investissements les plus récents n'ont pas atteint leur régime de croisière, de sorte qu'il est trop tôt pour les évaluer, tandis que les plus anciens sont moins pertinents pour les opérations actuelles et les projets concernés sont souvent déjà clos. IFC examine également la portée actuelle de tous les investissements en cours de son portefeuille. Les indicateurs de son champ d'action mesurent le nombre de personnes pouvant obtenir des biens et des services fournis par ses clients, ou la valeur monétaire pour certaines parties prenantes des activités de ses clients.

Pour les **Services-conseil**, le DOTS couvre tous les projets en cours, achevés ou en suspens à compter de l'exercice 06. Le portefeuille d'activités de supervision comprenait 562 projets en cours à la fin de l'exercice 10. Ce rapport présente les résultats obtenus entre 2006 et 2009, ainsi que ceux enregistrés pour 111 (des 153) projets pour lesquels des rapports d'achèvement ont été établis durant l'exercice 09 et dont l'efficacité au plan du développement a pu être évaluée. Les périodes auxquels ces résultats se rapportent diffèrent en fonction du domaine de services-conseil et de la gamme de produits considérés.

Certains types de projets ne sont pas suivis par le DOTS. Il s'agit en majorité de projets qui sont encore dans une phase initiale de leur cycle, de projets qui sont la prolongation de projets existants, des projets fractionnés faisant l'objet de plusieurs investissements, de petits projets qui, en règle générale, sont partie intégrante de programmes plus importants, et de certains produits financiers tels que les opérations de swaps et les émissions de droits de souscription.

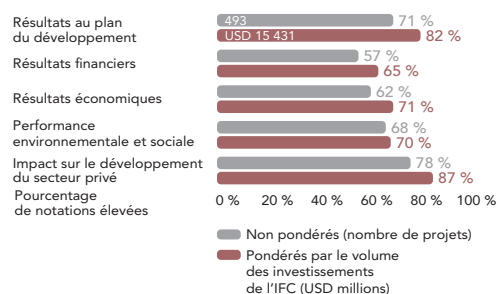
résultats au plan du développement : investissements

catégorie	indicateurs généraux et benchmarks	exemples d'indicateurs spécifiques évalués au regard des objectifs
Résultats financiers	Rendement pour les entités financières, par ex. rendement financier égal ou supérieur au coût moyen pondéré du capital	Rendement du capital investi, retour sur l'investissement, coût des projets exécutés dans les délais prévus et sans dépassement de coûts
Résultats économiques	Rendement pour la société, par ex. taux de rentabilité économique égal ou supérieur à 10 %	Nombre de raccordements à des services de base, volume des prêts aux petites entreprises, nombre de personnes employées, montants des versements au titre des taxes et impôts
Performance environnementale et sociale	Le projet est conforme aux Normes de performance d'IFC	Amélioration de la gestion environnementale et sociale, niveaux d'effluents ou d'émissions, programmes de développement de proximité
Impact sur le développement du secteur privé	Le projet contribue à renforcer le secteur privé au-delà de l'entreprise directement concernée par le projet	Effets de démonstration (d'autres entreprises adoptent la nouvelle approche, le nouveau produit ou le nouveau service), constitution de liens avec d'autres sociétés privées, amélioration du gouvernement d'entreprise

résultats au plan du développement : services-conseil

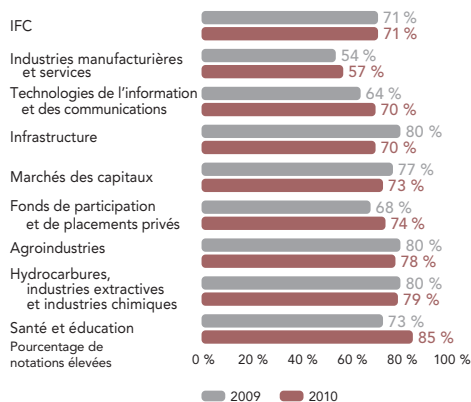
catégorie	indicateurs généraux et benchmarks	exemples d'indicateurs spécifiques évalués au regard des objectifs
Pertinence stratégique	Impact possible sur l'économie locale, régionale et nationale	Contributions des clients, alignement sur la stratégie du pays
Efficacité	Retour sur l'investissement dans des activités de services-conseil	Rapports coût-avantage, projets exécutés dans les délais prévus et sans dépassement de coûts
Impact	Le projet contribue à améliorer la situation du client, des bénéficiaires et du secteur privé en général	Amélioration des activités, concrétisation des opportunités d'investissement, création d'emplois, accroissement des revenus des bénéficiaires, réduction des coûts résultant des réformes

résultats au plan du développement : investissements



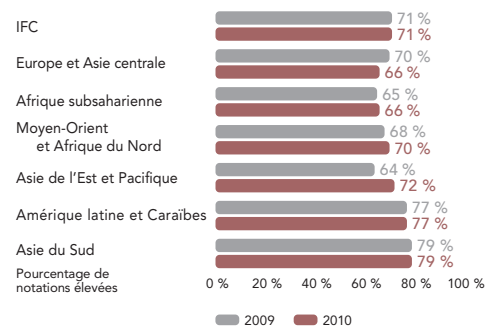
Données du DOTS au 30 juin 2010 pour les projets approuvés durant les années civiles 2001–2006.

résultat au plan du développement par branche d'activité : comparaison entre ex. 09 et ex. 10



EX. 10 : Données du DOTS au 30 juin 2010 pour les projets approuvés durant les années civiles 2001–2006. EX. 09 : Données du DOTS au 30 juin 2009 pour les projets approuvés durant les années civiles 2000–2005.

résultat au plan du développement par région : comparaison entre ex. 09 et ex. 10



EX. 10 : Données du DOTS au 30 juin 2010 pour les projets approuvés durant les années civiles 2001–2006. EX. 09 : Données du DOTS au 30 juin 2009 pour les projets approuvés durant les années civiles 2000–2005.

RÉSULTATS DES INVESTISSEMENTS

Les résultats d'IFC au plan du développement sont restés similaires à ceux des deux exercices précédents — 71 % de ses investissements ont reçu une note satisfaisante durant l'exercice 10. Les résultats diffèrent toutefois selon les branches d'activité, qui ont été touchées de manières différentes par la crise mondiale. Quant aux régions, la situation ne s'est dégradée que pour l'Europe et l'Asie centrale, mais cette évolution a été compensée par les améliorations enregistrées pour l'Asie de l'Est et le Pacifique.

Le département Santé et Éducation est celui qui a affiché la plus forte amélioration au plan des résultats — le pourcentage des investissements ayant reçu une note satisfaisante a augmenté de 12 points pour atteindre 85 % — mais le nombre des opérations poursuivies par le département est relativement faible. Les notes attribuées par le DOTS aux départements Fonds de participation et de placement privés, et Technologies de l'information et des communications, ont augmenté de six points pour atteindre 74 et 70, respectivement.

La note du département Industries manufacturières et services a augmenté de trois points pour s'établir à 57. Ce résultat est d'autant plus encourageant que le département continue d'afficher les résultats les plus faibles de tous les départements d'IFC. Le département, qui a généralement souffert de la précarité du climat de l'investissement et de la médiocrité des infrastructures, commence à tirer profit du passage d'un système d'appui direct aux petites entreprises à un système faisant une bien plus large place à la fourniture d'un appui indirect passant par des intermédiaires financiers, ainsi que du ciblage stratégique d'IFC — souvent conjointement à la Banque mondiale — sur l'amélioration du climat de l'investissement et des infrastructures dans les pays qui sont ses clients.

L'amélioration des résultats observée dans plusieurs secteurs s'explique par le fait que les projets plus récents qui viennent d'être ajoutés au pool de projets évalués affichent de meilleurs résultats que des projets antérieurs maintenant sortis du pool. De nombreuses sociétés opérant dans le secteur des Technologies de l'information et des communications se trouvent en Asie, qui s'est rétablie plus rapidement de la crise et continue d'afficher de solides résultats. La performance du département Fonds de participation et de placement privés, qui s'était dégradée durant l'exercice 09, s'est améliorée dans une certaine mesure car les marchés des valeurs mobilières ont repris une partie du terrain perdu au plus fort de la crise financière — sauf en ce qui concerne les investissements en Europe de l'Est et en Amérique latine.

Les résultats des départements Hydrocarbures, industries extractives et produits chimiques, Agroindustries et Marchés des capitaux sont restés relativement stables par rapport à l'exercice précédent (ils se sont modifiés de moins de quatre points de pourcentage). Toutefois, la note attribuée par le DOTS au département des Infrastructures a baissé de 10 points de pourcentage et les résultats du département, auparavant très solides, correspondent maintenant à la moyenne enregistrée pour IFC. Sauf en Amérique latine et en Asie de l'Est, les résultats au plan du développement des opérations d'infrastructures se sont généralement dégradés, en particulier en Europe de l'Est et en Afrique subsaharienne. Au niveau des secteurs, les projets ayant trait à l'électricité et aux services d'utilité collective ont continué d'afficher de solides résultats tandis que les projets dans le secteur des transports ont continué de former le compartiment le moins performant du portefeuille d'infrastructures.

Comme cela a été le cas pour les exercices précédents, les résultats pondérés par le volume des investissements d'IFC se sont encore améliorés (les projets représentant 82 % du volume des investissements ont donné de bons résultats au plan du développement. Ils constituent 71 % du nombre des projets). Ces chiffres indiquent que, dans l'ensemble, ce sont les plus

gros investissements et les plus grandes sociétés qui obtiennent généralement les meilleurs résultats. Cela s'explique en partie par le fait que le profil de risque est plus élevé pour les petites entreprises et les investissements de montant limité. Par ailleurs, les grandes entreprises réalisent des économies d'échelle, sont souvent mieux gérées et ont un meilleur gouvernement d'entreprise, de sorte qu'il leur est plus facile d'opérer dans des environnements difficiles et de faire face à des chocs extérieurs. Les résultats pondérés des opérations d'IFC ont progressé dans toutes les régions et dans toutes les branches d'activité, en particulier dans le département Technologies de l'information et des communications et dans la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord, dont les notes du DOTS ont augmenté de 18 et de 17 points, respectivement.

Les résultats au plan du développement ont fluctué dans une moindre mesure dans le cas des départements régionaux que dans celui des départements des industries d'IFC entre les exercices 09 et 10. Le score attribué par le DOTS à la région Europe et Asie centrale, où la crise continue d'avoir un impact important, a fléchi de quatre points de pourcentage

portée du développement généré par les sociétés clientes d'IFC

	portefeuille année civile 08	portefeuille année civile 09	nouvelles activités, prévisions, ex. 10
Investissement :			
Emplois offerts (millions)	2,1	2,2	0,3
Microcrédits			
Nombre (millions)	8,5	8,5	11,7
Montant (USD milliards)	9,32	10,79	10,31
Prêts aux PME			
Nombre (millions)	1,3	1,5	2,0
Montant (USD milliards)	90,63	101,32	54,21
Nombre de clients bénéficiant de services :			
Génération d'électricité (millions)	153,4	132,2	14,3
Alimentation en électricité (millions)	28,5	29,4	5,0
Alimentation en eau (millions)	21,6	34,6	31,0
Alimentation en gaz (millions)	12,5	15,7	0,1
Branchements téléphoniques (millions)	220,1	169,3	25,4
Nombre de patients (millions)	5,5	7,6	4,7
Nombre d'élèves (millions)	1,2	1,4	1,0
Agriculteurs bénéficiaires (millions)	1,8	2,1	0,6
Paiements aux fournisseurs et aux administrations publiques :			
Achats de biens et services sur les marchés locaux (USD millions)*	48,57	38,02	12,51
Contribution aux recettes ou à l'épargne des administrations publiques (USD millions)	22,24	20,08	9,58

Les données relatives à l'année civile 2008 et à l'année civile 2009 ne sont pas strictement comparables parce qu'elles correspondent à des portefeuilles de clients de l'IFC différents. Les définitions des indicateurs et les périodes qu'ils couvrent diffèrent quelque peu d'une branche d'activité à une autre. Certaines données de l'année civile 2008 ont été révisées. Les calendriers sur la base desquels les prévisions relatives aux nouvelles activités sont établies diffèrent selon les départements. Se reporter aux notes des tableaux relatifs aux branches d'activité ou au site web à l'adresse www.ifc.org/results_industry.

*Uniquement pour les départements des Industries manufacturières et services et des Hydrocarbures, industries extractives et produits chimiques.

tirer des enseignements et utiliser les résultats

pour s'établir à 66 % durant l'exercice 10, et a donc chuté de 18 points de pourcentage depuis l'exercice 08. Cette détérioration tient à la faiblesse des résultats financiers et économiques et, dans une bien moindre mesure, à l'affaiblissement de l'impact du développement du secteur privé. Cette évolution est similaire à celle enregistrée par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

La région Europe et Asie centrale a donc été l'une des régions affichant les moins bons résultats pour l'exercice 10, le score de 66 % que lui a attribué le DOTS la mettant au même niveau que l'Afrique subsaharienne. Les investissements d'IFC dans les marchés des capitaux de la région ont manifestement souffert de la crise. Les prêts improductifs ont fortement augmenté et devraient continuer de s'accroître pendant un certain temps. Les investissements dans l'infrastructure ont marqué un net repli par suite, essentiellement, des piètres résultats des investissements dans le secteur des transports en Russie. La performance des clients s'est toutefois améliorée en général dans le secteur des industries manufacturières, et les investissements de la région dans le secteur des hydrocarbures et des industries extractives ont donné de bons résultats sur le plan du développement.

C'est pour la région Asie de l'Est et Pacifique que le score du DOTS a le plus augmenté durant l'exercice 10 ; il a en effet enregistré un accroissement de huit points de pourcentage pour atteindre 72 % et a donc dépassé la moyenne pour IFC (71 %). Cette amélioration a été plurisectorielle et elle s'explique par les meilleurs résultats enregistrés pour l'ensemble du portefeuille et, surtout, aux solides résultats affichés par les derniers investissements dans des fonds de placement et de participation privés, sur les marchés des capitaux et dans les agroindustries. Elle s'explique également par une meilleure sélection des projets au fil des ans. La région Asie de l'Est et Pacifique est l'une des deux régions où les résultats en matière de développement des investissements d'IFC sur les marchés des capitaux ont progressé (la seconde étant l'Afrique subsaharienne). Les résultats des investissements dans les fonds de participation privés et dans les technologies de l'information se sont également améliorés. Les résultats au plan du développement de la Chine, qui compte 60 % du nombre total des sociétés de la région cotées en bourse, ont continué de progresser. Le DOTS a attribué à l'Indonésie le score maximum de 100 %.

Le score de 66 % obtenu par la région Afrique subsaharienne pour l'exercice 10 ne diffère guère de celui de l'exercice 09 (65 %) malgré la crise mondiale. Les investissements inclus pour la première fois dans le groupe des projets pour lesquels des rapports ont été établis ont obtenu des résultats nettement meilleurs que les projets sortant du portefeuille. Les investissements dans les marchés des capitaux et dans les hydrocarbures et les industries extractives ont donné de très bons résultats (leurs scores sont supérieurs à 80 %). Toutefois, la région est restée à la dernière place en raison de la très mauvaise performance des investissements dans les industries manufacturières et dans l'infrastructure. IFC a fait de l'amélioration du climat de l'investissement l'un des objectifs de ses activités dans la région. Le mauvais climat de l'investissement fait obstacle à la réalisation d'investissements dans des petites industries manufacturières et complique aussi la poursuite d'investissements fructueux dans l'infrastructure.

La performance de trois autres régions — Amérique latine et Caraïbes, Moyen-Orient et Afrique du Nord, et Asie du Sud — est également restée relativement stable.

RÉSULTATS DES SERVICES-CONSEIL

Cinquante-huit pour cent des projets de services-conseil d'IFC clos durant l'exercice 09 dont l'efficacité au plan du développement a pu être évaluée

ont été jugés donner des résultats positifs au 30 juin 2009. Ces évaluations sont basées sur l'examen de 153 rapports de fin d'exécution soumis entre le 1^{er} juillet 2008 et le 30 juin 2009. Il a été possible d'évaluer l'efficacité au plan du développement de 111 de ces projets.

Les projets dont l'efficacité au plan du développement n'a pas pu être évaluée n'ont pas été pris en compte dans l'analyse. Les 42 projets en question comprennent 30 projets dans le cadre desquels aucun contact n'avait été établi avec le client, pour lesquels il n'est pas nécessaire d'établir un score, 10 projets rentrant dans le cadre de l'Initiative en faveur du renforcement de l'entreprise locale qui ne sont plus gérés par IFC, et deux projets jugés trop récents pour qu'il soit possible d'évaluer leurs résultats et/ou qui n'avaient pas produit leur impact au 30 juin 2009.

L'efficacité des activités au plan du développement diffère selon les domaines : 64 % des projets ont obtenu une évaluation positive dans le domaine de l'accès à des financements ; c'est le cas de 50 % des projets de services-conseil concernant l'infrastructure ; de 53 % de ceux menés dans le domaine des conseils aux entreprises ; de 75 % des projets axés sur la viabilité environnementale et sociale ; et de 52 % de ceux ayant trait au climat de l'investissement. Les résultats diffèrent aussi selon les régions. En Asie de l'Est et dans le Pacifique, 53 % des projets ont obtenu une évaluation positive, contre 68 % en Europe et Asie centrale, 82 % en Amérique latine et dans les Caraïbes, 41 % dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, 50 % en Afrique subsaharienne et 62 % en Asie du Sud.

RENFORCER L'ÉVALUATION DES RÉSULTATS

Durant l'exercice 10, IFC a amélioré son système de suivi des réalisations au plan du développement en lançant DOTS-2.

Le nouveau système permet de mesurer plus rapidement et plus précisément les résultats et la portée de l'action d'IFC au plan du développement. DOTS-2 a normalisé les indicateurs, tout en les renforçant sensiblement, pour l'ensemble des régions et des branches d'activité. IFC est désormais en mesure de comparer avec plus de rapidité et de précision les résultats effectifs aux valeurs de référence et aux résultats attendus et, donc, prendre en compte les conclusions plus rapidement dans le cadre de ses nouvelles opérations.

DOTS-2 offre à IFC un module interactif qui lui permet d'identifier, de suivre et de présenter sa contribution additionnelle à ses projets en termes d'atténuation des risques, de formulation de l'action à mener, de savoir et d'innovation et de fixation de normes. La Société est ainsi mieux placée pour analyser et exposer son apport et les avantages uniques qu'elle procure dans le cadre de ses activités. La présentation plus rapide d'informations en retour à la direction permettra à celle-ci d'avoir une meilleure base sur laquelle fonder sa stratégie, ses opérations et ses incitations.

IFC a harmonisé et a rationalisé la présentation de son information dans tous ses services ; les indicateurs de performance et les données sont systématiquement inclus dans les documents du projet pendant toute la durée du cycle de ce dernier.

La Société partage systématiquement son expérience avec la communauté du développement, notamment d'autres banques multilatérales de développement, des fondations et des bailleurs de fonds. Depuis 2005, elle promeut l'amélioration et l'harmonisation de l'évaluation des résultats au plan du développement parmi les banques multilatérales de développement à l'aide du Système commun d'évaluation des performances, exercice annuel d'autoévaluation dirigé chaque année, à tour de rôle, par une banque multilatérale de développement différente.

donner au personnel les moyens d'agir

ASSURER DES SERVICES AUX CLIENTS EN DES TEMPS DIFFICILES

Le personnel d'IFC s'emploie à fournir un appui aux clients de la Société dans un environnement difficile et à mettre au point des produits pour réduire l'impact de la crise économique mondiale sur le secteur privé des pays en développement.

Les agents de la Société sont profondément dévoués à la mission de la Société, qui est de créer des opportunités pour permettre aux populations d'échapper à la pauvreté. Les agents de l'institution mettent au service de ses clients les connaissances spécialisées qu'ils possèdent à l'échelle mondiale et leur savoir-faire local qui, conjointement, leur donnent de puissants moyens de faire face rapidement à l'évolution des besoins.

Mobiliser les compétences particulières du personnel

Les activités d'IFC se sont fortement développées au cours des cinq dernières années. Son modèle d'exploitation a donc évolué pour répondre aux besoins du marché.

Durant l'exercice 10, l'équipe de direction d'IFC a adopté IFC 2013, programme d'envergure qui vise à assurer que la Société continue d'adapter sa manière de travailler et de poursuivre de manière plus efficace ses priorités stratégiques. Dans ce contexte, IFC lance une nouvelle approche de la gestion des résultats, pour renforcer encore les compétences particulières et la gestion du leadership dans toute l'organisation. L'organigramme de la Société privilégiera la clarté des rôles et des filières de carrière.

Pour bien organiser et déployer les connaissances générées dans le monde entier par les spécialistes, les équipes chargées des clients seront confortées par la création de Groupes mondiaux des industries pour renforcer le partage des connaissances, et de Centres des opérations pour faciliter la prise de décisions à proximité des clients en regroupant dans un même site des ressources essentielles. En basant ses spécialistes et ses responsables plus près des clients, dans les Centres des opérations, IFC pourra agir plus rapidement sur place en exploitant des connaissances mondiales.

L'atout le plus important que possède IFC est son personnel. Parallèlement à ses mesures de décentralisation, la Société intensifie ses efforts pour constituer un groupe de responsables d'envergure mondiale offrant à ses clients toute la gamme des connaissances spécialisées et techniques au niveau mondial et local. Attirer des éléments de haut niveau et enrichir leurs connaissances est un élément important d'IFC 2013, essentiel au mode de fonctionnement de la Société. De plus amples informations sur IFC 2013 figurent à la page 100.

Rémunérations

Les directives relatives à la rémunération du personnel d'IFC s'inscrivent dans le cadre établi pour l'ensemble du Groupe de la Banque mondiale. Il est essentiel de maintenir la compétitivité des niveaux de rémunération pour attirer et conserver un personnel hautement qualifié et international. Le barème des rémunérations du Groupe de la Banque mondiale pour le

personnel recruté à Washington est établi par référence au marché des États-Unis qui, jusqu'à présent, était compétitif à l'échelle mondiale. Les traitements des membres du personnel recrutés pour travailler dans des bureaux situés en dehors des États-Unis sont fonction de niveaux jugés compétitifs sur les marchés locaux sur la base d'enquêtes indépendantes. Le Groupe de la Banque mondiale ayant le statut d'organisation internationale, la rémunération de son personnel est établie nette d'impôt.

Rémunération du personnel de direction

Le traitement du Président de la Banque mondiale est déterminé par les administrateurs. Le niveau de rémunération du Vice-président exécutif et directeur général d'IFC correspond au point médian entre le niveau de rémunération le plus élevé du barème applicable au personnel de l'institution, tel qu'il est établi chaque année sur la base d'enquêtes sur les rémunérations aux États-Unis, et le niveau de rémunération du Président du Groupe de la Banque mondiale. Les rémunérations des personnels de direction sont communiquées au public. La rémunération du Vice-président exécutif et directeur général d'IFC, Lars Thunell, est de 347 050 dollars, net d'impôt. IFC n'offre pas de programmes de rémunération à caractère incitatif au personnel de direction.

Programmes de rémunération à élément variable

Les programmes de rémunération à élément variable et de maintien des effectifs ont été suspendus durant l'exercice 09 en raison de l'évolution des conditions du marché et de la volonté d'IFC de gérer prudemment sa situation financière. Étant donné que la récompense des prestations exceptionnelles d'agents et d'équipes de l'institution continue d'être un aspect important de la politique et de la culture de surperformance d'IFC, il a été mis fin à la suspension temporaire des programmes de rémunération à élément variable pour l'exercice 10.

Programmes d'avantages

IFC fait bénéficier son personnel d'un ensemble de prestations compétitives, notamment une assurance médicale et un plan de retraite. Les effectifs basés à Washington sont couverts par Aetna, avec laquelle un contrat a été conclu à la suite d'un processus d'appel d'offres compétitif. Le reste du personnel est couvert par La Garantie médicale et chirurgicale qui est un prestataire de soins de santé international. Le coût de l'assurance médicale est réparti entre l'institution, qui en finance 75 %, et les assurés qui assument les 25 % restants.

Le régime de pension d'IFC fait partie du plan du Groupe de la Banque mondiale et a deux composantes ; la première est une prestation qui est fonction du nombre d'années de service, du niveau de rémunération et de l'âge à la retraite et la deuxième est un plan d'épargne qui comprend une contribution obligatoire de 5 % de la rémunération de chaque agent, à laquelle IFC ajoute 10 % par an. Les prestations encore assurées au titre de l'ancien régime des pensions du Groupe de la Banque mondiale sont les primes de départ et les paiements en espèces additionnels.

Structure des traitements des agents* (Washington)

La structure des traitements et les montants moyens des traitements (nets d'impôt) et des avantages des agents du Groupe de la Banque mondiale pour la période allant du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010 se présentait comme suit.

grade	intitulés de postes représentatifs	minimum USD	référence du marché USD	maximum USD	effectifs à ce grade (%)	traitement moyen / grade	prestations moyennes**
GA	Auxiliaire de bureau	24 420	31 740	41 250	5,8 %	34 640	18 605
GB	Assistant administratif, technicien d'information	31 190	40 550	56 770	0,8 %	41 277	22 170
GC	Assistant de programme, Assistant d'information	38 520	50 090	70 130	10,4 %	52 056	27 959
GD	Assistant principal de programme, Spécialiste de l'information, Assistant du service du budget	44 530	57 880	81 040	8,5 %	63 683	34 204
GE	Analyste	58 100	75 520	105 720	9,5 %	74 384	39 952
GF	Cadre	76 950	100 030	140 050	18,4 %	95 323	51 198
GG	Cadre supérieur	104 050	135 270	189 370	31,3 %	131 476	70 616
GH	Directeur, Cadre de direction	143 600	186 700	241 260	17,7 %	181 374	97 416
GI	Directeur, Conseiller principal	190 390	249 070	285 580	2,8 %	238 283	127 982
GJ	Vice-président	256 760	287 570	322 000	0,4 %	286 638	153 953
GK	Directeur général, Vice-président exécutif	282 010	319 810	351 740	0,1 %	338 403	166 329

Note : Comme les agents du Groupe de la Banque mondiale non américains sont habituellement exemptés de l'impôt sur le revenu sur les rémunérations qui leur sont versées par l'institution, celles-ci s'entendent nettes d'impôt, ce qui équivaut généralement aux salaires nets après impôts des employés des organisations et des entreprises de référence sur la base desquels la grille des salaires de l'institution est établie. Un nombre relativement faible d'agents parvient au tiers supérieur de la fourchette de salaires d'un grade donné.

* Ces chiffres ne s'appliquent pas à l'Administrateur pour les États-Unis ni à son suppléant, dont les salaires sont plafonnés par le Congrès.

**Y compris les congés annuels ; l'assurance-maladie, l'assurance-vie et l'assurance-invalidité ; les droits acquis au titre de la prestation de cessation de service ; et d'autres avantages non salariaux.

la gouvernance d'IFC



De gauche à droite (debout) : Merza Hasan, Abdulrahman Almotadhi, Dante Contreras, Konstantin Huber, Alexey Kvasov, Toru Shikibu, Ambroise Fayolle, Sid Dib, Susanna Moorehead, Rudolf Treffers, Michael Hofmann, Toga McIntosh, James Hagan, Samy Watson, Pulok Chatterji, Philippe Ong Seng. Assis : Jose Rojas, Sun Vithepongse, Giovanni Majnoni, Carolina Renteria, Ian Solomon, Anna Brandt, Shaolin Yang, Michel Mordasini.

IFC a été créée en 1956 en tant qu'organisation internationale. Elle est l'une des institutions membres du Groupe de la Banque mondiale, mais elle est une entité juridique distincte des autres institutions du Groupe de la Banque mondiale ; elle a ses propres statuts, son propre capital, sa propre structure financière, sa propre direction et son propre personnel.

Seuls les pays membres de la Banque mondiale peuvent adhérer à IFC. Au 30 juin 2010, le capital de la Société, qui se chiffrait à 2,45 milliards de dollars, était détenu par 182 pays membres. Ces pays décident de l'orientation générale des programmes et des activités d'IFC. Chaque pays membre nomme un gouverneur et un suppléant. Le Conseil des Gouverneurs est investi de tous les pouvoirs d'IFC, mais il en délègue la majeure partie aux 24 administrateurs de l'institution, qui disposent, chacun d'un nombre de voix qui est fonction de la contribution au capital de la Société du pays ou des groupes de pays qu'il représente.

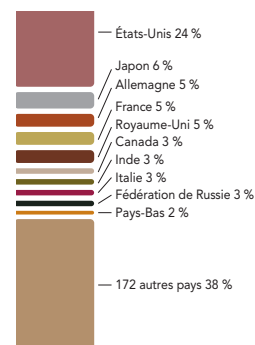
Les administrateurs se réunissent régulièrement au siège du Groupe de la Banque mondiale à Washington pour examiner tous les projets d'investissement, prendre les décisions nécessaires en la matière et superviser la gestion générale de l'institution. Robert B. Zoellick est le Président d'IFC et des autres institutions du Groupe de la Banque mondiale ; il est également président des Conseils. Lars H. Thunell est le Vice-président exécutif et directeur général d'IFC, et supervise la stratégie générale et les opérations de la Société.

ADMINISTRATEURS (SUPPLÉANTS)

Abdulrahman M. Almotadhi (Abdulhamid Alkhalifa)
 Anna Brandt (Jens Haarlov)
 Pulok Chatterji (Kazi M. Aminul Islam)
 Dante Contreras (Felix Alberto Camarasa)
 Sid Ahmed Dib (Javed Talat)
 Ambroise Fayolle (Anne Touret-Blondy)
 James Hagan (Do-Hyeong Kim)
 Merza H. Hasan (Ayman Alkaffas)
 Michael Hofmann (Ruediger Von Kleist)
 Konstantin Huber (Gino Alzetta)
 Alexey Kvasov (Eugene Miagkov)
 Giovanni Majnoni (Nuno Mota Pinto)
 Toga McIntosh (Hassan Ahmed Taha)
 Susanna Moorehead (Stewart James)
 Michel Mordasini (Michal Krupinski)
 Louis Philippe Ong Seng (Agapito Mendes Dias)
 Carolina Renteria (Rogerio Studart)
 Jose A. Rojas (Marta Garcia Jauregui)
 Toru Shikibu (Yasuo Takamura)
 Ian H. Solomon (vacant)
 Rudolf Treffers (Tamara Solyanyk)
 Sun Vithepongse (Irfa Ampri)
 Samy Watson (Kelvin Dalrymple)
 Shaolin Yang (Junhong Chang)

Les pays membres de l'IFC, ses actionnaires, lui fournissent un important appui

Part de capital par pays



forger des partenariats productifs

IFC collabore avec les autorités nationales, des sociétés et des fondations pour promouvoir des partenariats novateurs de bailleurs dans le but de réduire la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie des populations à travers le développement du secteur privé. La manière dont la Société conçoit ses relations avec les donateurs privilégie les partenariats de longue durée, oriente l'attention sur la recherche de résultats et l'efficacité, et assure une visibilité adéquate à ses partenaires.

Les donateurs qui sont partenaires d'IFC aident la Société dans une mesure cruciale à accroître son impact au plan du développement. Leur appui financier non seulement accroît la contribution d'IFC pour son propre compte aux services-conseil mais en outre renforce l'impact des opérations d'investissement d'IFC en resserrant l'action menée en collaboration et en définissant des priorités partagées.

Les partenariats forgés par IFC avec les bailleurs de fonds dépassent souvent le cadre d'une simple relation de financement pour aboutir à une compréhension mutuelle des objectifs poursuivis et à un partage des connaissances. La Société encourage cette évolution en s'associant avec ses bailleurs pour s'attaquer à des thèmes communs tels que le changement climatique et la sécurité alimentaire. Ce faisant, elle s'efforce de mener la réflexion et de stimuler une action coordonnée.

Durant l'exercice 10, IFC a collaboré avec ses partenaires bailleurs de fonds pour s'attaquer aux problèmes les plus pressants au plan du développement, notamment le chômage, la sécurité alimentaire, le changement climatique, l'infrastructure ainsi que les États fragiles et les pays touchés par un conflit. Étant donné les ressources limitées disponibles et les difficultés financières rencontrées à l'échelle mondiale, ces partenariats permettent fondamentalement de maximiser l'impact de l'action d'IFC sur le développement. IFC accorde la plus haute importance à la communication aux bailleurs de la manière dont leurs fonds sont utilisés et des résultats qu'ils ont contribué à obtenir.

COLLABORATION AVEC LES BAILLEURS DE FONDS

Durant l'exercice 10, qui a été marqué par de lourdes contraintes financières, 19 pays bailleurs de fonds et plusieurs partenaires institutionnels et privés d'IFC ont contribué au financement de l'expansion des activités de conseil de la Société en engageant des montants supplémentaires à hauteur de 181,19 millions de dollars.

IFC a élargi la portée de l'Initiative de services-conseil en réponse à la crise, qui a déjà permis de lever jusqu'à 18,3 millions de dollars avec le soutien financier de l'Autriche, du Japon, du Luxembourg, des Pays-Bas et de la Suisse.

Le Programme de liquidités pour le commerce mondial (GTLP) est un exemple convaincant de partenariat novateur forgé pour monter une riposte efficace à la crise financière mondiale. (Voir page 14). Il bénéficie de l'appui de différents partenaires tels que la Banque africaine de développement, le Canada, la Chine, le Fonds de l'OPEP pour le développement international, le Fonds saoudien pour le développement, le Japon, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède.

Durant l'exercice 10, IFC a forgé des partenariats avec de nombreux bailleurs pour faire face au changement climatique, limiter la perte de biodiversité et mobiliser le capital social.

Par exemple, par l'intermédiaire du partenariat Pays-Bas-IFC pour l'énergie renouvelable, qui devrait générer des financements de 20,3 millions de dollars sur quatre ans, les Pays-Bas a apporté de nouvelles ressources à des projets en Inde, en Indonésie, au Kenya et au Pakistan allant du financement d'énergies propres à la génération d'électricité éolienne et hydraulique.

IFC encourage l'utilisation de ressources géothermiques dans le monde entier dans le cadre d'un partenariat forgé avec le Japon et l'Islande, et elle appuie la conception d'un indice d'efficacité carbone dans ce cadre d'un partenariat avec le Royaume-Uni.

Pour accroître l'échelle des investissements consacrés à la lutte contre le changement climatique et la perte de biodiversité, IFC a géré plus de 320 millions de dollars provenant du Fonds pour l'environnement mondial et des Fonds d'investissement climatique, qui ont été utilisés sous forme d'investissements concessionnels et de dons à l'appui des services-conseil. IFC a également tenu ses premières consultations de haut niveau avec la Commission européenne et la Banque européenne d'investissement pour déterminer comment ces différentes institutions peuvent mieux collaborer pour s'attaquer à des questions telles que la maîtrise de l'énergie.

IFC et ses partenaires bailleurs de fonds collaborent également par l'intermédiaire de partenariats public-privé à l'élargissement de l'accès à des services de base dans les domaines de l'eau, de l'électricité, des transports, de l'alimentation, de la santé et de l'éducation. Plus de 29 partenaires bailleurs de fonds contribuent aux services-conseil d'IFC concernant les partenariats public-privé dans 86 pays. Le Fonds de partenariat pour la collaboration au développement des infrastructures bénéficie d'un soutien de l'Autriche, des États-Unis, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de la Suède.

Avec l'appui des bailleurs, IFC favorise également la création d'emplois et d'opportunités économiques dans les pays touchés par un conflit. Son Initiative en faveur des pays d'Afrique touchés par un conflit reçoit un soutien de l'Irlande, de la Norvège et des Pays-Bas (voir page 52). Par ailleurs, le partenariat qu'elle a établi avec les Pays-Bas au profit des pays touchés par un conflit a permis de lever 5,4 millions de dollars pour financer l'octroi de services-conseil dans le monde.

Depuis le séisme qui a ravagé Haïti cette année, les efforts déployés par la Société dans ce pays ont bénéficié d'un soutien crucial de l'Autriche, des États-Unis, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de la Suède (voir page 51).

LES PRINCIPES DE PARTENARIAT

IFC s'efforce d'avoir un impact maximal sur le développement en forgeant des partenariats avec des bailleurs de fonds, les autorités nationales des pays d'accueil, d'autres institutions de développement, des structures de mécénat et des clients. Ces partenariats sont particulièrement importants à une époque où les ressources sont limitées, le monde étant confronté aux répercussions d'une crise financière et économique sans précédent. IFC a formulé quelques principes majeurs en matière de partenariat (*Key Principles of Partnerships*) pour définir la manière dont elle entend collaborer avec ses partenaires donateurs et faire en sorte que les partenariats soient complémentaires et se renforcent mutuellement :

— IFC et ses partenaires bailleurs de fonds mettent leurs ressources en commun pour poursuivre un même objectif : promouvoir le développement durable du secteur privé dans les pays émergents.

— IFC et ses partenaires bailleurs de fonds créent des opportunités de partager leurs connaissances et leurs vues sur les stratégies et les démarches devant être retenues dans le cadre des services-conseil gérés par la Société. Les possibilités de consultations stratégiques sont multiples, parfois officialisées dans un accord, parfois ponctuelles dans le cadre de contacts réguliers.

— IFC communique régulièrement des informations opérationnelles et financières mises à jour à ses partenaires bailleurs de fonds pour leur permettre de comprendre comment elle dépense leurs ressources, d'évaluer la progression des projets et de fournir rapidement des informations en retour.

— Les bénéficiaires, ainsi que d'autres parties prenantes dans les pays donateurs et les pays clients, souhaitent connaître l'impact et l'efficacité des programmes de services-conseil d'IFC. La Société s'efforce donc de renforcer l'évaluation des résultats, le partage et la diffusion des connaissances, ainsi que la visibilité des partenaires bailleurs de fonds.

engagements financiers au titre
des services-conseil de l'IFC
(équivalent en millions d'USD)

État récapitulatif	ex. 10	ex. 09
États	152,05	185,81
Partenaires institutionnels / multilatéraux	19,54	64,52
Partenaires privés / Fondations	9,60	0,71
Total	181,19	251,04

engagements financiers au titre des
services-conseil de l'IFC, par bailleurs
de fonds institutionnels et privés
(équivalent en millions d'USD)

Bailleurs de fonds institutionnels et privés	ex. 10	ex. 09
Banque de développement des Caraïbes	0	0,4
Commission européenne	2,25	31,13
Fondation Gates	8	0
FEM, FTP	17,24	32,94
Banque islamique de développement	0	0,04
Institutions des Nations Unies	0,05	0,02
Divers bailleurs de fonds privés	1,6	0,71

engagements financiers au titre
des services-conseil de l'IFC par pays
(équivalent en millions d'USD)

États	ex. 10	ex. 09
Afrique du Sud	0,71	0
Allemagne	0,04	1,39
Australie	8,84	5,58
Autriche	10,08	16,46
Canada	12,63	17,66
Danemark	0,39	5,34
Espagne	0	6,79
États-Unis	1,85	1,34
Finlande	5,44	2,28
France	2,92	3,25
Irlande	1	7,94
Islande	0,2	0
Italie	0	0,74
Japon	9,19	2,62
Luxembourg	2,25	1,9
Norvège	10,86	15,44
Nouvelle-Zélande	0,58	4
Pays-Bas	25,61	44,75
Portugal	0	0,7
Royaume-Uni	42,52	19,24
Suède	1,62	1,28
Suisse	15,33	27,13
Total	152,05	185,81

COLLABORATION AVEC LES FONDATIONS ET LES STRUCTURES DE MÉCÉNAT D'ENTREPRISE

Les fondations et les structures de mécénat sont d'importantes alliées d'IFC dans le cadre des efforts que celle-ci mène pour réduire la pauvreté et promouvoir le développement.

IFC cherche à forger des partenariats stratégiques de longue durée avec des fondations novatrices poursuivant des activités dans les pays qui sont ses clients. Les fondations et les structures de mécénat d'entreprise apprécient de travailler avec IFC en raison de l'envergure mondiale de son action, de ses relations avec le secteur privé, de son aptitude à associer investissements et services-conseil, et de ses liens avec le Groupe de la Banque mondiale.

Dans le cadre des partenariats qu'elles ont forgés, IFC et les structures de mécénat mettent en œuvre des programmes sur le terrain dans le but d'atténuer les facteurs d'inefficacité sur les marchés et de promouvoir la croissance économique dans les pays en développement. Les structures de mécénat, qui contribuaient jusqu'à récemment essentiellement par des dons aux efforts de développement, ont depuis quelque temps davantage recours à des instruments d'investissement novateurs pour appuyer un développement durable du secteur privé.

Durant l'exercice 10, les deux plus importants donateurs privés avec lesquels IFC a collaboré ont été la Fondation Bill et Melinda Gates et la Fondation Rockefeller. Ces partenariats ont permis de poursuivre différentes activités dont quelques exemples figurent ci-après :

— Les Fondations Bill et Melinda Gates et Rockefeller ont appuyé les efforts déployés par IFC pour mobiliser jusqu'à un milliard de dollars afin de renforcer la prestation de services privés de santé en Afrique et de promouvoir des soins de santé socialement responsables.

— La fondation Kauffman a parrainé la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat afin de mettre en relief les efforts et les difficultés associés au développement de l'entrepreneuriat dans les marchés émergents et dans les pays pionniers.

— Visa International a appuyé l'extension du programme couvert par Small and Medium Enterprises Toolkit (la boîte à outils des PME) d'IFC pour intégrer un module de compétences financières de base qui présente de l'intérêt aussi bien pour les petites et moyennes entreprises que pour les fournisseurs de fonds.

COLLABORATION AVEC D'AUTRES INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES

Il est plus important que jamais de forger des partenariats efficaces avec d'autres organisations internationales maintenant que la demande de services d'IFC s'intensifie et que les difficultés budgétaires que rencontrent les actionnaires et les clients de la Société s'accroissent.

IFC s'associe à une large gamme d'institutions multilatérales et bilatérales dont les activités visent à développer le secteur privé, de manière à regrouper les ressources disponibles pour étendre la portée de l'action menée et maximiser l'impact de ses investissements et de ses services-conseil. Par le biais de cette collaboration, IFC peut partager ses connaissances et concevoir des programmes plus efficaces pour s'attaquer aux problèmes de développement les plus épineux. Ses partenaires, quant à eux, profitent de la position de chef de file d'IFC — qui est à l'origine d'environ 30 % des financements engagés par les institutions financières internationales au profit du secteur privé dans les pays en développement.

Cette collaboration a contribué dans une mesure cruciale à la riposte à la crise économique mondiale et a permis à la Société de rapidement lancer de nouvelles initiatives pour encourager l'offre de crédits commerciaux, recapitaliser les banques et stimuler les investissements dans les infrastructures. De manière plus générale, IFC et d'autres IFI participent ensemble à des projets particuliers, fournissent des financements conjoints et collaborent à l'élaboration de normes et des meilleures pratiques.

Par le biais de son Accord-cadre de coopération, IFC a élargi la portée des accords de cofinancement formels qu'elle conclut avec d'autres IFI. L'accord-cadre, qui précise de quelle manière les IFI collaborent au cofinancement de projets menés par IFC, permet d'apporter des ressources pour compléter les financements du marché qui se sont taris à cause de la crise.

Les membres de l'équipe de direction d'IFC se réunissent aussi périodiquement avec leurs homologues de plus d'une vingtaine d'autres institutions œuvrant au développement du secteur privé pour examiner les progrès accomplis dans le cadre des initiatives conjointes. Plus de 15 groupes de travail ont été créés dans le but d'assurer le partage des meilleures pratiques et d'harmoniser les activités dans des domaines tels que le gouvernement d'entreprise, les centres financiers offshore et les résultats au plan du développement.

Cette collaboration a contribué dans une mesure cruciale à la riposte à la crise économique mondiale et a permis à la Société de rapidement lancer de nouvelles initiatives.

maintenir un modèle d'activité économique viable et efficace

IFC 2013

Un programme de remaniement général

IFC 2013 est un processus de remaniement général qui vise à instaurer un modèle d'activité plus efficace et durable pour permettre à la Société d'avoir un plus grand impact au plan du développement. Ce processus s'appuie sur les efforts de décentralisation déjà menés pour permettre à la Société de faire plus dans les pays moins avancés et dans les régions moins développées des pays à revenu intermédiaire ainsi que sur son expérience en tant que chef de file des efforts de développement du secteur privé — et sur ses valeurs fondamentales que sont l'excellence, la conviction, l'intégrité et le travail en équipe.

Dans le cadre de ce processus, IFC s'est efforcée de déterminer comment actualiser son modèle de prestations, simplifier la manière dont elle opère et placer les centres de décision plus près de ses clients de façon à pouvoir répondre plus rapidement à leurs besoins. Elle a entrepris de se doter d'un ensemble d'objectifs de développement qui doivent guider sa stratégie à long terme. Elle renforce ses compétences spécialisées dans les différentes branches d'activité de manière à accroître son implantation partout dans le monde et trouver de meilleurs moyens de mettre son savoir mondial au service de ses clients. Elle continue de préciser l'orientation de ses services-conseil et d'aligner plus étroitement ces derniers et ses services d'investissement afin d'étendre son impact. Les succès remportés seront mesurés notamment par l'accroissement de la satisfaction des clients de la Société et de son impact sur le plan du développement.

Pour assurer la viabilité de son modèle d'activité, IFC met également davantage l'accent sur les résultats financiers. Grâce à la solidité de sa position financière, la Société a été en mesure de répondre aux besoins de ses clients durant la crise financière mondiale. À l'avenir, un aspect essentiel de sa stratégie consistera à maintenir sa bonne position financière et à s'assurer que son modèle d'activité continue d'être viable compte tenu de l'évolution des besoins et de la situation financière de ses clients.

IFC a entrepris de renforcer sa position financière en développant ses investissements sous forme de prises de participation, en générant des commissions de gestion et de mobilisation et en obtenant des contributions supplémentaires des parties prenantes. La création d'IFC Management Assets Company en 2009 (voir page 74) procure à la Société un nouvel instrument pour mobiliser des investissements auprès de tiers à l'appui du développement.

LES NOUVEAUX CENTRES DES OPÉRATIONS

Les succès remportés par IFC au cours des années se sont caractérisés par l'aptitude de la Société à mettre les connaissances spécialisées qu'elle a acquises à l'échelle mondiale pour répondre aux besoins de ses clients dans différentes parties du monde.

Pour améliorer ses prestations, IFC ajuste périodiquement son organigramme. Elle a antérieurement mis en place des départements spécialisés par branche d'activité. Elle a également accru le nombre de ses agents dans les bureaux installés dans les pays en développement. Dans le cadre d'IFC 2013, la Société franchit une étape importante en mettant en place des Centres des opérations pour servir ses clients dans des fuseaux horaires différents.

IFC 2013 prévoit la constitution de plusieurs Centres des opérations régionaux, dirigés chacun par un vice-président de la Société. Ces centres regrouperont les fonctions de décision, les capacités d'exécution et les

fonctions d'appui à proximité des clients d'IFC, ce qui facilitera la poursuite d'activités d'investissement et de gestion des risques de portefeuilles plus efficaces. Les centres appuieront également la poursuite de l'intégration des services d'investissements et des services-conseil, au profit des clients de l'institution.

Le premier Centre des opérations d'IFC établi en dehors de Washington se trouve à Istanbul, et traite les activités menées en Europe centrale et en Europe de l'Est, en Asie centrale, en Europe du Sud, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. D'autres Centres des opérations seront progressivement ouverts dans différentes parties du monde, compte tenu de l'expérience acquise dans le cas du centre d'Istanbul. IFC coordonne le choix du site de ces centres avec la Banque mondiale et la démarche suivie en fonction des régions desservies.

LA GESTION DES RISQUES

Gestion du portefeuille

Les activités de gestion du portefeuille contribuent de manière fondamentale à assurer que les investissements d'IFC permettent aux entreprises du secteur privé d'être profitables et aussi respectueuses de l'environnement. Dans un contexte économique incertain, le rôle de la gestion du portefeuille est encore plus crucial. Depuis l'amorce de la crise économique mondiale, les agents d'IFC chargés du portefeuille ont entrepris de collaborer avec les sociétés clientes pour évaluer leurs points faibles et leur exposition aux risques ainsi que ceux de la Société. Des ressources supplémentaires ont été attribuées à la gestion de portefeuille, et un plus grand nombre d'agents ont été affectés aux services de portefeuille. La Société a procédé à des tests de vulnérabilité du portefeuille et continue d'examiner et d'ajuster sa gamme de produits pour maximiser son impact au plan du développement ainsi que son rendement financier.

IFC veille en permanence au respect des accords d'investissement, se rend sur le site des projets pour vérifier l'état d'avancement des opérations et aide à trouver des solutions aux problèmes qui pourraient se poser. Elle suit également les résultats au plan du développement des projets sous l'angle de leur performance environnementale et sociale. Ces opérations de supervision sont menées par des services de portefeuille essentiellement basés dans les bureaux sur le terrain. La direction d'IFC assure le contrôle de ces activités en procédant chaque trimestre à l'examen de l'intégralité de son portefeuille d'investissement. Le processus de gestion du portefeuille est appuyé par un système de notation du risque de crédit. Les banques qui participent aux prêts d'IFC sont tenues informées de l'évolution des projets, et la Société les consulte ou demande leur aval si nécessaire.

Lorsque des difficultés financières se présentent, la direction détermine le niveau des provisions pour pertes sur prêt sur la base d'examen de portefeuille et des recommandations des unités de gestion du portefeuille, conformément aux politiques et aux méthodes approuvées par les auditeurs externes d'IFC. Le Département des opérations spéciales détermine les mesures qu'il convient de prendre pour remédier à la situation. Il s'efforce de négocier des accords avec tous les créanciers et actionnaires pour répartir la charge de la restructuration et régler les problèmes sans interrompre le déroulement du projet. Dans les cas exceptionnels où les négociations échouent, IFC prend toutes les dispositions nécessaires et appropriées pour protéger ses intérêts.

Avant de procéder à un investissement quelconque, IFC fait preuve d'une diligence raisonnable, notamment en ce qui concerne l'intégrité des entités parrainantes et des principaux intervenants, pour s'assurer que le projet est conforme à toutes les normes de la Société dans différents domaines — tels que le contexte environnemental et social, la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, la lutte contre la corruption,

le gouvernement d'entreprise et la transparence fiscale. IFC procède aussi à un examen plus approfondi des projets dans lesquels interviennent des centres financiers offshore, afin de déterminer la légitimité des structures proposées. Cet exercice généralisé d'une diligence raisonnable caractérise de longue date les projets d'IFC.

Adéquation du capital et capacité financière

IFC évalue l'adéquation de son capital en mesurant ses besoins d'expansion et le profil des risques des investissements en cours et prévus par rapport au ratio minimum d'adéquation du capital établi pour ces besoins. Le ratio minimum d'adéquation du capital est déterminé par la méthode de calcul économique du Capital, Prix, Risque (CAPRI) d'IFC, qui différencie les actifs sur la base d'indicateurs statistiques de risque.

Selon la méthode CAPRI, IFC doit maintenir un niveau minimum de ressources disponibles (y compris le capital libéré, les bénéfices mis en réserve nets des montants affectés et de certaines plus-values latentes, et le montant total des provisions pour pertes sur prêts) égal au montant total des pertes éventuelles au titre de tous les engagements hors-bilan estimées à des niveaux que IFC juge compatible avec le maintien d'une notation triple A.

La méthode basée sur le capital économique employée par IFC pour calculer l'adéquation de son capital, compte tenu de sa mission unique de développement du secteur privé et de son action de stabilisation conjoncturelle, est conforme aux meilleures pratiques en ce domaine et est configurée de manière à maintenir un capital suffisant pour justifier une notation triple A.

Même au regard des critères plus rigoureux d'adéquation du capital exigés par une notation triple A, IFC maintient un niveau de capital généralement bien supérieur au minimum requis.

À la fin de l'exercice 10, le montant total des ressources nécessaires était de 12,8 milliards de dollars, et le montant total des ressources disponibles 16,8 milliards de dollars. Le ratio d'endettement d'IFC était de 2,2 c'est-à-dire bien inférieur au maximum prescrit par les directives financières de la Société (qui est de 4).

Le capital libéré, les bénéfices mis en réserve, nets du montant des affectations et de certaines plus-values latentes, et les réserves générales pour pertes sur prêts constituent la capacité financière d'IFC. Cette capacité permet à la Société d'appuyer les opérations en cours, de financer des opportunités et des plans stratégiques d'expansion à moyen terme et d'amortir les chocs ou les crises pouvant survenir dans des pays membres, ou encore des replis plus généraux des marchés mondiaux, tout en continuant d'avoir les capacités requises pour maintenir sa note triple A et jouer un rôle de stabilisation conjoncturelle.

La lutte contre la corruption est un élément essentiel des efforts déployés par IFC pour promouvoir un développement durable du secteur privé.

IFC et la lutte contre la corruption

La corruption ébranle la confiance du public dans les marchés ouverts et dans la primauté de la loi, et elle accroît le coût de l'activité économique dans la plupart des nations en développement. La lutte contre la corruption est un élément essentiel des efforts déployés par IFC pour promouvoir un développement durable du secteur privé. Les initiatives prises par IFC pour renforcer la transparence et la concurrence et pour promouvoir le renforcement des normes d'intégrité et des systèmes de gouvernement d'entreprise se sont révélées être des moyens efficaces de lutter contre la corruption.

Les règles et procédures de diligence raisonnable d'IFC sont la première ligne de défense contre la corruption dans le cadre de ses projets. Elles ont pour objectif d'établir l'intégrité de ses partenaires potentiels et d'empêcher que ses projets donnent lieu à des pratiques illégales ou contraires à l'éthique, telles que la fraude et la corruption. La Société s'appuie sur les informations disponibles sur le terrain et provenant d'autres sources, telles que les bases de données mises à la disposition du public, pour procéder à des enquêtes sur les antécédents et l'intégrité de ses partenaires potentiels et de leurs parties prenantes (entités parrainantes, membres de la direction et actionnaires ou propriétaires).

La politique d'IFC contre la corruption est inscrite dans le cadre juridique régissant ses investissements. La Société est en droit d'annuler des décaissements ou de mettre fin à un programme si un client commet des actes de fraude ou de corruption. De surcroît, des sanctions peuvent être prises à l'encontre de personnes ou d'entités reconnues coupables — par le biais du processus de sanctions de la Banque mondiale — de pratiques corrompues, frauduleuses, coercitives ou obstructionnistes en rapport avec un projet d'IFC. Les sanctions incluent la publication du nom de la personne concernée sur un site web public et peuvent comprendre aussi l'exclusion de cette personne de toute opération à laquelle participe le Groupe de la Banque mondiale.

La Vice-présidence Intégrité est le service du Groupe de la Banque mondiale chargé de procéder à des enquêtes en cas d'allégations de fraude et de corruption dans le cadre de projets d'IFC. Le Département des risques commerciaux de la Société assure la liaison entre la Vice-présidence et IFC. Le rapport annuel de la Vice-présidence se trouve sur le site web de la Banque mondiale.

IFC est aussi partie à l'Accord d'exclusion croisée signé en avril par le Groupe de la Banque mondiale et quatre grandes banques multilatérales. En vertu de cet accord, les entités faisant l'objet de sanctions de la part de l'une quelconque des banques de développement participantes peuvent être exclues des opérations des autres banques de développement en raison de l'acte illicite qui a motivé la sanction initiale. L'accord permet d'égaliser les chances de toutes les entreprises se trouvant en concurrence pour obtenir un marché dans le cadre de projets de banques multilatérales de développement. La liste des entreprises exclues figure sur le site web de la Banque mondiale.

D'autres réformes du processus de sanction ont été adoptées par le Groupe de la Banque mondiale dans le cadre du Forum sur la gouvernance et la lutte contre la corruption. Il s'agit, notamment, des mesures de suspension temporaire, d'exclusion avec levée conditionnelle des mesures d'exclusion, de règlement, et des directives révisées pour l'application des sanctions. La mise en œuvre de ces réformes s'accompagne de la diffusion de modèles d'accord juridique révisés. Durant l'exercice 10, une nouvelle page web a été créée sur le site interne de l'institution pour faciliter l'accès des membres du personnel à des informations sur les mesures de lutte contre la corruption. Cette page donne accès à des instruments relatifs au processus de sanction du Groupe de la Banque mondiale ainsi qu'aux programmes obligatoires d'apprentissage en ligne (e-Learning).

une action responsable

L'APPROCHE D'IFC EN MATIÈRE DE VIABILITÉ

L'approche d'IFC en matière de viabilité repose sur la conviction que la réduction de la pauvreté passe par une croissance économique saine ayant le développement du secteur privé pour moteur. Lorsqu'elle procède à des investissements, réalise des opérations et dispense des services de conseil dans le monde, elle prend en compte quatre aspects — financier, économique, écologique et social — de la viabilité.

— La viabilité financière d'IFC et celle de ses clients leur permet de contribuer de façon durable, ensemble, au développement.

— Grâce à leur viabilité économique, les projets et les sociétés financés par IFC contribuent à l'activité économique des pays d'accueil.

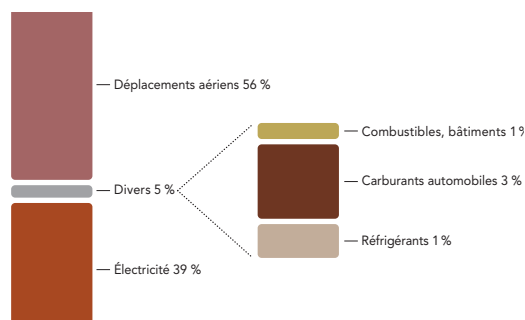
— La viabilité écologique des activités et des chaînes d'approvisionnement des clients d'IFC aide à protéger et à conserver les ressources naturelles, à atténuer les impacts environnementaux et à répondre à l'impératif d'envergure mondiale que constitue la lutte contre le changement climatique.

— La viabilité sociale passe par l'amélioration des conditions de vie et de travail, la réduction de la pauvreté, la recherche du bien-être des communautés et le respect des droits fondamentaux de la personne humaine.

IFC est résolue à faire en sorte que les fruits du développement économique soient partagés avec les populations pauvres et vulnérables, et que le développement se fasse dans le respect de l'environnement. La recherche de la viabilité est aussi l'occasion de transformer les marchés, de promouvoir l'innovation dans de nouveaux domaines et d'ajouter de la valeur aux activités des clients de la Société en aidant ces derniers à améliorer leurs résultats commerciaux.

43,591 tonnes de CO₂e

inventaire des émissions de carbone pour l'exercice 09 — opérations de l'IFC dans le monde



Les émissions de carbone d'IFC pour l'exercice 09 carbon se sont chiffrées au total à 43 591 tonnes d'équivalent dioxyde de carbone (tCO₂e), qui comprennent les émissions de dioxyde de carbone, de méthane et d'oxyde d'azote.

LE CADRE DE VIABILITÉ ET L'EXAMEN DES POLITIQUES D'IFC

Le cadre de viabilité d'IFC témoigne de l'importance qu'attache de longue date la Société à une gestion de l'environnement et à un développement social rationnels. Il permet à ses clients du secteur privé de comprendre leurs obligations ainsi que les attentes d'IFC en matière de performance bien avant d'avoir finalisé une transaction avec cette dernière. Ce cadre est conçu pour répondre aux préoccupations des populations touchées par les projets de la Société et pour accroître l'impact de celle-ci au plan du développement.

Le cadre a trois composantes : la Politique pour une action durable sur le plan social et environnemental, qui définit la responsabilité qu'a la Société de soutenir ses clients en tant que partenaires pour que les projets produisent des résultats ; les normes de performance d'IFC (voir page 76), et la Politique d'information. Lorsqu'il a approuvé le cadre actuel, en 2006, le Conseil d'administration d'IFC a demandé à l'institution de procéder à un examen de l'expérience acquise dans son application après trois ans.

Le rapport établi sur cette base aboutit à la conclusion qu'il est nécessaire d'apporter certaines précisions et modifications pour adapter le cadre à l'évolution du contexte de l'activité économique et des produits d'IFC. La Société a entrepris d'étudier ces questions en septembre 2009 et a commencé à tenir des consultations avec les parties prenantes en novembre.

À ce jour, IFC a eu des contacts avec une large gamme de parties prenantes, notamment la société civile, des représentants des branches d'activité, des universitaires et des experts techniques, les Administrateurs de l'institution, le Conseiller/ombudsman pour l'application des directives, le Groupe indépendant d'évaluation, le Groupe consultatif extérieur sur le cadre de viabilité d'IFC et des groupes de pairs au sein de la Société.

Les parties prenantes ont identifié un certain nombre de domaines qui doivent faire l'objet d'une plus grande attention ou donner lieu à des précisions. Les principaux thèmes plurisectoriels sont le changement climatique, les services des écosystèmes, la parité hommes-femmes et les droits de la personne humaine. Les parties prenantes ont également fait part de l'intérêt que présentent pour elles des questions telles que les implications de la différence entre le « consentement » et la « consultation » des populations autochtones, la protection de la diversité biologique, le classement des projets dans les catégories de risque environnemental et social, et la transparence des marchés et contrats.

Les modifications proposées visent à élargir le champ des rapports établis par les clients d'IFC sur leurs émissions de gaz à effet de serre, à imposer de nouvelles obligations d'utilisation rationnelle de l'eau et de l'énergie, à assurer que les projets suivent une démarche soucieuse de promouvoir la parité hommes-femmes et à lutter contre le trafic des femmes et des enfants. IFC s'est engagée à diffuser de plus amples informations sur son impact au plan du développement et sur les résultats de ces projets.

Des renseignements plus complets figurent à l'adresse <http://www.ifc.org/policyreview>.

LA GESTION DU RISQUE ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

Depuis 2000, IFC établit une note de risque environnemental et social pour ses investissements qui comportent un certain degré de risque en ces domaines, indiqué par leur classement dans les catégories A, B ou FI. Cette note est attribuée et mise à jour, généralement une fois par an, par les spécialistes des questions environnementales et sociales de l'institution à partir des rapports des clients et des comptes-rendus de missions sur le terrain. La fréquence de ces dernières dépend de l'évaluation du risque que présente le projet et de la manière dont l'opération se déroule par rapport aux éléments d'un plan d'action convenu.

Les études réalisées par IFC font état d'une corrélation positive entre le risque environnemental et social, d'une part, et le risque de crédit, d'autre part, des investissements de la Société. L'étude la plus récente, qui a été achevée en 2010, indique qu'environ 35 % des prêts pour lesquels le risque environnemental et social est le plus élevé ont également reçu d'IFC une note de risque de crédit élevée. En revanche, à peu près 5 % seulement des investissements pour lesquelles la note de risque environnemental et social est faible ont obtenu une note de risque de crédit élevé. Dans le cas des investissements d'IFC sous forme de participations, les analyses indiquent aussi que les investissements jugés présenter un moindre risque environnemental et social affichent également des rendements nettement plus élevés.

Dans le but de renforcer sa gestion des risques environnementaux et sociaux, IFC a continué, durant l'exercice 10, de concentrer son action sur la réduction du « déficit d'information » environnementale et sociale de son portefeuille. Ce déficit correspond à la proportion de sociétés incluses dans le portefeuille d'IFC pour lesquelles l'institution n'a pas reçu d'informations actualisées sur les résultats environnementaux et sociaux durant les deux derniers exercices. Le déficit d'information a été ramené de 6,4 % pour l'exercice 10 à 4,4 % pour l'exercice 10.

CATÉGORIES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT D'IFC

A	Le projet devrait avoir des impacts défavorables marqués sur le plan social et environnemental, qui sont divers, irréversibles et sans précédent.
B	Le projet devrait avoir des impacts défavorables limités sur le plan social et environnemental, auxquels il peut être remédié aux moyens de mesures d'atténuation.
C	Le projet devrait avoir des impacts défavorables minimes ou nuls sur le plan social et environnemental ; certains investissements faisant intervenir des intermédiaires financiers entrent dans cette catégorie.
FI	Investissement dans des intermédiaires financiers qui n'a pas d'impact défavorable sur le plan social ou environnemental, mais qui peut financer des sous-projets qui pourraient, quant à eux, avoir des impacts défavorables.

LA DÉTERMINATION D'IFC À RÉDUIRE SON EMPREINTE

Pour IFC, aider ses clients à relever les défis environnementaux est un élément central de sa stratégie. Aligner cette dernière sur la manière dont elle poursuit ses activités est un important effort au quotidien.

Cette année, le maire de la ville de Washington, Adrian Fenty, a décerné à IFC le prix intitulé « Environmental Excellence » qui, à l'issue d'un concours organisé chaque année, récompense une entreprise ou une société implantée dans la ville pour sa bonne intendance de l'environnement, des meilleures pratiques novatrices, et ses efforts de prévention de la pollution et de conservation des ressources.

IFC, en sa qualité d'institution du Groupe de la Banque mondiale, est devenu la première banque multilatérale de développement à présenter des informations sur ses émissions de gaz à effet de serre — en commençant par les opérations menées au siège d'IFC et de la Banque mondiale — à « Carbon Disclosure Project » qui possède la plus importante base de données au monde constituées d'informations fournies directement les entreprises en rapport avec le changement climatique.

Cette année, le bâtiment du siège d'IFC — qui est aussi son plus grand immeuble de bureaux — a reçu du U.S. Green Building Council l'homologation « Leadership in Energy and Environmental Design Platinum Certification for Existing Buildings ». Il s'agit là de l'évaluation la plus favorable pouvant être donnée à un bâtiment existant dont l'exploitation est la plus efficace possible et l'impact sur l'environnement le plus faible possible — du fait, par exemple, d'une réduction de la consommation d'eau et d'énergie.

Plus de la moitié de l'empreinte carbone d'IFC est imputable aux déplacements aériens de son personnel. La Société s'efforce de réduire ces déplacements en organisant davantage de vidéoconférences, de réunions par internet et de formations en ligne. Depuis l'exercice 08, le recours aux vidéoconférences a plus que doublé et une plus grande partie de la formation du personnel s'effectue par voie électronique.

Une autre partie importante de l'empreinte carbone d'IFC tient à sa consommation d'électricité — celle du siège a contribué pour 22 % à l'empreinte carbone globale de la Société pour l'exercice 09. Durant l'exercice 10, IFC a réduit la consommation d'électricité par poste de travail au siège de 10 % pour la ramener à 6 394 kWh, et a ainsi atteint l'objectif qu'elle s'était fixée pour la période couverte par les exercices 08 à 13. Elle ajustera son objectif pour l'exercice 11 afin d'encourager une utilisation encore plus rationnelle de l'énergie dans le cadre de ses opérations quotidiennes.

Durant l'exercice 10, IFC a commencé à utiliser un système de gestion de données basé sur le Web, mis en place durant l'exercice 09, pour collecter et calculer la valeur des émissions globales de carbone produite par ses opérations internes. Étant donné la complexité et le niveau de détail de la méthode de calcul des stocks de carbone d'IFC, le passage au nouveau système a présenté quelques difficultés — dues, notamment, au manque de cohérence de certaines données ou au mode de calcul des données — qu'elle s'efforce de résoudre. Durant l'exercice 09, les émissions de carbone des opérations institutionnelles de tous les bureaux d'IFC se sont chiffrées à 43 591 tonnes d'équivalent dioxyde de carbone.

IFC continue d'afficher un bilan carbone neutre pour l'ensemble de ses opérations dans le monde entier. Elle a acheté des crédits carbone provenant d'un portefeuille de cinq projets. En collaborant avec ClimateCare, IFC a sélectionné des projets qui présentent des avantages manifestes et tangibles pour le développement des communautés au sein desquels ils sont poursuivis.

Le cycle des investissements d'IFC

Le cycle ci-après décrit les étapes suivies par une proposition d'activité économique pour devenir un projet financé par IFC.



UNE VOLONTÉ DE TRANSPARENCE

En sa qualité d'institution financière multilatérale dont les opérations concernent de nombreuses régions et couvrent de nombreux secteurs, IFC a un impact sur une large gamme de parties prenantes.

La Société estime qu'il est fondamental, pour elle, d'agir de manière transparente et responsable pour pouvoir remplir sa mission de développement et renforcer la confiance du public dans IFC et ses clients. IFC diffuse dans le public des informations concernant ses investissements et ses services-conseil qui permettent à ses clients, à ses partenaires et à ses parties prenantes de mieux comprendre ses activités et de participer pleinement à des débats sur ces dernières.

IFC sollicite fréquemment des informations en retour afin d'identifier les questions qui revêtent de l'importance pour différents groupes de parties prenantes. Ces informations en retour sont obtenues dans le cadre d'enquêtes auprès des clients et des interactions que la Société poursuit avec les parties prenantes, notamment des représentants de la société civile, les communautés locales touchées par ses projets, les associations professionnelles, les autorités nationales, les institutions financières internationales, et des universitaires.

Ces informations en retour ont amené IFC à déterminer comment elle pourrait diffuser davantage d'informations. En septembre 2009, elle a entrepris de revoir sa Politique d'information, conjointement à l'examen de son Cadre de viabilité. En poursuivant ce processus, IFC s'efforcera d'accroître la présentation d'informations sur les résultats des projets et leur impact au plan du développement tout en veillant à agir conformément à la nouvelle Politique d'accès à l'information de la Banque mondiale lorsque cela s'impose.

IFC présente aussi des informations à jour sur l'impact au plan du développement de ses projets. En collaboration avec ses clients, la Société a produit cette année, à titre d'activité pilote, plusieurs rapports présentant les résultats les plus récents de certains projets en termes de développement. Elle se basera sur les leçons tirées de la production de ces rapports, et sur les informations en retour des parties prenantes, pour décider comment élaborer un nouveau cadre de diffusion de l'information.

PORTAIL D'INFORMATION ET CARTOGRAPHIE DES PROJETS D'IFC

IFC continue d'améliorer son Portail d'information sur Internet, qui lui permet de centraliser les informations institutionnelles, les politiques et les normes, les investissements proposés et les informations en retour des parties prenantes. Le portail a des liens avec une base de données de projets dans laquelle figurent des informations sur les clients, un résumé des projets d'investissement, les examens environnementaux et sociaux et les mesures d'atténuation, ainsi que l'impact escompté au plan du développement. Le champ de cette base de données a été élargi l'année dernière pour inclure les projets de services-conseil d'IFC. Le portail encourage les parties prenantes à fournir des informations en retour, en permettant aux visiteurs de poser des questions ou de formuler des commentaires sur des projets particuliers.

Cette année, IFC a adopté un outil de cartographie basé sur le Web pour faciliter l'accès aux informations sur ses projets et leur impact au plan du développement. Cet outil permet, à partir des images par satellite qui sont hébergées par Google, de voir la répartition des projets de la Société dans le monde sur une carte assortie d'un code des couleurs présentant des informations sur le risque environnemental et social associé à chaque projet. En cliquant sur certaines icônes figurant sur la carte, le lecteur obtient accès aux informations plus conséquentes sur le projet qui apparaissent dans le Portail d'information d'IFC. Il peut en outre rechercher les projets d'IFC par secteur, par région et par pays.

IFC a mis en place un mécanisme de dépôt des plaintes pour les membres du public qui estiment qu'une demande initiale d'information a été refusée à mauvais escient ou que la politique d'information de l'institution n'a pas été appliquée correctement. Les plaintes sont examinées par le Conseiller pour la politique d'information, qui rend directement compte au Vice-président exécutif et directeur général d'IFC.

Pour de plus amples informations se reporter à www.ifc.org/disclosure.

IFC diffuse dans le public des informations concernant ses investissements et ses services conseil qui permettent à ses clients, à ses partenaires et à ses parties prenantes de mieux comprendre ses activités et de participer pleinement à des débats sur ces dernières.

COLLABORATION AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE

IFC collabore avec la société civile, notamment les organisations non gouvernementales, aussi bien au plan institutionnel que dans le cadre de la mise en œuvre des projets. Elle poursuit le dialogue engagé avec ces organisations sur divers aspects de ses activités, de sa stratégie et de ses politiques, et elle collabore à plusieurs initiatives.

IFC travaille avec les services de liaison de la Banque mondiale avec la société civile pour dialoguer régulièrement avec celle-ci. Par exemple, le personnel d'encadrement d'IFC a participé aux côtés de représentants de la société civile à des tables rondes sur la crise financière et ses répercussions sur les populations pauvres. IFC, en outre, compte plusieurs groupes consultatifs qui donnent des avis et font des recommandations sur sa stratégie et ses politiques dans divers domaines. Le Conseiller/Ombudsman pour l'application des directives, en collaboration avec les équipes d'IFC chargées des projets, entretient aussi des contacts étroits avec les communautés locales, les organisations de la société civile et d'autres parties prenantes dans le cadre de ses activités.

IFC déploie des efforts concertés pour travailler avec la société civile dans le contexte de l'examen de ses politiques et normes de performance pour une action durable sur le plan social et environnemental et de sa politique d'information. L'examen de ces politiques a commencé en septembre 2009 et, depuis, IFC collabore avec les parties prenantes, notamment des organisations de la société civile, au moyen d'une palette d'outils basés sur le Web (courriels, blog, discussions en direct sur internet, page web de l'Examen des politiques) et par le biais de téléconférences et de consultations directes, pour obtenir leur avis. Ces consultations se poursuivront, à l'échelle mondiale, pendant toute la période d'examen.

IFC s'efforce d'améliorer ses partenariats stratégiques et d'en forger de nouveaux avec des organisations non gouvernementales au niveau opérationnel, pour encore améliorer ses projets et renforcer son impact sur le développement. Elle travaille, par exemple, avec le Réseau mondial Forêts et Commerce du Fonds mondial pour la nature pour promouvoir l'exploitation durable des forêts, avec l'Alliance pour la défense des forêts pluviales pour aider les producteurs de café d'Amérique centrale et du sud du Mexique et avec Oxfam Hong Kong à des projets de développement du tourisme durable au Cambodge et en République démocratique populaire lao. IFC a aussi collaboré avec le Fonds mondial pour la nature pour promouvoir de meilleures méthodes de gestion agricole dans des domaines tels que la production de coton, d'huile de palme, de soja et de canne à sucre.

POUR RÉDUIRE LE DÉBOISEMENT DE L'AMAZONIE AU BRÉSIL

John Carter a mal lorsqu'il voit la forêt amazonienne se réduire sous ses yeux comme une peau de chagrin.

Lors des centaines de vols qu'il a effectués aux commandes de son Cessna monomoteur au-dessus du Mato Grosso, au Brésil, il a pu voir des bulldozers et de grands incendies ravager l'un des plus importants écosystèmes du monde. Malgré les textes de lois et les stratégies environnementales, rien ne semblait pouvoir enrayer la déforestation.

« Je me suis dit que si nous pouvions fournir un appui aux propriétaires et leur offrir des incitations économiques pour qu'ils adoptent des modes de production responsables, nous pourrions peut-être réussir là où les autres efforts de protection ont échoué » a expliqué Carter.

En 2004, John Carter a fondé Aliança da Terra, organisation non gouvernementale qui s'efforce de trouver des solutions de rechange, fondées sur le marché, au déboisement de l'Amazonie. Son registre pour une action responsable sur le plan social et environnemental aide les éleveurs et les producteurs de soja à renforcer leurs pratiques sociales et environnementales. Lorsque M. Carter a eu besoin d'une aide pour développer son organisation, il s'est adressé à IFC.

« Nous étions une petite organisation organisée au niveau des communautés locales privilégiant l'action sur le terrain, mais nous ne savions pas comment tirer parti de ce que nous étions en train de mettre en place », a-t-il expliqué.

Les services-conseil d'IFC ont aidé à renforcer l'ONG de John Carter et permis d'inscrire 2 millions d'hectares de plus sur son registre, pour porter la superficie totale enregistrée à 3,5 millions d'hectares. IFC l'aide également à mettre en place un système de suivi des émissions de carbone qui pourrait créer de nouvelles sources de revenus pour les agriculteurs qui suivent des pratiques environnementales responsables.

« Il s'agit là d'un nouveau modèle d'agriculture qui se met en place dans l'œil de l'ouragan, c'est-à-dire la région de l'Amazonie la plus touchée par le déboisement », a expliqué John Carter.

L'OBLIGATION DE RENDRE COMPTE

Le Groupe indépendant d'évaluation

IFC insiste sur la nécessité de tirer les leçons de l'expérience. Le Groupe indépendant d'évaluation, qui rend compte aux Administrateurs d'IFC, contribue au programme de développement des connaissances et d'apprentissage et est un élément crucial de la structure de responsabilisation.

Chaque année, l'IEG évalue ou valide de manière indépendante les résultats d'un échantillon représentatif d'opérations d'investissement et de projets de services-conseil d'IFC. Cette année, l'IEG a évalué les activités menées par IFC concernant les agroindustries, la riposte à la crise financière mondiale, les normes de performance environnementale et sociale, le changement climatique, la maîtrise de l'énergie, et l'ensemble des projets se rapportant au Tchad-Cameroun. Pour la première fois, l'IEG a également évalué les opérations d'IFC au Pérou conjointement à celles de la Banque mondiale et de la MIGA, pour brosser un tableau complet de la contribution du Groupe de la Banque mondiale au développement du pays. Cette démarche contribue à renforcer le partage des connaissances entre les membres du Groupe de la Banque.

Il ressort des évaluations de cette année que, durant les exercices de 07 à 09, plus de 74 % des projets d'investissement d'IFC ont obtenu une note au moins satisfaisante pour leurs réalisations au plan du développement. Les notes de l'exercice 09 ont été un peu plus faibles en raison de l'impact initial de la crise mondiale. Les résultats des projets menés dans le secteur financier par IFC se sont dégradés, mais la note attribuée à leur impact environnemental et social s'est améliorée, alors qu'elle était en baisse depuis trois ans. L'infrastructure, qui reste l'un des secteurs d'IFC les plus performants en ce qui concerne le développement, affiche une contraction de près de 40 % de ses activités depuis l'amorce de la crise.

L'analyse approfondie qui a été effectuée montre que les réalisations des projets au plan du développement semblent tenir à deux groupes de facteurs ; les premiers ne dépendent pas d'IFC — il s'agit, par exemple, de l'évolution du risque associé au climat de l'investissement dans un pays, du risque associé aux entités parrainantes, du risque de marché et des risques liés au type de projet — tandis que les seconds relèvent directement d'IFC, comme la qualité des prestations de la Société dans le cadre de l'évaluation, du montage et de la supervision des projets, et de la valeur ajoutée qu'elle apporte. Les conclusions présentées cette année indiquent que la qualité globale des prestations d'IFC continue

l'évolution à la hausse récemment amorcée, tandis que la qualité des activités de supervision s'est quelque peu dégradée. L'IEG recommande également à IFC de porter une plus grande attention à l'Afrique car les réalisations au plan du développement sont moins bonnes dans cette région que dans les autres.

Afin que ces rapports contribuent au savoir de l'institution, l'IEG organise de fréquents exposés au profit des agents d'IFC basés à Washington et sur le terrain. Les rapports de l'IEG sont disponibles sur le site www.ifc.org/IEG.

Le Bureau du Conseiller/ombudsman pour l'application des directives

Le Bureau du Conseiller/ombudsman pour l'application des directives (CAO) est un mécanisme indépendant de recours pour les projets financés par IFC et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA). Placé sous l'autorité directe du Président du Groupe de la Banque mondiale, Il répond aux plaintes des personnes touchées par des projets d'IFC et de la MIGA dans le but de renforcer les réalisations sociales et environnementales des projets auxquels ces institutions contribuent.

Le CAO a trois rôles. L'équipe des ombudsmans s'efforce d'identifier les motifs des différends et aide les parties prenantes à résoudre leur problème en engageant un dialogue et dans le cadre de négociations assistées. Les conseillers du CAO chargés de l'application des directives procèdent à des évaluations et à des audits de la performance environnementale et sociale d'IFC pour assurer le respect des politiques et des directives. Dans sa fonction de conseiller, le CAO présente, à titre indépendant, des conseils au Président ainsi qu'à la direction d'IFC sur des questions sociales et environnementales qui se posent dans le contexte des politiques, sur des préoccupations systémiques et sur des tendances nouvelles. Le CAO ne formule pas d'avis sur un projet particulier.

Durant l'exercice 10, le CAO a répondu à 22 plaintes concernant 28 projets d'IFC dans 16 pays. Huit de ces plaintes étaient nouvelles et ont été acceptées par le CAO en vue d'une évaluation plus approfondie tandis que 14 autres plaintes avaient été déposées au cours d'exercices antérieurs. Le CAO a clos six affaires, facilité la conclusion de sept accords par l'intermédiaire de son équipe d'ombudsmans et publié six évaluations du respect des directives ainsi qu'un audit d'IFC.

Cet audit a été motivé par une plainte déposée par la société civile en 2007 au sujet des investissements d'IFC dans Wilmar Group

concernant l'huile de palme en Indonésie. Le CAO a facilité un règlement entre la compagnie et les communautés touchées durant les exercices 08 et 09 et a publié un audit de la participation d'IFC à Wilmar au début de l'exercice 10. IFC a donné suite à cet audit en procédant à un examen stratégique de sa participation aux activités du secteur mondial de l'huile de palme (voir page 67). Le CAO continue de suivre l'évolution des règlements et l'audit n'est pas clos.

En mai 2010, CAO a achevé un examen du Cadre de viabilité d'IFC (page 102) dans le cadre de sa fonction de conseil. Cet examen a mis l'accent sur des questions intéressant les communautés touchées par les projets d'IFC et a évalué la mise en œuvre du cadre par la Société.

Le CAO poursuit un dialogue avec la société civile et d'autres parties prenantes pour leur faire mieux comprendre la manière dont IFC rend compte de ses actions et les voies de recours qui leur sont offertes. Durant l'exercice 10, le CAO a rencontré des représentants d'environ 300 organisations de la société civile de plus de 20 pays. Le CAO travaille avec les agents d'IFC au siège et sur le terrain pour leur faire connaître les leçons tirées de ses travaux.

De plus amples informations figurent sur le site www.cao-ombudsman.org.

Audit interne

Le département de l'audit interne aide le Groupe de la Banque mondiale à remplir sa mission en offrant des services objectifs d'assurance et de conseil pour accroître la valeur des interventions de ses institutions, en renforçant leur gestion des risques, leurs procédures de contrôle et leur gouvernance et en améliorant la mesure dans laquelle elles sont tenues comptables de leurs résultats. Les audits du département couvrent la totalité des activités du Groupe (y compris les opérations financées par des fonds fiduciaires) conformément aux Normes internationales pour la pratique professionnelle de l'audit interne promulguées par l'Institut des auditeurs internes.

Les travaux menés visent principalement à déterminer si les processus de gestion du risque, de contrôle et de gouvernance du Groupe de la Banque fournissent une assurance raisonnable que les informations importantes de nature financière, administrative et opérationnelle sont exactes, fiables et à jour ; que les ressources sont obtenues de manière économique et utilisées de manière efficace ; que les actifs sont protégés ; que les actions de l'organisation sont conformes aux politiques, procédures, contrats et lois et règles applicables ; et que les objectifs des activités sont atteints.

Suite à la demande présentée par l'IFC, nous avons procédé à l'examen de différentes informations relatives au développement durable présentées dans le Rapport annuel pour l'exercice clos le 30 juin 2010, notamment des indicateurs quantitatifs (« les Indicateurs ») et des déclarations qualitatives (« les Déclarations »), concernant les domaines essentiels ci-après :

DOMAINES ESSENTIELS	DÉCLARATIONS	INDICATEURS																		
Résultats des projets sur le plan environnemental et social	« L'action d'IFC : Établissement de normes : Les Normes de performance d'IFC » (p. 76), « Les principes d'Équateur » (p. 77), et « Gouvernement d'entreprise » (p.77)	<ul style="list-style-type: none"> Engagements par catégorie environnementale et sociale (p. 10) : <table> <tr> <th>Catégorie</th><th>Engagements (USD millions)</th><th>Nombre de projets</th></tr> <tr> <td>A</td><td>825</td><td>10</td></tr> <tr> <td>B</td><td>3 975</td><td>147</td></tr> <tr> <td>C</td><td>4 516</td><td>254</td></tr> <tr> <td>F1</td><td>3 348</td><td>117</td></tr> <tr> <td>N</td><td>0</td><td>0</td></tr> </table>	Catégorie	Engagements (USD millions)	Nombre de projets	A	825	10	B	3 975	147	C	4 516	254	F1	3 348	117	N	0	0
Catégorie	Engagements (USD millions)	Nombre de projets																		
A	825	10																		
B	3 975	147																		
C	4 516	254																		
F1	3 348	117																		
N	0	0																		
Efficacité des investissements et des services-conseil au plan du développement	« L'évaluation des résultats » (p. 90 et 91), « Résultats des investissements » (p. 92, non compris le tableau « Portée du développement généré par les sociétés clientes d'IFC »), et « Résultats des services-conseil » (p. 93)	<ul style="list-style-type: none"> Score de l'efficacité des investissements au plan du développement (p. 10, 11 et 91) : 71 % ont reçu une notation élevée¹ Score de l'efficacité des Services-conseil au plan du développement (p. 93) : 58 % ont reçu une notation satisfaisante 																		
Inclusion financière : microprêts et prêts aux petites et moyennes entreprises		<ul style="list-style-type: none"> Nombre et montant des microprêts et des prêts aux PME (p. 92) : <table> <tr> <th>Type de prêt</th><th>Nombre de prêts (millions)</th><th>Montant (USD milliards)</th></tr> <tr> <td>Micro-finance</td><td>8,5</td><td>10,79</td></tr> <tr> <td>PME</td><td>1,5</td><td>101,32</td></tr> </table>	Type de prêt	Nombre de prêts (millions)	Montant (USD milliards)	Micro-finance	8,5	10,79	PME	1,5	101,32									
Type de prêt	Nombre de prêts (millions)	Montant (USD milliards)																		
Micro-finance	8,5	10,79																		
PME	1,5	101,32																		
Changement climatique	Section sur le changement climatique (p. 28 – 37)	<ul style="list-style-type: none"> Montant engagé au titre d'investissements dans les énergies renouvelables et la maîtrise de l'énergie (p. 17) : 1 644 millions de dollars 																		
Empreinte carbone, responsabilité sociale et modèle d'activité durable	« IFC 2013 » (p. 100), « IFC et la lutte contre la corruption » (p. 101), et « Une action responsable » (p. 102 – 103)	<ul style="list-style-type: none"> Empreinte carbone (p. 102) : 43 591 tonnes d'équivalent CO₂ pour l'exercice 09 																		
Eau	« L'eau et l'urbanisation : L'objectif d'IFC » (p. 56), « Innovation et impact » (p. 57), « L'approche d'IFC sur la sécurité en matière d'eau » (p. 60), « De l'eau plus propre et un avenir plus sain » (p. 62) et « Impact dans le monde » (p. 64 et 65)																			
Renforcement des activités d'IFC dans les pays IDA ²	« Un rôle plus important dans les pays IDA pour aider les populations pauvres » (pages 82 et 83)																			
Partenariats	« Forger des partenariats productifs » (p. 97)																			
Obligation de rendre compte	« Le Groupe indépendant d'évaluation » et le « Bureau du Conseiller/ombudsman pour l'application des directives (p. 107)																			

¹Résultats au plan du développement des investissements pour l'exercice 10 (% ayant obtenu une notation satisfaisante) :

Ensemble du portefeuille (% de notations élevées)	Non pondéré (nombre de projets)	Pondéré par le volume des investissements	Résultats au plan du développement par branche d'activité	(% de notations élevées)	Résultats au plan du développement par région	(% de notations élevées)
Résultats au plan du développement	71 %	82 %	IFC (total)	71	IFC (total)	71
Résultats financiers	57 %	65 %	Hydrocarbures, industries extractives et produits chimiques	79	Asie du Sud	79
Résultats économiques	62 %	71 %	Infrastructure	70	Amérique latine et Caraïbes	77
Performance environnementale et sociale	68 %	70 %	Agroindustries	78	Europe et Asie centrale	66
Impact sur le développement du secteur privé	78 %	87 %	Marchés mondiaux des capitaux	73	Moyen-Orient et Afrique du Nord	70
			Santé et éducation	85	Afrique subsaharienne	66
			Fonds de participation et de placements privés	74	Asie de l'Est et Pacifique	72
			Technologies de l'information et des communications	70		
			industries manufacturières et Services	57		

Notre examen visait à assurer dans une mesure limitée³ que :

1. les Indicateurs ont été préparés conformément aux normes de déclaration de l'information applicables en 2010 (les « Normes de déclaration »), qui recouvrent les instructions, procédures et directives établies par IFC pour chaque indicateur, et qui sont récapitulées dans les commentaires accompagnant la présentation des Indicateurs dans le Rapport annuel (p. 10, 11, 17, 91, 92, 93 et 102) ou sur le site web d'IFC ; et

2. les Déclarations ont été présentées conformément à la « Politique d'information d'IFC » et aux principes de pertinence, d'exhaustivité, de fiabilité et aussi de neutralité et de clarté tels que définis par les normes internationales⁴.

L'IFC a la responsabilité de préparer les Indicateurs et Déclarations afin de fournir des informations sur les Normes de déclaration, et d'établir le Rapport annuel.

Nous avons pour mission d'exprimer une opinion sur les Indicateurs et les Déclarations fondée sur notre examen. Notre examen a été réalisé conformément à la norme ISAE 3000 (International Standard on Assurance Engagements) de l'IFAC⁵. Notre indépendance est définie par le code de déontologie professionnelle de l'IFAC.

NATURE ET PORTÉE DE NOTRE EXAMEN

En vue de présenter une opinion, nous avons procédé à l'examen ci-après :

— Nous avons évalué les Normes de déclaration, ainsi que les directives et principes applicables pour déterminer leur pertinence, leur exhaustivité, leur neutralité et leur fiabilité.

— Nous avons examiné le contenu du Rapport annuel pour identifier les principales déclarations concernant les domaines du développement durable énoncés plus haut. Nous avons sélectionné les déclarations considérées formuler un engagement, présenter un intérêt particulier pour les parties prenantes, ou pouvoir poser un risque de réputation pour l'IFC, ainsi que les déclarations sur la gestion et la performance de la responsabilité institutionnelle.

— Au niveau du groupe, nous avons eu des entretiens avec les personnes responsables de la déclaration des informations pour évaluer la mesure dans laquelle les Normes de déclaration ont été appliquées ou pour établir le bien-fondé des Déclarations.

— Au niveau du groupe, nous avons appliqué des procédures d'analyse et vérifié, par sondages, les calculs et le rapprochement des Indicateurs.

— Nous avons réuni les documents sur la base desquels les Indicateurs ou les Déclarations sont fondés, tels que les rapports préparés, notamment, pour les réunions des administrateurs, les accords de prêts, les exposés et rapports internes et externes, les études ou les résultats d'enquêtes.

— Nous avons examiné la présentation de l'Information dans le Rapport annuel ainsi que les notes correspondantes sur les méthodes suivies.

LIMITES DE NOTRE EXAMEN

Notre examen s'est limité aux Déclarations et aux Indicateurs identifiés dans le tableau précédent, à l'exclusion d'autres informations présentées dans le Rapport annuel.

Nos sondages ont donné uniquement lieu à l'examen de documents et à des entrevues au siège d'IFC à Washington. Nous n'avons participé à aucune activité avec les parties prenantes extérieures, les clients ou les bureaux d'IFC situés dans les pays.

INFORMATIONS SUR LES NORMES DE DÉCLARATION ET LE PROCESSUS DE PRÉPARATION DES DÉCLARATIONS

En ce qui concerne les Normes de déclaration et les directives et principes de préparation des Déclarations, nous présentons les commentaires suivants :

PERTINENCE

IFC publie un Rapport Annuel intégré et, pour la première fois, a demandé aux parties prenantes de participer à un effort visant à améliorer l'identification des aspects essentiels d'une action durable qui devraient être présentés dans le Rapport annuel.

IFC présente des informations sur la viabilité de son propre impact, notamment sur les risques environnementaux et sociaux, ainsi que les impacts et les réalisations des projets qu'elle finance directement ou par le biais d'intermédiaires financiers, qui sont comparables à celles d'autres banques multilatérales de développement. IFC fait un effort particulier pour évaluer ses résultats au plan du développement, notamment par le biais de son Système de suivi des réalisations au plan du développement (DOTS).

EXHAUSTIVITÉ

La couverture de l'information donnée par les Indicateurs est définie de manière à prendre en compte toutes les activités pertinentes d'IFC. Un effort a été fait, dans le rapport de cette année, pour présenter de manière formelle les définitions, couvertures, et règles d'exclusion des Indicateurs, en particulier ceux qui concernent l'efficacité au plan du développement des services-conseil et les microprêts et les prêts aux PME. La couverture effective de chaque indicateur est indiquée dans les commentaires joints aux données dans le Rapport annuel.

NEUTRALITÉ ET CLARTÉ

IFC donne des informations sur les méthodes suivies pour établir les Indicateurs dans les commentaires joints aux données publiées, notamment en ce qui concerne les indicateurs relatifs à l'empreinte carbone, aux investissements dans des énergies renouvelables et la maîtrise de l'énergie, aux microprêts et aux prêts aux PME et aux résultats au plan du développement dans les sections correspondantes et sur le site web d'IFC (les liens sont indiqués p. 110).

FIABILITÉ

Les méthodes de présentation de l'information et les contrôles internes utilisés pour les Indicateurs concernant les investissements dans les énergies renouvelables et dans la maîtrise de l'énergie et l'efficacité au plan du développement des services-conseil doivent être renforcés et établis de manière formelle de manière à mieux prendre en compte leur complexité et l'importance des jugements professionnels des personnes entrant ou validant les données.

IFC doit continuer d'améliorer les processus de préparation des Déclarations pour s'assurer que les Déclarations sont établies sur la base des informations les plus récentes et les plus exactes.

CONCLUSION

Cette année, IFC a apporté des modifications à la méthodologie et aux méthodes de présentation de l'information sur l'Indicateur concernant l'empreinte carbone. Nous avons identifié d'importantes divergences entre le calcul de l'empreinte carbone par les nouvelles procédures et les Normes de déclaration. Faute de temps, il n'a pas été possible de vérifier si des corrections ont été apportées dans tous les cas dans lesquels des divergences ont été notées.

Sur la base de notre examen, à l'exception de la réserve ci-dessus, nous n'avons relevé aucune anomalie qui nous permettrait de penser que :

— les Indicateurs n'ont pas été présentés, en ce qui concerne tous les points importants, conformément aux Normes de Déclaration ;

— les Déclarations n'ont pas été présentées, en ce qui concerne tous les points importants, conformément à la « Politique d'information de l'IFC » et aux principes de pertinence, d'exhaustivité, de neutralité et de clarté et aussi de fiabilité tels que définis par les normes internationales.

Paris-La Défense, France, 25 août 2010

 **ERNST & YOUNG**
Quality In Everything We Do

Auditeurs indépendants
ERNST & YOUNG et Associés

Eric Duvaud
Associé du département environnement et
développement durable d'Ernst & Young France

² Association internationale de développement.

³ Un degré d'assurance plus poussé aurait exigé des travaux plus importants.

⁴ ISAE 3000 de l'IFAC, Global Reporting Initiative (GRI), ou AA1000 Accountability Standard.

⁵ ISAE 3000 : « Assurance Engagement other than reviews of historical data », International Federation of Accountants, International Audit and Assurance Board, décembre 2003.

sigles

AGRA	Alliance pour une révolution verte en Afrique
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale)
CAO	Conseiller/ombudsman pour l'application des directives
CAPRI	Capital, Prix, Risque (méthode du calcul économique)
DEG	Service de KfW opérant dans le cadre du secteur privé
DFID	Ministère britannique du développement international
DOTS	Système de suivi des réalisations au plan du développement
EX	Exercice
FMO	Agence néerlandaise de financement du développement
GBF	Fonds pour le renforcement de l'entreprise locale
GNL	Gaz naturel liquéfié
GTLF	Programme de liquidités pour le commerce mondial
ICF	Mécanisme d'appui à l'infrastructure (en situation de crise — IFC)
IDA	Association internationale de développement
IEG	Groupe indépendant d'évaluation
IFD	Institution de financement du développement
IFI	Institution financière internationale
KfW	Kreditanstalt für Wiederaufbau [institution allemande de développement]
MIGA	Agence multilatérale de garantie des investissements
MPME	Micros, petites et moyennes entreprises
OeEB	Oesterreichische Entwicklungsbank AG [Institution autrichienne de développement]
OIT	Organisation internationale du travail
PME	Petites et moyennes entreprises
PPP	Partenariat public-privé
PROPARCO	Promotion et participation pour la Coopération économique [institution française de financement du développement]
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

lettre au Conseil des Gouverneurs

Le Conseil d'administration de la Société financière internationale a fait préparer ce rapport annuel conformément aux statuts de l'IFC. M. Robert B. Zoellick, président de l'IFC et de son Conseil d'administration, a soumis ce rapport ainsi que les états financiers vérifiés y afférents au Conseil des gouverneurs.

Les administrateurs constatent avec satisfaction que, durant l'exercice clos le 30 juin 2010, l'IFC a accru sa contribution à un développement durable par le biais de ses activités de services-conseil et de ses opérations de financement de projets dans le cadre du secteur privé.

collaborateurs

Rapport produit par les Relations extérieures de l'IFC.

conception

Addison
www.addison.com

impression

Worth Higgins & Associates
www.whaprint.com

photographie : couverture

Dan Saelinger

photographies : intérieur du rapport

(Dans le sens des aiguilles d'une montre, de gauche à droite :)

Volet, fermé : Dan Saelinger

Volet, ouvert : Jason Florio

Page 1 ; Dan Saelinger

Page 2 ; Frank Vincent/Photolab

de la Banque mondiale

Page 3 ; Jenny Matthews/Panos Pictures, Photolibary

Page 4 ; Iwan Bagus

Page 5 ; Photolibary, Corbis

Pages 6–7 ; Iwan Bagus

Page 13 ; Photolibary

Page 15 ; Photolibary

Page 18 ; Dan Saelinger

Page 19 ; Photolibary

Pages 20–21 ; Jason Florio

Page 22 ; Dieder van Lamoen

Page 23 ; Photolibary

Page 24 ; Yemen Education for

Employment Foundation (YEEF)

Page 25 ; Sadiola Gold Mine Project

Page 28 ; Photolibary

Page 29 ; Dan Saelinger

Pages 30–31 ; Jason Florio

Page 32 ; Photolibary

Page 33 ; Comasel

Page 34 ; Peter Alstone

Page 35 ; IFC

Pages 38–39 ; Dan Saelinger

Pages 40–41 ; Jason Florio

Page 42 ; Olesya Zhuchenko

Page 43 ; Martin Buehler

Pages 46–47 ; Dan Saelinger

Pages 48–49 ; Jason Florio

Page 50 ; Getty Images

Page 51 ; Master file

Page 52 ; Katrina Manson

Page 53 ; First MicroFinance Bank

Page 56 ; Photolibary

Page 57 ; Dan Saelinger

Pages 58–59 ; Jason Florio

Page 60 ; Alejandro Perez

Page 61 ; Jouni Eerikainen

Page 62 ; Dilip Banerjee

Page 63 ; Governo do Estado da Bahia

Page 77 ; Crispin Hughes/Panos Pictures,

Chris Chris Stowers/Panos Pictures

Page 80 ; COMCEL, Guatemala,

Mainé Astonitas

Page 81 ; Jason Florio, Andy Johnstone/

Panos Pictures, Photolibary

Page 87 ; Jouni Eerikainen

Page 96 ; Frank Vincent/Photolab

de la Banque mondiale

Pages 112–113 ; Jason Florio

sur le web

Le site web d'IFC, www.ifc.org, présente des informations détaillées sur tous les aspects des activités de l'institution. Il indique comment contacter les bureaux de la Société dans le monde entier, présente des communiqués de presse et des articles, des données sur la mesure des résultats, les documents publiés pour les investissements proposés et les grands principes et directives qui régissent son action et ont un impact sur les sociétés qui sont ses clientes.

La version en ligne du Rapport annuel 2010 de l'IFC contient aussi des documents PDF téléchargeables qui couvrent tous les points présentés dans ce volume ainsi que les versions en langue étrangère disponibles. Elle se trouve à l'adresse www.ifc.org/annualreport. Le site web fournit également de plus amples informations sur la poursuite d'une action durable, notamment un indice de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance.

Pour plus d'informations sur plusieurs domaines importants, consulter les pages web ci-après :

IFC's Crisis Response Initiatives

<http://www.ifc.org/issuebriefs>

Creating opportunity at the Base of the Pyramid

http://www.ifc.org/TOS_baseofthepyramid

IFC's Women in Business Program

<http://www.ifc.org/gem>

Supporting women in business in Africa

<http://www.ifc.org/womenentrepreneursinfrica>

Gender dimensions of investment climate reform

<http://www.ifc.org/GenderIC>

Embedding gender in sustainability reporting

<http://www.ifc.org/genderreporting>

IFC's June 2010 Corporate Responsibility Forum

<http://www.ifc.org/CorporateResponsibilityForum>

Addressing climate change

http://www.ifc.org/TOS_climatechange

IFC's transportation strategies

<http://www.ifc.org/TransportationStrategies>

IFC's project mapping tool

<http://www.ifc.org/projectmappingtool>

IFC's Better Work Program in Haiti

<http://www.ifc.org/betterworkhaiti>

IFC Performance Standards and human rights

<http://www.ifc.org/IBHRandIFCPoliciesPS>

Food security

<http://www.ifc.org/foodsecurity>

Charting our Water Future

<http://www.ifc.org/chartingwaterfuture>

IFC in conflict-affected countries

<http://www.ifc.org/conflictaffectedcountries>

Performance Standards

<http://www.ifc.org/performancestandards>

World Bank list of debarred firms

www.ifc.org/WBDebarredFirms

IFC footprint commitment

<http://www.ifc.org/footprint>

panel d'examen par les parties prenantes du Rapport annuel 2010

IFC participe régulièrement avec ses parties prenantes à différentes activités. Cette année, la Société a organisé le premier panel d'examen par les parties prenantes du Rapport annuel (2010). Le panel a été chargé d'identifier des questions importantes attirant leur attention dans l'avant-projet de rapport. IFC a trouvé leurs commentaires constructifs et est résolue à poursuivre sa collaboration avec les parties prenantes pour obtenir de plus amples commentaires sur des points importants de ses futurs rapports. Un compte-rendu succinct de la réunion est présenté ci-dessous ; les membres du panel ont déclaré que ce compte-rendu décrivait fidèlement le processus et les résultats.

Processus de participation

IFC a retenu les services d'un animateur neutre pour gérer le processus de participation. Ce dernier avait deux objectifs : promouvoir l'échange d'informations ; et évaluer la présentation par IFC des éléments essentiels dans l'avant-projet. « Éléments essentiels » a été défini de manière à couvrir les aspects de la stratégie, des initiatives et de la performance d'IFC qu'il est important de présenter pour informer les parties prenantes de la Société et établir son impact au plan du développement. Les membres du panel ont participé à une réunion d'une durée de quatre heures durant laquelle ils se sont entretenus, avec l'un d'un animateur, avec des membres de la direction d'IFC. Ils ont par la suite examiné les changements apportés par IFC à son Rapport annuel sur la base de leurs commentaires. Toutefois, ni le panel dans son ensemble, ni aucun de ses membres n'a entériné ou approuvé le Rapport annuel 2010. Cette mission n'était ni un audit ni un exercice de vérification.

Membres du panel

IFC et l'animateur ont conjointement sélectionné les membres du panel sur la base des éléments suivants : compréhension des activités d'IFC ; connaissance approfondie des domaines importants pour IFC ; vaste représentation sur le plan géographique et des spécialités, et inclusion d'hommes et de femmes. IFC a remboursé les frais des membres du panel. Ces derniers sont indiqués ci-après :
— Arvind Ganesan, Director, Business and Human Rights, Human Rights Watch
— Frank Mantero, Director, Corporate Citizenship, General Electric
— Carol Peasley, Présidente et directrice générale, Centre pour le développement et les activités en matière de population (CEDPA)
— Kavita Ramdas, Présidente et directrice générale, Fondations mondiale pour les femmes
— Ruth Rosenbaum, Executive Director, Center for Reflection, Education and Action (CREA)
— Ken Wilson, Executive Director, The Christensen Fund
— Simon Zadek, Visiting Senior Fellow, Harvard University's Kennedy Center

Suggestions des membres du panel et réponses d'IFC

Les membres du panel ont indiqué certains domaines dans lesquels la présentation du rapport pouvait être améliorée, notamment en précisant le rôle unique joué par IFC, et en présentant de manière plus transparente les défis et les dilemmes rencontrés par la Société. Certains membres du panel ont, par ailleurs, formulé des recommandations qui devront faire l'objet d'un examen et de discussions plus approfondies. Nous nous emploierons à déterminer comment prendre en compte ces commentaires dans les rapports à venir. Le panel a remercié IFC de son attitude positive lors de la réunion et des modifications qu'elle a apporté à son rapport de cette année. Les principaux points soulevés et les réponses d'IFC sont résumés ci-dessous.

Commentaires des membres du panel

Examiner les dilemmes du secteur privé (comme dans le cas de la production d'huile de palme), en faisant ressortir le contexte, les leçons tirées de l'expérience et la nécessité de gérer les risques.

Examiner le rôle unique et l'impact d'IFC

Préciser ce qu'IFC entend par « action durable ».

Fournir plus d'information sur les travaux concernant les principes directeurs et l'impact de l'élaboration de normes, notamment en présentant une analyse de leur rapport avec des normes d'autres entités telles que les dispositions concernant les droits de la personne humaine.

Expliquer plus clairement en quoi consiste une action de développement axées sur les réalisations.

Accorder une place plus importante à l'examen de la question de la parité hommes-femmes

Examiner les efforts d'IFC pour renforcer la « résistance ».

Prendre en compte le rôle des nouveaux intervenants sur le marché en Afrique.

Examiner la question des jeunes.

Fournir des informations sur les sociétés radiées.

Adopter une approche rationnelle pour renvoyer aux contenus des sites webs, ainsi que d'autres liens vers des pages web présentant des informations plus détaillées.

Mettre l'accent sur les opérations de capital-risque d'IFC pour renforcer l'examen des efforts axés sur la base de la pyramide.

Utiliser le graphique du cycle de l'investissement pour présenter le déroulement d'une opération.

Réponse d'IFC

Pris en compte dans les sections d'introduction : la section « Les leçons de l'expérience » a été étoffée et présentée plus tôt ; le texte a bénéficié de l'introduction d'exemples comme « La crise financière — Adapter la stratégie », « L'huile de palme : l'approche d'IFC »

Pris en compte dans les sections d'introduction ; le texte a été développé, voir par, ex. « Malgré la crise, les clients d'IFC ont obtenu de bons résultats sur le front de l'emploi ».

Une définition a été incluse dans le rapport.

Pris en compte dans les sections d'introduction ; analyse plus approfondie du Cadre de viabilité et de l'examen de la politique d'IFC ; de plus amples détails ont été fournis sur le programme d'amélioration du travail ; un hyperlien a été donné vers l'analyse et des exemples de l'impact sur les droits de la personne humaine.

Pris en compte dans les sections d'introduction ; le texte sur les résultats au plan du développement a été renforcé, notamment en ce qui concerne les résultats des Services-conseil.

La section intitulée « Pleins-feux sur l'offre d'opportunités aux femmes » a été révisée et développée pour mettre l'accent sur les femmes, l'activité économique et le droit ; des améliorations ont été apportées à d'autres sections.

Pris en compte dans les sections d'introduction ; de nouveaux exemples ont été donnés, par ex. « Réduire la pauvreté et promouvoir la stabilité grâce à des programmes d'assurance ».

Accent de la section réorienté vers « Aider les nouveaux acteurs planétaires à investir dans les infrastructures » ; développement du texte sur le projet de la Fondation Mwalimu Nyerere.

La section intitulée « Aider les jeunes à trouver un emploi productif » a été incluse pour renforcer la discussion du défi posé par le chômage des jeunes.

Inclusion d'hyperliens renvoyant le lecteur à la liste des sociétés radiées.

Une douzaine d'hyperliens ont été inclus, pour renvoyer le lecteur vers des pages web offrant plus de détails sur les questions soulevées ici (voir encadré).

Le texte a été complété par l'inclusion de « Une action à vocation solidaire — des opportunités à la base de la pyramide » ; insertion d'un lien avec le site web « Telling our Story » sur la création d'opportunités à la base de la pyramide, mais ces travaux ne rentrent pas dans la catégorie des opérations de « capital-risque ».

La nouvelle version contient un texte et un graphique plus détaillé décrivant les 12 étapes du cycle de l'investissement d'IFC.

An aerial photograph of a historic city, likely in the Middle East, featuring a large, ornate dome and a tall minaret. The architecture is characterized by intricate brickwork and arched windows. The city is densely packed with buildings, and the foreground shows a large, open courtyard or plaza.

lieu de rencontre entre défis et solutions

IFC met la puissance de l'action du secteur privé au service de la lutte contre la pauvreté et d'autres défis du développement, en améliorant les conditions de vie des populations par le biais de ses investissements durables.

lieu de rencontre entre valeurs et produits

Parce qu'elle est la plus importante institution de développement travaillant dans le cadre du secteur privé, IFC offre un appui particulier associant financements et conseils pour créer des opportunités là où elle font le plus défaut.



lieu de rencontre entre principes et pratique

Les connaissances spécialisées d'IFC à l'échelle mondiale, sa présence sur le terrain et ses capacités d'élaboration de normes permettent de tirer le meilleur parti des ressources disponibles à une époque où la demande de développement du secteur privé évolue à la hausse.

lieu de rencontre entre innovation et impact

Les innovations, les conseils et la mobilisation croissante de ressources — en faveur des pays les plus pauvres — offrent à des millions d'êtres humains une opportunité d'échapper à la pauvreté.



créer des opportunités là
où elles font le plus défaut

2121 Pennsylvania Avenue NW
Washington, DC 20433 États-Unis
(202) 473-3800

www.IFC.org

